

**Nouveau contrat  
pétrolier  
entre Paris  
et Ryad**

LIRE PAGE 42

# Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ;  
Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 55 c. ;  
G.-B., 45 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie,  
1.000 L. ; Japon, 350 ¥ ; Libye, 0,350 DL ; Luxem-  
bourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ;  
Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède,  
7,75 tr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 30

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 450572 F

C.C.P. 4307 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

## L'affaire des visas et les refoulements

**Selon Alger, les relations avec la France**

**Les portes  
qui se ferment**

La place publique ne convient guère à une bonne diplomatie. Un différend a vite fait de dégénérer en crise et une crise en conflit lorsque l'opinion est prise à témoin. Aussi peut-on regretter les reproches lancés mercredi, sur Antenne 2, à l'adresse du gouvernement français par l'ambassadeur d'Algérie, M. Houhou, quarante-huit heures avant la première visite, quasi subreptice, du président algérien à Paris.

Le ton de M. Houhou ne doit pas pour autant dissimuler le fond des choses. Il est trop vrai que le refoulement d'étrangers pose « un problème très grave », et que le gouvernement ne résoudra pas à la sauvette.

Depuis la fin de la guerre, un des objectifs proclamés de la politique française, et d'ailleurs de tout l'Occident, était l'effacement des frontières, même si la réalité quotidienne démentait parfois ce discours. Combien de réquisitoires justifiés n'a-t-on pas prononcés contre la pratique arbitraire des visas d'entrée et de sortie de l'Union soviétique ? Le Conseil de l'Europe, la Communauté européenne, ont comme premier but d'être « sans cesse » plus étroitement liés les peuples européens : l'Acte final de la conférence d'Helsinki, après beaucoup d'autres chartes de bonne conduite internationale, se donne comme objectif « de faciliter sur le plan individuel et collectif, tant privé qu'officiel, un mouvement et des contacts plus libres entre les personnes ». Et, quand l'empire colonial français éclata, ne fut-il pas proclamé haut et fort que ses ressortissants devaient toujours se sentir chez eux en France comme les Français se sentaient chez eux dans les nouveaux États indépendants ? Rappelons aussi que le pouvoir socialiste, plus encore que ses prédécesseurs, tenait à ce que la France fût « une terre d'asile » exemplaire.

Le terrorisme international et la crise ont eu raison de ces nobles intentions. La France, nul n'en disconvient, ne peut laisser entrer chez elle et en sortir des individus dont la violence est le moyen d'expression favori ; elle ne peut non plus ouvrir toute grande ses portes aux sans-travail du monde entier. Des contrôles et même des restrictions aux frontières sont donc indispensables. Mais il faut bien savoir qu'il s'agit d'un changement lourd de conséquences et dont les modalités d'application sont délicates.

Les mesures de rétorsion de la part des pays visés sont inévitables. C'est le moindre mal. Rétablit-on des visas avec l'Amérique latine, et l'on découvre que les ressortissants de ces pays résidant en France deviennent prisonniers d'une bureaucratie insupportable. Que fera-t-on aux frontières internes de la Communauté européenne si les législations ne sont pas coordonnées ? A-t-on renforcé le personnel consulaire pour qu'il obtienne ou refuse les visas avec un minimum de discernement ? Enfin et surtout, comment atténuera-t-on le choc psychologique et politique dans les États de la « mouvance française » d'où provient une bonne part de la main-d'œuvre clandestine ?

Il est certes légitime d'exiger des candidats au séjour en France la preuve qu'ils disposent de moyens d'existence, à condition de les avoir prévus à temps. Les restrictions aux frontières sont aussi regrettables qu'inevitables ; mais elles supposent au préalable que le gouvernement français définit clairement sa nouvelle politique, la motive, la fasse connaître et en surveille de près l'exécution.

**« risquent d'être  
remises en cause »**

Alors que le président Chadli Bendjedid est attendu vendredi 17 décembre à Paris pour une escale de travail, après une visite de trois jours en Belgique, l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Djamel Houhou, a fait jeudi, à Antenne 2, des déclarations vigoureuses pour attirer l'attention sur les mesures de refoulement qui ont affecté, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 novembre, plus de dix-sept mille Algériens, qui, à ses yeux, « risquent de remettre en cause » l'ensemble des relations entre la France et l'Algérie.

L'ambassadeur nous a précisé qu'il s'agit d'un « problème de dignité humaine devant lequel les Algériens ne marchandent pas » et il a rappelé que la libre circulation entre les deux pays de citoyens qui ne sont pas candidats au travail est régie par une convention internationale signée par Paris et Alger le 27 décembre 1968.

En outre, les cinq élus d'Algérie au Conseil supérieur des Français à l'étranger ont publié, à Alger, mercredi, un communiqué dans lequel ils « s'inquiètent » de ces refoulements « le plus souvent arbitraires, à la limite de la légalité et contraires aux textes régissant la libre circulation entre l'Algérie et la France ».

## Halte ! frontière

Le renforcement, depuis quelques mois, des contrôles aux frontières nuit à l'image de la France dans le monde. Le chef de l'État lui-même s'en inquiète : il a annoncé, mardi, la suppression des visas de sortie pour les ressortissants latino-américains installés en France.

M. Mitterrand, qui rencontre vendredi, à Paris, le président algérien, fera-t-il un nouveau geste ? Si décision il doit y avoir, cela signifierait que les mesures destinées à stopper l'immigration clandestine et qui résultent d'une loi récente — votée par la majorité socialiste — seraient remises en question quatre mois à peine après la publication de la dernière circulaire d'application. Autant dire que, dans un cas comme dans l'autre, la décision ne va pas de soi.

Entre la politique d'immigration actuelle et celle du septennat précédent, la différence tient, pour une part, à un souci de forme. On a régulé la situation des « clandestins », et les refoulements aux frontières résultent de textes beaucoup plus précis que par le passé, ce qui ne veut pas dire moins rigoureux.

Hantise toujours présente à l'esprit des gouvernements d'hier et d'aujourd'hui : les faux touristes, ces vrais réfugiés économiques qui ont perdu, à tort, cette volonté de mettre fin à l'arbitraire comme un essouffissement des règles d'immigration.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 3.)

## Tension à Gdansk

**M. Lech Walesa appréhendé  
à son domicile**

M. Walesa a été appréhendé ce jeudi matin 16 décembre, à Gdansk, à son domicile. Des dizaines de policiers avaient encerclé peu avant son domicile, à une dizaine de kilomètres des chantiers navals Lénine, où devait avoir lieu dans l'après-midi une cérémonie officielle à la mémoire des victimes des fusillades de décembre 1970. L'ancien dirigeant de Solidarité avait fait connaître son intention de prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie.

La veille, à Varsovie, le général Jaruzelski avait reçu le maréchal Koniak, commandant en chef des forces du pacte de Varsovie.



(Dessin de PLANTU)

## En finir avec les symboles

De notre correspondant

Varsovie. — Épreuve de force ? Il y en avait à Gdansk, mercredi 15 décembre, toute l'après-midi. Les colonnes de la milice sillonnaient la ville enneigée. Dans les hôtels, les hommes des forces d'intervention, les Zomo, tuaient le temps avant d'éventuels affrontements et devant l'immeuble de M. Walesa, l'eau se resserrait. D'abord quelques voitures banalisées. Puis des civils dans

l'escalier. Un peu plus tard encore, deux policiers derrière la porte, jouant de leurs menottes comme d'un chapelet.

Épreuve de force ? Non. Des affrontements peut-être mais la force, elle, il n'est plus besoin de la tester. On sait depuis douze mois du quel côté elle est, et là n'est plus la question. C'est de symbole qu'il s'agit.

Il y a treize ans, ici, dans cette même ville, si souvent théâtre de l'histoire, devant un portail qui allait devenir célèbre, celui des chantiers Lénine, des ouvriers étaient tombés sous les balles. Une brutale augmentation des prix alimentaires avait provoqué l'émeute. Gomułka avait fait tirer avant de devoir céder la place à un nouveau premier secrétaire que les ouvriers allaient renverser dix ans plus tard.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

## POINT DE VUE SUR LE CŒUR ARTIFICIEL

## Prométhée enchaîné...

« Plus la science s'élève à nous enorgueillir, plus elle effraie, menace, et se prête aux plus complots... »

(HENRI MONDOR, 1947.)

Quelle que soit la durée finale de l'expérimentation humaine actuellement en cours à Salt-Lake-City,

par JEAN-PAUL CACHERA (\*)

l'agonie programmée et dément télévisée d'un homme-robot enchaîné à une machine impavide (\*) Chirurgien des hôpitaux, professeur de médecine à Paris-XII.

qui le dévore jour après jour ne me semble pas faire assez de bruit de par le monde.

Que font les prudes comités d'éthique médicale des États-Unis ? Qu'en pense la combienn sourcilieuse Food and Drug Administration ? Le silence général ne recèle pas que de l'approbation, soyons-en sûrs, mais aussi pour une bonne part la stupeur génée devant l'énormité du spectacle surréaliste et de la leçon d'anti-médecine donnée au monde entier.

Des commentateurs de presse récents (1) expriment des regrets devant le « retard » pris par les recherches françaises dans le domaine de la prothèse cardiaque totale, retard dû à un « blocage culturel ». Mais ce « blocage culturel », j'y vois pour ma part l'honneur des chirurgiens français investis dans cette recherche ; car chacun sait parfaitement que le cœur artificiel n'est pas prêt pour l'usage humain ; chacun sait qu'une expérience sur l'homme n'apportera aucune donnée scientifique nouvelle ; chacun sait que malgré une masse d'argent énorme dépensée déjà sur ce thème depuis quinze années, aucun des composants du cœur artificiel actuel ne peut être considéré comme techniquement achevé.

Ni les matériaux composant les chambres cardiaques, ni les valves, ni la source d'énergie et sa transmission, ni le système régulateur ne peuvent être considérés comme satisfaisants.

(Lire la suite page 15.)

(1) Figaro-Magazine du 11 décembre.

## Aux États-Unis

LA TAILLE ET LE POIDS DE SOURIS SONT MODIFIÉS HÉRÉDITAIREMENT POUR LA PREMIÈRE FOIS PAR MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

LIRE PAGE 15

**PRIX MEDICIS**

*La beauté du Diable*

**Jean-François Josselin**  
**L'Enfer et Cie**  
roman

**GRASSET**

## La mortalité infantile

**dans le tiers-monde  
peut être réduite  
de moitié  
estime l'UNICEF**

Pour la première fois, le rapport sur la situation des enfants du monde — que rend public, tous les ans, peu de temps avant Noël, l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) est diffusé cette année à Paris, au cours d'une conférence de presse que M. James Grant, directeur général de l'institution, réunit jeudi 16 décembre dans la capitale française et non, comme il est d'usage, à New-York, siège de l'UNICEF.

Celle-ci a ainsi souhaité rendre hommage à la politique française d'aide au développement, telle qu'elle s'était exprimée depuis les débuts du septennat. Au cours de son séjour à Paris, M. Grant a été reçu, le 15 décembre, par M. Pierre Mauroy. La contribution française à l'UNICEF a atteint pour l'année 1980-1981 (d'avril à avril) 12 millions de francs ; pour 1981-1982, 17 millions de francs, et, au cours de ces mêmes années, le Comité français pour l'UNICEF a, de son côté, recueilli 46 millions de francs et 57 millions de francs.

De plus en plus, l'UNICEF tente de montrer que les projets d'intervention en faveur des enfants et de leurs mères ne peuvent se concevoir que comme un ensemble d'actions intégrées dans une politique de développement. Cette orientation s'affirme, chaque année davantage, à travers les nouvelles approches de l'institution, notamment dans sa lutte contre la faim et les maladies qui déciment la petite enfance, thèmes du rapport de cette année.

Ce rapport suggère la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie qui devrait permettre, estime l'UNICEF, de réduire de moitié la malnutrition et la mortalité infantiles dans le tiers-monde, d'ici à l'an 2000.

Ces nouvelles approches s'expriment, clairement dans la politique que l'UNICEF mène, déjà, dans les pays les plus pauvres du monde, tels que par exemple le Soudan ou certains pays d'Afrique de l'Ouest.

(Lire page 14 les articles de CLAIRE BRISSET.)

## AU JOUR LE JOUR

Un comité franco-américain réunit des fonds pour restaurer la statue de la Liberté que la France offre à l'Amérique il y a près d'un siècle.

C'est que cette bonne statue, comme la liberté, commence à subir l'outrage des ans.

## Ravalement

On pourrait profiter de l'opération pour l'adapter aux réalités de notre époque et à ses goûts. Au lieu d'un flambeau, elle pourrait brandir un missile. Et, pour visage, on pourrait lui donner celui d'E.T. pleurant sa planète perdue.

BRUNO FRAPPAT.

## A L'OCCASION DU CENTENAIRE

## Retrouver Charles Du Bos

La célébration des grands anniversaires — naissance ou mort — a ceci de bon qu'elle révèle parfois les trous qui se creusent dans notre patrimoine. Ainsi de Charles Du Bos (1882-1939), dont les œuvres essentielles, le Journal, les sept volumes des *Approximations*, sont hors d'atteinte. Il ne reste des livres antérieurement publiés qu'un seul titre disponible : *Du spirituel dans l'ordre littéraire*, chez José Corti.

Charles Du Bos, qui fut un témoin privilégié de notre vie littéraire pendant les premières décennies du vingtième siècle, qui fut un critique exemplaire des littératures française, anglaise, allemande, et le scribe acharné de sa vie intérieure, est donc aujourd'hui un auteur à redécouvrir.

Chose curieuse, il est encore en même temps un auteur à éditor. A mesure que les titres anciens disparaissent, sa bibliographie s'augmente. On vient d'y ajouter ce

Robert et Elizabeth Browning, qui écrit il y a soixante ans n'avait jamais vu le jour.

C'est que cet esprit aigu et intense, publié peut-être du plus grand nombre, a suscité autour de lui des fervents. Regroupés depuis 1955 dans la Société des amis de Charles Du Bos, qui publie un *Cahier* chaque année, ils entretiennent sa mémoire, fouillent ses notes et ses archives, en tirent toujours du nouveau.

Le critique Georges Poulet, Jean Mouton, principal artisan des *Cahiers*, Béatrice Didier, spécialiste du Journal intime, Hubert Juin, qui va faire revivre prochainement Charles Du Bos sur les ondes, nous disent, pages 22 et 23 du *Monde des livres*, pourquoi nous avons aujourd'hui toujours besoin d'écouter Charles Du Bos et d'appréhender dans tout son déploiement une œuvre qui ne cesse de grandir.



Le Monde

## idées

## Inventer des ponts

par JULIO CORTAZAR

**A**PRÈS avoir participé aux délibérations et aux séances des tribunaux Russell, j'ai pu vérifier qu'on avait dressé un mur du silence pour occulter leur action et tenir les intéressés dans l'ignorance la plus totale.

En dépit du pessimisme apparent de cette affirmation, je crois fermement cependant à la nécessité de poursuivre et de perfectionner toute forme d'assemblée internationale jusqu'à ce que ce mur du silence s'écroule sous le poids de la vérité, de la raison et de l'amour.

Il est bien évident que les sessions du Tribunal des peuples ne sont pas destinées à être connues par chacun des individus qui forment le peuple. Une fois de plus, l'inevitable structure de la pyramide sociale devra opérer peu à peu un lent travail d'osmose, de transmission, de persuasion, qui finira par faire connaître à la majorité les réflexions et l'action de ce tribunal, mieux placé que quiconque pour exercer cette action. Mais mon expérience me dit qu'il ne faut pas se laisser abuser par la résonance immédiate que ce genre d'assemblée semble éveiller à l'intérieur de ses murs et qui donne à grand nombre d'entre nous l'illusion naïve d'en voir se répercuter l'écho bien au-delà des frontières nationales. Dans le plupart des nations, ces frontières sont hermétiques, ou, plus encore, on les fait diaboliques de transformer cet écho en son contraire et de présenter notre action sous le jour d'une tentative de subversion ou de duplicité, toute tentative d'analyse ou de réflexion se trouvant ainsi étouffée.

## Le mur du silence

Pour y parer et pour que nos efforts se concrétisent de manière positive dans un avenir pas trop lointain, je suis persuadé qu'il nous faut continuer à agir malgré ce panorama désolant, mais agir à la fois comme Tribunal des peuples et à partir des angles et des possibilités les plus

divers afin de franchir le mur du silence, de dépasser les frontières de l'oppression et de l'aliénation et d'atteindre la conscience des peuples qui devraient être les bénéficiaires naturels de ces efforts. Ainsi, seulement, les peuples que nous défendons sauront pourquoi nous le faisons, pourquoi ce tribunal existe et pourquoi il faut le soutenir. Car, je le répète, ce que chacun de nous peut y dire n'est pas écouté dans les pays dont le peuple est quotidiennement soumis à un lavage de cerveau, savamment modulé par les techniques les plus modernes de l'impiété, lequel cherche, et généralement obtient, une déformation systématique des valeurs morales et historiques les plus essentielles.

## Du balbutiement à la parole

Or s'il est du devoir des juristes, chargés de dénoncer toute forme d'agression ou de violation de travail en marge de toute préoccupation pour la manière dont leur tâche sera répercutée, il est de notre devoir à nous, participants non juristes, de recueillir les fruits de ces travaux et de nous engager, chacun suivant nos spécialités et nos possibilités, à les faire connaître par tous les moyens. La conscience de leurs droits peut et doit pénétrer chez les peuples par des voies qui ne sont pas forcément les voies juridiques, lesquelles échappent à la compréhension immédiate des gens, quand elles ne sont pas déformées ou étouffées par des régimes qui exploitent et aliènent des peuples. Elle peut emprunter des chemins qui n'ont rien à voir avec la logique ou le texte des déclarations fondamentales. Ne craignons pas de sortir des sentiers battus, c'est dans la rupture des schémas traditionnels que réside notre seule possibilité de concrétiser efficacement ce que le Tribunal des peuples s'est proposé de faire.

## Le rôle de l'école

par GUY AURENCHÉ (\*)

La seconde guerre mondiale ont compris, devant les millions de morts, les charniers nazis, Hiroshima, qu'il fallait à la fois fixer des limites à tout pouvoir et proposer un programme d'action solidaire à l'humanité.

La situation présente est suffisamment sombre de ce point de vue pour que les éducateurs que nous sommes entendant l'appel de 1948. Les conflits et les menaces ne manquent pas, les armées et les tortures non plus.

La présence des droits de l'homme dans notre éducation quotidienne ne permettra pas de repêcher en bleu un ciel noir. Elle devrait imprégner des principes suivants les matières enseignées et les projets éducatifs :

● *Toute l'humanité reconnaît à chaque homme, quelles que soient sa couleur et ses idées, la même dignité.* Nous la fondons sur des conceptions différentes de l'homme. Mais tous nous reconnaissons cette

dignité. Un tel principe interroge sans cesse notre système scolaire qui marginalise ou parfois exclut encore trop d'enfants. Reconnaître une égale dignité à tous ne signifie pas que tous auront le même itinéraire, mais qu'aucun ne doit être mis sur une voie de garage, même si on l'affuble de noms pédagogiquement pompeux.

● *Tout pouvoir, toute autorité, est au service de l'homme et donc limitée par cette mission.* Parce qu'ils affirment l'absolu de l'homme, les droits universels s'opposent à l'absolu du pouvoir, donc du pouvoir absolu. La question se pose également à travers notre usage du pouvoir et de l'autorité à l'école. Nous avons bien du mal à choisir entre la démission, docilement appelée non directive, et le recours à l'autorité dépourvue de sens et de limite. Comment développer une certaine capacité critique à l'égard de tout pouvoir, et faire en sorte qu'elle soit constructive ?

● *Seule une démarche solidaire peut permettre de réaliser le programme proposé en 1948.* Comment vivre entre dirigeants, enseignants, personnels administratifs, parents, éducateurs, une démarche solidaire ? Que signifie dans bien des écoles le rôle des parents ? De même, la solidarité exige que la découverte de la vie se réalise à travers des expériences variées : famille, école, relations, médias... Il faut donc qu'un lien existe entre ces différentes réalités. Elles pourraient-elles y parvenir si les parents ne peuvent questionner les enseignants sur le projet éducatif, si les médias refusent d'être critiqués et de s'interroger sur leur rôle pédagogique, si parents et enfants restent des consommateurs passifs ?

● *La liberté de chacun devra s'épanouir.* Dans un enseignement qui veut heureusement être au service et à la disposition de tous, comment permettre à chacun de développer sa liberté et ses propres aptitudes ? Les tenants de la nouvelle droite, qui refusent les droits de l'homme, proposent, au nom de l'affirmation de la diversité, un système inégalitaire dans lequel une race ou une classe d'élite devra normalement se voir reconnaître la supériorité. D'autres, à l'inverse, transforment l'égalité en une uniformité qui rabaisse chacun au point le plus bas. Qu'il s'agisse de la liberté de croire en Dieu ou de ne pas y croire, de rêver une organisation politique de telle ou telle manière, de penser l'homme à sa guise, les droits de l'homme ne fournissent aucune réponse. Ils exigent, en revanche, que l'on puisse toujours poser des questions.

Notre école peut-elle les entendre ? Nos familles, nos partis, nos Églises, nos syndicats, notre société et notre monde peuplés en sont-ils capables ?

## Pour un procureur général

par GÉRARD ISRAËL (\*)

**C**HACQUE année à cette saison, ceux qui réfléchissent à la situation des droits de l'homme dans le monde ont une pensée émue pour René Cassin qui, le 10 décembre 1948, eut la satisfaction de voir adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Il fut en effet l'un des inspirateurs et le principal rédacteur de ce texte qui, au lendemain de la guerre, entendait donner la définition des droits fondamentaux dont le respect risquait fort de ramener les peuples aux drames de la deuxième guerre mondiale. Cette déclaration plus ou moins incantatoire, qui ne créait aucune obligation véritable pour les États, fut considérée par René Cassin non comme un aboutissement mais comme un simple point de départ. Des instruments obligatoires d'application devaient, sous la forme de conventions ou de pactes internationaux, contraindre les États à respecter, par-delà les exigences et les intérêts des gouvernements, les droits de l'individu considéré comme un absolu.

L'adoption, en 1966, par l'ONU des pactes relatifs aux droits de l'homme, leur entrée en vigueur en 1975, furent autant de victoires que René Cassin connut de son vivant. Le combat pour les droits de l'homme ne se situe plus désormais au niveau des définitions théoriques d'instruments internationaux mais d'une mise en œuvre concrète sur chaque continent, dans chaque pays. Il reste pourtant une idée à laquelle René Cassin était très attaché et qui, jusqu'à présent, n'a pas été prise en considération. Bien qu'elle puisse apparaître comme la meilleure arme pour obtenir la mise en œuvre des droits de l'homme sans laquelle toute construction juridique se fait sur du sable.

René Cassin plaiderait pour la création, auprès des Nations unies, d'une fonction de procureur général aux droits de l'homme. Comment cette idée pourrait-elle être formulée aujourd'hui ?

Il s'agirait de confier à une personnalité indépendante et respectée la fonction de porter l'accusation, au nom de la Communauté internationale contre tout pays violant les droits de l'homme. Ce haut magistrat international pourrait agir *proprio motu*, se saisir lui-même des violations, sans attendre qu'un État en accuse un autre — ce qui se s'est jamais produit dans le cadre de l'ONU — ou qu'un individu trouve

miraculeusement la possibilité de faire transcrire sa plainte jusqu'au procureur général. Doté de puissants moyens d'investigation, accepté par l'ONU, jouissant de relais dans toutes les zones chaudes du monde, il pourrait avoir également une fonction de médiateur ; il attirerait l'attention des États sur les cas litigieux et donnerait son avis souverain.

Certes, les pays membres de l'ONU ne sont pas prêts à accepter la création, sur le modèle européen, d'une Cour internationale des droits de l'homme, et notre procureur général risquerait fort de n'avoir aucune instance juridictionnelle devant qui porter ses accusations. Le simple fait de rendre public le résultat de ses enquêtes pourrait cependant suffire, dans bien des cas, à secouer les indifférences et peut-être même à inciter l'ONU à adopter des sanctions économiques ou autres contre l'État coupable de violer ses engagements en matière de droits de l'homme.

Théoriquement, le secrétaire général de l'ONU ou le directeur général de l'UNESCO peuvent jouer ce rôle d'accusateur-médiateur. Mais leurs fonctions les empêchent de faire connaître publiquement les conclusions auxquelles ils arrivent et, encore plus, de saisir les organismes du système des Nations unies chargés de la défense des libertés fondamentales. Il est triste de constater à quel degré d'inefficacité est arrivée la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Cette situation résulte de l'absence de tout « ministère public », de tout avocat plaçant pas pour un État, ou pour un individu, mais pour la communauté internationale.

La France a récemment marqué sa bonne volonté en acceptant le droit de recours individuel de ses ressortissants auprès d'instances internationales. En relançant le projet d'un procureur général aux droits de l'homme tel que René Cassin le défendait, le gouvernement français secourrait la tranquille assurance de ceux qui croient faire avancer la cause des libertés parce qu'ils siègent dans des instances théoriquement chargées de les faire respecter. Quel meilleur hommage notre pays pourrait-il rendre à celui qui illustra si brillamment la vieille tradition de liberté qui habite notre peuple ?

(\*) Député au Parlement européen, membre du conseil de l'Association pour la défense de la pensée du président René Cassin.

## Et les devoirs ?...

par JEAN-FRANÇOIS LHÉRÉTÉ (\*)

**U**N enseignement spécifique des droits de l'homme fera-t-il son apparition dans les programmes scolaires français ? C'est ce que propose un colloque tout récemment tenu en présence de plusieurs ministres.

J'avoue mon éternellement devant une si admirable découverte. Voilà à quoi je n'avais pas pensé, et je ne dois pas être le seul en ce cas. Nativement persuadé que l'on ne comprend jamais mieux une notion qu'en retraçant le cours de ses vicissitudes, je pensais que le bon vieux cours d'histoire se prêtait fort bien à ce genre d'exercice. Il me paraissait approprié d'effectuer les rapprochements qui conviennent entre telle ou telle situation contemporaine et mille et une formes plus ou moins raffinées d'oppressions en tous genres dont l'histoire des hommes est tissée. De l'esclavage antique aux totalitarismes modernes les plus sophistiqués, la matière est, hélas ! abondante. Je la croyais suffisante pour stimuler la réflexion des adolescents et les amener à formuler quelques idées précises sur les droits de l'homme.

Je devais me tromper. *Mea culpa*. Que devrions-nous s'il n'existait plus de colloques pour faire jaillir la lumière des idées et mettre fin aux égarements de l'esprit ?

A-t-on idée aussi d'ignorer les vertus de l'incantation, si chères à notre peuple ? Rencontre-t-on un problème dont la solution nous échappe ? Rien de tel, pour ne pas chagriner sa bonne conscience, de l'en faire le sujet d'un séminaire, l'objet d'une commission, ou de le constituer, luxe suprême, en enseignement officiel.

Il est vrai que s'il fallait vigoureusement rappeler au respect des droits naturels de l'individu tous ceux qui, aux quatre coins de la planète, s'ingénient chaque jour à le bafouer, on y perdrait son temps sans y trouver son compte. Tout est si compliqué dans ce monde où il faudrait à la fois faire respecter des devoirs et en gagner.

Aussi faut-il saluer comme il se doit cette forme élaborée du génie politique qui consiste à mettre au programme de l'école ce que l'on ne peut inscrire à celui de son action. Il est des remèdes à tout, même à l'impulsivité.

Puisque nous parlons pédagogie, et quitte à paraître, plus « vieux zélateur » que nous ne sommes, nous ne pouvons pas nous empêcher de réfléchir à l'opportunité de réintroduire dans nos écoles un enseignement des devoirs du citoyen. « *Toujours du plaisir n'est plus du plaisir* », disait Voltaire, qui s'y connaissait. Il en va de même avec les droits. Ceux auxquels on aspire se nourrissent des devoirs que l'on s'impose. Aussi ne serait-il peut-être pas d'une radicale incongruité de songer à l'introduction de nos citoyens en bas âge les quelques règles qui rendent la vie en société plus facile et chacun plus conscient des responsabilités qui lui incombent. L'enseignement de ce que Montesquieu appelait la vertu républicaine n'est peut-être pas aussi dénué qu'il y paraît, en un moment où les sociétés modernes tendent davantage à cultiver les aspirations individuelles qu'à promouvoir les valeurs collectives. Situation qui à terme pourrait bien menacer la pérennité des droits de l'homme.

Mais je me prends à faire l'éloge de l'instruction civique après celui de l'histoire. On a beau dire que c'est dans les vies pots qu'on fait la meilleure soupe, il est un peu osé de porter l'étendard de disciplines que de bonnes âmes venues d'horizons divers jugent tout juste propres à jeter aux oubliettes des temps obscurs.

Quelle chance de vivre dans un pays où il est permis de profiter de telles inaptitudes sans risquer les ciseaux du censeur ou la paille du gendarme ! Beaucoup de par le monde n'ont pas ce bonheur. Cela aussi, et par-dessus le marché, on pourrait l'apprendre à nos élèves.

(\*) Agrégé de l'université.

Il ex-  
chaîne  
pour  
Des sc-  
sonnel  
tion vi-  
Desgr  
société  
depuis  
pouvo  
satisfi  
du fro  
a sacr  
ce noi-  
sième  
Pas  
cham  
les ré-  
en dr  
trop  
Langh  
heures  
d'Ant  
vies u

## PREMIER

20 h 35  
Les  
les 38  
21 h 35  
jour.  
De Pi.  
La di-  
nomi-  
plan.  
Avec  
nistré  
la lé-  
géné

## DEUXI

20 h 3  
Dyng  
J. Di  
Det.  
jeun.  
musi  
22 h 1  
9 00  
cris  
au c.

## PREMIER

11 h 1  
12 h 1  
12 h 2  
12 h 3  
13 h 3  
13 h 4  
14 h 4  
15 h 4  
16 h 4  
17 h 4  
18 h 4  
19 h 4  
20 h 4  
Un  
sen  
22 h 4  
23 h 4

## DEUXI

10 h  
12 h  
12 h  
13 h  
13 h  
14 h  
15 h  
16 h  
17 h  
18 h  
19 h  
20 h  
21 h  
22 h  
23 h  
TRC  
15  
18  
18

Un document soviétique confidentiel :  
"Comment la Longue Marche ne fut  
qu'une fuite vers l'U.R.S.S."

**TEL**  
TEMPS LITTÉRAIRE  
ÉCONOMIE

Mitterrand succède à Jean-Pierre Cot :  
d'un colon l'autre.  
L'héritage giscardien en Afrique  
est assumé par les socialistes.

Günter Grass : "L'anéantissement de  
l'humanité a commencé". Un texte inédit  
de l'écrivain allemand.

Réponse d'Israël à Gabriel Garcia  
Marquez sur les "crimes" de Begin.

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux 6 F.

Le Monde

DIPLOMATIE

LES RELAT

Ha

L'entretien entre MM. M...

pourrait favoriser la...

des trois princ...



Le Monde

# étranger

## DIPLOMATIE

### LES RELATIONS FRANCO-ALGÉRIENNES

#### Halte ! frontière

(Suite de la première page.)  
D'assommoir, point. Au contraire. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 octobre 1982, 45 625 personnes ont été refoulées à leur arrivée en France contre à peu près 41 000 au cours des douze mois précédents. Encore le ministère de l'Intérieur reconnaît-il que la nouvelle réglementation n'est vraiment appliquée que depuis le mois d'août.

Arme aussi ingénieuse qu'efficace contre ces faux touristes, valent les visas : le certificat d'hébergement, que tout étranger non soumis à une obligation de visa et désireux de séjourner en France en « visite privée », au sens de la loi, doit se procurer. Rempli par la personne chez laquelle le visiteur déclare se rendre, ce certificat doit être revêtu du visa du maire chargé de vérifier que l'étranger peut être hébergé « dans des conditions normales ».

Que sont les conditions normales ? Pour le préfet, commissaire de la République de Seine-et-Marne, par exemple, c'est un logement qui n'est pas « déjà exigé ou insalubre » (circulaire aux maires de son département, du 27 août). A noter que cette circulaire ne dit pas « exigé et insalubre », mais « exigé ou insalubre ». De là des conséquences faciles à deviner : vous êtes logés à l'étroit comme la majorité des habitants des grandes villes et désirez recevoir pour les vacances un couple de Tunisiens, amis avec leurs deux enfants, installés au milieu de votre pièce de séjour, leurs quatre matelas rendent votre appartement aussi au sens de la loi. Comme généralement les familles d'accueil, lorsqu'elles sont maghrébines, ne sont pas installées dans 180 mètres carrés avenue Foch à Paris, l'arme du certificat, maniée de cette façon, est redoutable.

Ce n'est qu'un premier filtre, car le candidat à l'entrée en France, fut-il muni de ce précieux certificat, n'est pas au bout de ses peines. La police de l'air et des frontières risque, en effet, de trouver à redire au document qu'on lui présente. Le visa du maire, une formalité nouvelle avec laquelle ces derniers ne sont pas familiers, va, pour une raison ou pour une autre, être jugé sans valeur au regard de la loi. Beaucoup ont fait récemment cette désagréable expérience.

La police de l'air pousse généralement plus loin ses investigations. Un

visiteur déclare-t-il venir passer quelques jours en France mais n'a que quelques centaines de francs en poche ? Refusé. Celui-ci traîne avec lui de bien grosses valises pour un week-end touristique qu'il prétend passer à Paris ? Il ne franchira pas la frontière même s'il jure que, s'il est aussi chargé, c'est pour rendre service à des parents qui sont venus le chercher et qu'il aperçoit là-bas, de l'autre côté de la barrière, émus et anxieux.

Les témoignages recueillis des deux côtés de la Méditerranée montrent que la police applique avec rigueur ses nouvelles consignes. Le nombre des personnes refoulées le prouve. Ces témoignages démontrent aussi que certaines garanties prévues par la loi, comme la faculté qu'a le visiteur refoulé de prévenir de l'aéroport la personne de son choix, ne sont guère observées. La direction de la police de l'air et des frontières admet, mais rétorque que c'est aux personnes refoulées de demander à bénéficier de ces garanties. Evidemment — ignorance ou peur, — rares sont celles qui s'y risquent.

Leurs espoirs évanouis, les personnes refoulées sont généralement remises dans le premier avion, leur billet de retour servant à ce rapatriement précipité. Un préjudice matériel et moral dénoncé récemment par l'Amicale des Algériens en Europe, au même titre que les conditions « humiliantes » dans lesquelles ces refoulés sont accueillis. A en croire les déclarations de l'ambassadeur d'Algérie à Paris, il est probable que le président Chadli Bendjedid fera part des mêmes griefs à M. Mitterrand, d'autant que dix-sept mille deux cent quatre-vingt-douze Algériens ont été refoulés de la sorte au cours des onze derniers mois.

#### Une logique mystérieuse

A la veille de cette rencontre, le chef de l'Etat s'est montré sensible aux protestations suscitées par la nouvelle politique de fermeture des frontières. Faut-il pour autant s'attendre à un changement de cap ? Ce serait aller un peu vite. La vérité est que la liste des pays pour lesquels la France a rétabli les visas ne cesse de s'allonger et qu'à en croire des déclarations gouvernementales, cela va continuer. C'est chose faite depuis le 1<sup>er</sup> novembre pour tous les Etats d'Amérique latine. Désormais,

quarante-six pays seulement échappent à la règle, ceux de la Communauté européenne, ceux du Maghreb, ceux d'Afrique francophone, ainsi que certains Etats comme l'Espagne, le Portugal, la Yougoslavie, Israël et les Etats-Unis. Comme de telles décisions provoquent inévitablement une riposte identique des pays concernés, il n'existera bientôt plus beaucoup d'endroits où les Français pourront voyager sans visa.

Pourquoi cette politique ? Officiellement pour se préserver du terrorisme et, comme pour les certificats d'hébergement, lutter contre l'immigration clandestine. Mais alors, pourquoi l'Amérique latine, dont hormis l'insaisissable Carlos qui vit d'ailleurs au Moyen-Orient, aucun ressortissant ne semble en vouloir à la France ? Et pourquoi pas la Tunisie, qui abrite aujourd'hui des Palestiniens de Beyrouth, dont une quarantaine se seraient récemment infiltrés en France ? Mystère d'une logique qui donne à croire qu'un visa obtenu ou refusé au consulat de Rosario (Argentine) — sur quelle base sérieuse ? — est propre à écarter la menace terroriste alors même, reconnaît M. Jean Clerc, chef du service central de la police de l'air et des frontières, qu'un terroriste se présente toujours en règle à la frontière.

Comme pour les tarifs douaniers, il existe mille et une manières de tourner des engagements internationaux sur la libre circulation des personnes. Déclaration universelle des droits de l'homme ou Acte final d'Helsinki. Dans ce domaine, la France excelle, avec l'argument qu'elle n'est ni la première ni la seule, ni la plus hypocrite. Mais il s'agit de la France socialiste qui donne ainsi d'elle-même une image paradoxale, recourant à des moyens manifestement disproportionnés par rapport aux buts recherchés, lutte contre le terrorisme et arrêt de l'immigration clandestine, et — inévitable — à l'égolisme sacré des nations.

BERTRAND LE GENDRE.

● Précision. — L'ambassade d'Algérie à Paris nous demande de rappeler que la communauté algérienne en France compte 800 000 personnes, dont 400 000 travailleurs environ — (et non 800 000 travailleurs, comme nous l'avons écrit (le Monde du 15 décembre)) — et 400 000 femmes et enfants. En outre, elle précise que le chiffre de 120 000 personnes dont les dossiers sont en cours de régularisation concerne des travailleurs de diverses nationalités, parmi lesquels les Algériens ne sont que 13 000. Enfin le problème de la libre circulation des ressortissants des deux pays est régi par l'article 9 de la convention internationale signée par la France et l'Algérie le 27 décembre 1968.

#### LA VISITE DE M. SHULTZ A MADRID S'EST DÉROULÉE DANS LA « CORDIALITÉ » ET LA « FRANCHISE »

Madrid, (A.F.P.). — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, termine ce jeudi matin 16 décembre son séjour à Madrid par une visite au roi Juan Carlos, une intervention devant la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) et une conférence de presse.

« Grande cordialité et franchise » ont caractérisé, selon les milieux autorisés espagnols l'entretien d'une heure et demie que M. Shultz a eu mercredi avec le président du nouveau gouvernement socialiste M. Felipe Gonzalez. M. Gonzalez a d'abord brossé à l'intention de M. Shultz un panorama de l'évolution de la démocratie espagnole depuis la fin de la dictature en 1975, puis il l'a assuré que « l'Espagne espère jouer un rôle constructif au sein du monde occidental », a-t-on indiqué de source américaine.

M. Shultz, qui a renouvelé le soutien de l'administration Reagan à la démocratie espagnole lui a ensuite fait une relation de la récente tournée du président américain en Amérique latine. Les deux hommes ont procédé à un échange de vues sur « les moyens de faire prospérer la démocratie en Amérique latine », convenant que « leurs deux pays ont un rôle à jouer », a-t-on précisé de source américaine.

Au déjeuner avec M. Moran, ministre des affaires étrangères, le chef de la diplomatie américaine avait sollicité « l'aide, l'assistance et le point de vue espagnols dans la solution des problèmes » de ses voisins du sud. MM. Shultz et Gonzalez ont évoqué également le rôle qui revient à l'Espagne en Europe, a-t-on précisé dans l'entourage du secrétaire d'Etat.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## EUROPE

### Pologne

#### En finir avec les symboles

(Suite de la première page.)  
Ces morts, toute une génération de Polonais n'allaient jamais les oublier : lorsque, en 1980, ce même chantier Lénine se met en grève et entraîne la Pologne dans seize mois d'épopée, la première revendication est de pouvoir ériger devant cette même grille un monument à la mémoire des victimes de 1970.

Quand la grève est victorieuse, que sont signés les accords de Gdansk et que naît Solidarité, ce monument arraché de haute lutte semble peu de chose. On comprend mal pourquoi sa construction suscite tant de ferveur. Les ouvriers le veulent haut, lourd, massif. Fiché en terre, plutôt laide pour tout dire, il est indécorable, et, quand l'état de guerre emporte la liberté, il reste là, intouchable. C'est le symbole de la réappropriation de son histoire par la Pologne.

Le jour de son inauguration, tout le monde est présent : les délégations venues du pays entier, bien sûr, mais aussi l'Eglise, le parti, le gouvernement et l'armée. La cérémonie a quelque chose de trop officiel, d'empesé malgré l'émotion, mais les syndicalistes font, ce jour-là, le serment d'être chaque année au rendez-vous, qu'aucun d'entre eux, dont M. Lech Walesa à l'époque où il n'était qu'un des militants de l'ombre, n'aurait de 1970 à 1980 jamais manqué l'anniversaire. Une fleur, une prière hâtive, souvent une tentative d'approche vite réprimée, mais toujours présents.

Alors quand « l'ex-président de l'ex-Solidarité » est libéré et qu'il prononce de son balcon le mois dernier ses premiers mots d'homme libre, il dit : « Nous serons fidèles au rendez-vous ». De nouveau, on ne comprend pas ce qui se joue. On s'interroge sur ce que veut faire M. Lech Walesa, sur les conditions de sa libération, sur les engagements qu'il aura pu prendre, et on ne l'entend pas déclarer simplement qu'il va continuer imperturbablement le combat que ses camarades et lui-même avaient entamé en 1970 devant leur chantier.

Il n'est qu'une « personne privée », répète pour s'en convaincre le pouvoir. De fait, M. Walesa ne dit mot, juste une petite phrase glissée à la hâte, fin novembre, durant un pèlerinage à Czestochowa : « Je parlerai le 16 ».

Le 14, mardi, il est convoqué au parquet de Gdansk. Il n'y va pas, mais l'équipe de la télévision américaine ABC, qui campe en permanence devant son domicile, est très vite en possession du texte du discours qu'il compte prononcer ce jeudi. Mercredi, nouvelle convocation. Nouveau refus, pour vice de forme, fait dire M. Walesa, qui envoie son garde du corps le notifier au procureur en début d'après-midi. C'est à ce moment-là que la tension commence à monter dans la ville, et qu'on mesure vraiment le défi lancé par le 16 à la plus publique des personnes privées.

Il n'a pas plus de divisions que le pape, mais qu'on le laisse parler sous le monument face à la grille, à l'heure où sortent les ouvriers du chantier, et il sera dit qu'une année de dictature n'a pas brisé une ténacité longue de treize ans. Que d'une manière ou d'une autre on l'empêche de parler, et le pouvoir aura dit qu'il fallait pour cela mettre une ville en état de siège et remettre en quarantaine une « personne privée » qu'on s'était targué d'être assez fort pour libérer.

M. Walesa sait parfaitement quel est le sport des forces : il ne veut pas faire monter la Pologne sur les barricades mais simplement parler pour elle. Durant les seize mois de liberté, M. Walesa avait incarné le pays. Il en est aujourd'hui le symbole car il ne veut ni la violence ni le reniement — seulement rappeler que ce pouvoir s'est imposé mais sans être capable de gagner.

#### Le point d'équilibre

Écoutons ce discours qui sera ou ne sera pas prononcé : « Encore une fois, dit-il, nous sommes blessés. Encore une fois nous n'avons pas atteint notre but et c'est pourquoi aujourd'hui nous devons nous dire que notre cause ouvrière est toujours d'aujourd'hui et que la victoire sera nôtre. Il évoque ce « grand syndicat qui formellement n'existe plus mais existe en nous », dit que les espoirs n'ont pas été réalisés, que « notre patrie n'est pas à la mesure de nos rêves et de nos possibilités », que Solidarité aussi a peut-être voulu aller « trop vite ».

« Je crois que ce que nous avons semé s'est profondément enraciné. Maintenant donc on sait vers quoi faire porter nos efforts », même s'il faudra du temps pour les réaliser. Que faire donc ? Utiliser « ce grand capital des corps et des esprits, cette énergie humaine qui trouvera tout de même sa voie car ce n'est

pas à un seul homme — même dont on attend tout — de dire que faire mais à tous ceux qui ont fait août 1980 et espèrent encore ».

M. Lech Walesa a pourtant des idées à proposer : « Ouvrir par toutes les voies qui nous sont accessibles, par des moyens publics ou privés, démocratiques, pour notre syndicat, pour les unions de créateurs et les associations », en tirant profit de « nos expériences ». Pour cela il faut « aller de l'avant et ne pas accroître nos pertes ». Autrement dit, lutter mais construire aussi cette Pologne qui, avant d'être celle du régime, est celle de trente-six millions de Polonais.

Il y a quatre acteurs politiques en Pologne : le pouvoir, M. Walesa, l'Eglise et la clandestinité. M. Walesa est à mi-chemin des deux derniers, point d'équilibre entre deux forces d'opposition qui ont choisi des voies différentes mais qui se complètent et qu'il complète.

Solidarité est mort. M. Walesa le fait comprendre sans le dire, en expliquant que « ce grand mouvement social » n'est plus, mais que ce « grand fleuve qui a capté dans son courant tous les problèmes non résolus de nombreux milieux sociaux » doit aujourd'hui « se diviser en plusieurs courants et couler paisiblement vers son but ».

Il faut, en d'autres termes, que chacun lutte pour tous, puisque tous ne peuvent plus lutter pour chacun, que chaque poche de résistance tienne, que dans l'adversité le combat continue. Le premier courant, dit-il, « c'est les syndicats que nous avons obtenus par notre lutte ». Autant dire qu'il n'en a pas fait son deuil et il se dit là en faveur du « pluralisme », pour la liberté donc, mais en même temps, puisque chacun doit lutter pour tous, que le

mouvement social n'est plus et que le réalisme commande le retour à une stricte « défense des intérêts du monde du travail ». Le message est clair : si vous nous donnez le pluralisme, notre syndicat ne fera plus de politique. L'ennui, c'est que le pouvoir veut le monopole. M. Walesa n'en a cure : il est là et il demande.

Le deuxième courant, c'est l'autogestion partout, de l'entreprise à la ville (mais pas jusqu'au niveau national), c'est-à-dire la démocratie locale pour laquelle il faut, cela va sans dire, lutter.

Le troisième courant, « c'est les unions et les associations indépendantes de créateurs où la pensée reste libre ». Le propos est double : M. Walesa défend celles qui n'ont pas encore été dissoutes et appelle à recréer celles qui l'ont été.

Le quatrième courant, ce sont les organisations indépendantes de jeunesse, dont M. Walesa sait pertinemment qu'elles n'existent plus mais dont il dit qu'elles doivent être, car « on n'a pas le droit de forcer les jeunes à vivre dans le mensonge ».

Aucun de ces courants ne peut faire défaut, dit-il, ce qui signifie à la fois qu'il réclame tout cela au pouvoir et appelle chacun, en attendant, à lutter dans toutes ces directions. Cet ouvrier que souvent on avait seulement vu charismatique et gouailleur, cet agitateur tranquille qui ne veut pas se taire, sait pratiquer comme personne l'art de l'« understatement ».

Mercredi matin, le pouvoir avait voulu, lui aussi, organiser sa commémoration devant le monument. Il n'avait réussi à mobiliser que cinquante-neuf personnes et cela pour une cérémonie qui dura, en tout et pour tout, quatre minutes.

BERNARD GUETTA.

# Au centre des polémiques

## Jean-François Kahn

### LA GUERRE CIVILE

Seuil

Jean-François Kahn stigmatise tous ceux qui, à droite aussi bien qu'à gauche, développent une logique du mensonge. Un essai brillant, caustique, avec parfois des éclats postiques aux accents hugoliens. GILLES PUDLOWSKI (Paris-Match)

Les excès de langage, les marques de haine, de mépris, de fol, dont Jean-François Kahn publie tant de preuves, indiquent que la passion politique repousse les règles de la raison et révèle en quiconque s'y prêtant, les mots pour raient changer de substance et partir comme des balles. JEAN CLEMENTIN (Le Canard enchaîné)

La position de J.-F. Kahn n'est pas la moins censée a priori mais c'est la plus exposée. Raison de plus pour souhaiter que cet appel à la résistance intellectuelle contre toutes les caricatures lui vaille du renfort. ALAIN ROLLAT (Le Monde)

Tant pis pour ceux qui se plaignent d'être trompés politiquement, désormais ils ne pourront pas dire qu'on ne leur a pas offert de quoi se défendre contre l'endoctrinement et la bêtise. Si les choses étaient bien faites, on distribuerait des livres partout où l'on subit de plein fouet les mensonges des bateleurs de la politique... LAURENT DISPOIT (Le Matin)

Une somme écrite avec une science et un style consommés, véritable anthologie des monuments de l'excès verbal ou écrit. RICHARD LISCIA (Les Nouvelles littéraires)

J.-F. Kahn est en train de nous révéler, à travers un vocabulaire qui peut être contesté, ce qui fait le drame profond de notre société. MICHEL ALBERT (Dans les Nouvelles littéraires)



# EUROPE

## Gibraltar

### APRÈS LA RÉOUVERTURE DE LA GRILLE

#### Jour de fête

Gibraltar. (A.F.P.). — Le 15 décembre restera une date historique dans la mémoire des quelque trente mille habitants du « rocher » de Gibraltar, territoire de 5,6 kilomètres carrés occupé par les Britanniques depuis près de trois siècles.

A minuit, mercredi, Gibraltar a cessé en effet d'être l'« île » qu'elle avait été pendant plus de treize ans, à la suite de l'ouverture de la grille qui sépare le rocher de l'Espagne depuis le 8 juin 1969. La décision avait été prise par Franco afin de faire capituler Gibraltar, dont la survie semblait alors dépendre en grande partie de l'Espagne et des dix mille Espagnols de la ville voisine de La Linea qui venaient tous les jours travailler sur le rocher.

« L'histoire a montré que ce fut une erreur du gouvernement britannique, car la ville n'est pas tombée comme un fruit mûr, comme il l'avait prévu », déclare M. Juan Carmona de Cozar, maire socialiste de La Linea.

Son sentiment est partagé par la plupart de ses administrés qui ont des parents ou amis de l'autre côté. « J'ai vite renoncé à tenter de communiquer avec mes parents près de la grille. Il fallait hurler, faire de grands gestes sans pour autant se comprendre.

Je repartais chez moi encore plus triste », déclare un barman. « Aujourd'hui, on est de nouveau au cœur de Gibraltar après dix minutes », ajoute une femme dont le fils travaille de l'autre côté.

Le 15 décembre a été un jour de fête à Gibraltar. Le seul quotidien du matin du rocher, le *Gibraltar Chronicle*, a consacré sa « une » à l'événement. Le journal rapporte le désaccord intervenu au dernier moment entre le premier ministre britannique, Sir Joshua Hassan, et le gouverneur britannique du rocher, l'amiral Sir David Williams. Le premier, pour protester contre les limitations apportées au franchissement de la grille par les autorités espagnoles, voulait fermer celle-ci chaque nuit. La mesure a été levée à la suite de l'intervention du gouverneur britannique. Le premier ministre de Gibraltar désirait que l'Espagne laisse entrer sur le rocher tous les citoyens britanniques, et pas seulement ceux qui y possèdent un domicile légal et effectif.

Les Gibraltariens, qui vivent pour beaucoup du commerce de leurs boutiques pratiquant la détaxe, espèrent la levée de ces limitations et attendent de pied ferme les touristes.

## Grande-Bretagne

### POUR DES RAISONS CONTRADICTOIRES

#### Les travaillistes et l'aile droite du parti conservateur font échec au projet de loi sur l'immigration

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement de M. Thatcher a subi une défaite mercredi 15 décembre à la Chambre des communes. Une vingtaine de députés conservateurs ont, en effet, voté avec l'opposition travailliste contre la nouvelle réglementation sur l'immigration, introduite par M. William Whitelaw, ministre de l'Intérieur.

Le projet visait à mettre les règlements en conformité avec la nouvelle loi sur la nationalité britannique et avec la Convention européenne des droits de l'homme, qui doit entrer en vigueur en Grande-Bretagne le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Selon le *Nationality Act* de 1948, était citoyen britannique toute personne née dans le Royaume-Uni, les îles Anglo-Normandes, un territoire ayant le statut de colonie, un bateau ou un avion enregistré dans le Royaume-Uni. Le nouveau texte crée trois sortes de citoyenneté : la nationalité britannique à part entière, qui, seule, donne le droit de s'installer dans le Royaume-Uni ; la citoyenneté des dépendances britanniques (Hongkong, Gibraltar et les Malouines), et la citoyenneté d'outre-mer.

Dans leur programme électoral de 1979, les conservateurs avaient promis de durcir sensiblement les règles d'immigration, afin d'empêcher les gens de couleur habitant les anciennes colonies britanniques de

s'installer en Grande-Bretagne. Ils voulaient notamment interdire aux citoyens britanniques habitant en Grande-Bretagne d'y faire venir leur fiancé ou mari, alors que les citoyens de sexe masculin gardaient le droit de faire entrer leur fiancée ou leur femme. Le projet de loi proposé mercredi aux Communes par M. Whitelaw visait à atténuer cette discrimination, tout en évitant les mariages de convenance destinés uniquement à tourner les règles d'immigration.

La droite conservatrice a trouvé ces nouvelles règles trop laxistes, mais les travaillistes, les sociaux-démocrates et les libéraux les ont, au contraire, jugées encore trop sévères. Le porte-parole du Labour, M. Hattersley, ministre de l'Intérieur du cabinet fantôme, a dénoncé une « discrimination délibérée contre les femmes ». M. Jenkins, leader du parti social-démocrate, a critiqué une loi « opposée à la Convention européenne des droits de l'homme, à la vie familiale, à l'égalité sexuelle et raciale ». La coalition des opposants a eu raison du compromis élaboré par M. Whitelaw. Ce dernier devra sans doute assouplir son projet pour s'assurer au moins la neutralité bienveillante de l'opposition au cours du prochain débat.

DANIEL VERNET.

## Italie

### AVANT LE VOTE D'INVESTITURE

#### M. Fanfani répond aux interpellations sur la « filière bulgare »

De notre correspondant

Rome. — La réunion, mercredi 15 décembre, du comité interparlementaire sur les activités des services secrets, qui est composé outre des responsables de ceux-ci, des ministres de l'Intérieur et de la Défense, a eu pour thème les liens entre terrorisme et activités de puissances étrangères en territoire italien : en d'autres termes, les trois enquêtes qui tendent à converger sur la Bulgarie. Aucune indiscrétion n'a filtré sur le contenu de la réunion, mais selon la *Stampa*, la « filière bulgare » en ressortirait confirmée. C'est en tout cas ce que fondent sur les résultats de cette réunion que M. Fanfani devait répondre, ce jeudi, aux nombreuses interpellations des parlementaires sur la Bulgarie. Les députés devaient ensuite passer au vote d'investiture du cabinet.

Apparemment, les services secrets italiens surveillaient déjà depuis quelques mois les activités des Bulgares, parallèlement à l'enquête faite par la magistrature : le 20 septembre aurait d'ailleurs eu lieu une première rencontre entre le juge d'instruction et le chef du SISMI (services secrets).

Si la question centrale de l'enquête sur l'attentat contre le pape — pourquoi Ali Agca a-t-il commencé à parler ? — demeure sans réponse, on connaît aujourd'hui avec plus de précision la manière dont s'est mise en marche la mécanique judiciaire qui a abouti à l'arrestation, le 25 novembre, de M. Antonov, fonctionnaire de Balkan Air, soupçonné de complicité avec Agca. La reconstitution des différentes démarches montre un manque de coordination entre les administrations, relève notamment le président du comité interparlementaire sur l'activité des services secrets.

C'est le 20 octobre que le juge Martelli a informé, au cours d'un entretien en tête à tête, le président du conseil, M. Spadolini, des développements de ses enquêtes à partir des déclarations que faisait Agca. Le juge a notamment donné des indices conduisant sur une piste bulgare. Le magistrat a demandé au président du conseil l'aide des services secrets pour poursuivre son enquête, et l'action du ministère des affaires étrangères en ce qui concerne les immunités diplomatiques. Déjà, le juge soupçonnait deux personnes : M. Antonov et le caissier de l'ambassade, M. Ayvasov.

Afin de respecter, semble-t-il, le secret de l'instruction, M. Spadolini, qui accorda l'aide des services secrets demandée, ne parla de l'affaire ni au conseil des ministres ni au comité interparlementaire sur les activités des services secrets. Il avertit cependant les ministres de l'Intérieur et de la justice. En revanche, affirme le ministère des affaires étrangères, aucune information ne lui a été transmise avant le 11 novembre.

Ce n'est qu'au début novembre que le juge Martelli a décidé de passer à l'action, estimant qu'il avait suffisamment d'indices : le 11 no-

vembre, il s'informa officiellement, au ministère des affaires étrangères, du statut de M. Ayvasov et du secrétaire de l'attaché militaire, M. Kolyev Vassilev. Le 24 novembre, il demanda à la Farnesina de requérir de l'ambassade de Bulgarie la levée de l'immunité dont bénéficiait M. Ayvasov : il s'agit d'une immunité pénale et non diplomatique, les deux fonctionnaires ne figurant pas sur la liste diplomatique et étant porteurs de passeports de service. Dans le cas d'une réponse négative, le juge se réservait de demander l'expulsion.

L'ambassade de Bulgarie, prévue le lendemain, donna une première réponse négative le 1<sup>er</sup> décembre puis une seconde par écrit le 6 décembre, précisant que M. Ayvasov était rentré en Bulgarie pour « raisons de service ».

Selon l'ambassade de Bulgarie à Rome, M. Ayvasov est parti entre le 8 et le 12 novembre, mais la date exacte n'est pas précisée (il y a une semaine, on nous avait pourtant dit à l'ambassade qu'il était parti le 10 novembre). De toute façon, la question reste entière : comment se fait-il que quelques jours après que le juge Martelli ait informé M. Spadolini, et avant un pratiquement, le jour même où la démarche était faite au ministère des affaires étrangères, M. Ayvasov ait pu partir sans être inquiété pour la Bulgarie ? A-t-il été averti ? Tout aussi curieux est le fait qu'apparemment, bien que surveillé, M. Ayvasov ait pu quitter l'Italie à l'insu des autorités.

PHILIPPE PONS

● M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a qualifié de « totalement erronée » l'information selon laquelle le pape lui aurait dit que le K.G.B. avait inspiré la tentative d'assassinat dirigée contre lui. Le porte-parole du Vatican s'était, pour sa part, refusé à tout commentaire (nos dernières éditions du 16 décembre).

## Chine

### « Sauvez les bébés filles »

De notre correspondant

Pékin. — « Sauvez les bébés filles », cet appel pressant vient d'être lancé à l'opinion publique par le journal de la jeunesse face au nombre d'infanticides et d'abandons dont sont victimes, dans la Chine des quatre modernisations, les bébés du sexe féminin.

Fondées sur d'anciens préjugés, ces pratiques n'étaient pas inconnues. Mais jusqu'à une date récente et tout en les déplorant, on se contentait officiellement de les considérer comme des cas extrêmes, connus seulement en milieu rural.

La situation est apparemment bien plus grave puisque le premier ministre, M. Zhao Ziyang, a lui-même jugé bon de traiter de cette question dans son rapport du 30 novembre dernier devant l'Assemblée nationale populaire. « Toute la société, a-t-il notamment déclaré, doit condamner vigoureusement ces actes criminels qui constituent le meurtre par négligence de nourrissons du sexe féminin et les sévices infligés à leurs mères. »

C'est aussi ce que réclame le journal de la jeunesse en révélant que de nombreuses lettres de lecteurs lui ont apporté la preuve que dans plusieurs régions du pays d'innombrables bébés sont abandonnés aux carrefours des routes, aux coins des rues et même noyés. L'idée que l'homme est supérieur à la femme ou, comme l'a déploré M. Zhao Ziyang, la conviction qu'une « nombreuse progéniture mâle est signe de bonheur » sont autant de préjugés encore bien ancrés dans les esprits. Si on y ajoute le souci de préserver la descendance et la crainte de la solitude dans les vieux jours, on trouve là, selon l'organe de la jeunesse, l'explication essentielle de ces comportements.

Ce faisant, le journal révèle que, selon les statistiques, dans beaucoup de communes, le rapport entre les garçons et les filles nées ces deux dernières années et ceux qui ont survécu est de trois garçons pour deux filles. Devant ce constat, les auteurs de

l'article affirment que, « s'il n'est pas mis fin immédiatement à ce déséquilibre inquiétant, un grand nombre de jeunes gens se retrouveront dans vingt ans sans épouse ». La Chine populaire est déjà l'un des très rares pays dans le monde où la population masculine est supérieure à la population féminine (51,5 % contre 48,5 %).

### Une malédiction

Cet avertissement sera-t-il entendu ? Pour l'heure, naïve fille ou donner naissance à une fille reste encore souvent une malédiction en Chine. De surcroît, la politique de l'enfant unique appliquée depuis trois ans n'aide pas à changer les mentalités. Régulièrement, les journaux font état du martyre enduré par de jeunes mères qui ne donnent pas le jour à un garçon. L'un des cas les plus douloureux a été rapporté par le *Quotidien du peuple*. C'est l'histoire d'une ouvrière de Shenyang, capitale industrielle du Liaoning, qui avait mis au monde une petite fille. Battue, injuriée par son mari et son beau-frère pour avoir « commis cette faute », puis pressée de divorcer pour que son époux puisse tenter d'avoir un fils avec une autre femme, cette jeune mère, complètement désespérée, a fini, après neuf mois de souffrances physiques et morales, par se suicider au vu de sa belle-mère : elle s'est donné la mort.

Le gouvernement tente de parer comme il peut à ces drames, quitte à faire une entorse à la règle de l'enfant unique. C'est ainsi que parmi les exceptions prévoyant la possibilité d'avoir deux enfants figure celle des couples vivant à la campagne et dont le mari accepte d'aller vivre dans la famille de sa femme lorsque celle-ci est le seul enfant du foyer. Il est de surcroît, en effet, qu'après le mariage, les jeunes nées ces deux dernières années et ceux qui ont survécu est de trois garçons pour deux filles. Devant ce constat, les auteurs de

ANITA RIND.

## Corée du Sud

### PRINCIPAL DIRIGEANT DE L'OPPOSITION

#### M. Kim Dae-Jung a été libéré et va se rendre aux Etats-Unis

Séoul (A.F.P.). — Le principal dirigeant de l'opposition sud-coréenne, M. Kim Dae-Jung, qui purgeait une peine de vingt ans dans une prison provinciale, a été libéré ce jeudi 16 décembre et transféré à l'hôpital de l'université de Séoul pour y soigner ses rhumatismes. Le ministre de l'Information, M. Lee Jin-Hui, a annoncé qu'il serait prochainement autorisé à se rendre aux Etats-Unis afin d'y recevoir des soins supplémentaires.

Le ministre a déclaré que cette mesure de « clémence spéciale » ne signifiait ni la grâce ni l'immunité de M. Kim Dae-Jung. On croit cependant savoir que des procédures judiciaires sont envisagées en vue de décider si l'exécution de la peine du condamné doit être suspendue ou poursuivie. Dans une déclaration à la presse, le gouvernement indique d'ailleurs que d'autres mesures de clémence pourraient être prises en faveur de dissidents politiques afin de « consolider l'unité nationale en liquidant les séquelles du passé ».

De bonne source, on apprend que M. Kim Dae-Jung pourrait partir pour les Etats-Unis dès la semaine prochaine mais que cela ne signifie pas que son état de santé ait récem-

ment empiré. Le dirigeant de l'opposition souffre notamment d'une arthrite de la cheville, des suites d'un mystérieux accident de la route survenu en 1970 et qu'il avait qualifié de tentative d'assassinat.

Après de cinquante-sept ans, candidat à la présidence de la République en 1971, M. Kim Dae-Jung a été victime de multiples mesures répressives de la part du régime sud-coréen. Il était réfugié à Tokyo lorsque les services du président Park le firent enlever en 1973, l'assignèrent d'abord à résidence puis l'emprisonnèrent en 1976. L'assassinat du général Park lui permit de reprendre pour une courte période ses activités politiques, mais le nouveau chef de régime, le président Chun Doo-Hwan, le faisait à nouveau arrêter le 18 mai 1980, à la veille des élections de Kwangju. Il avait été par la suite condamné à mort sous l'accusation de complicité en vue de renverser le gouvernement. Sa peine avait été commuée, en janvier 1981, en prison à vie puis réduite au printemps dernier à vingt ans de détention.

Le gouvernement sud-coréen, rapporte l'A.F.P., affirme que la libération de M. Kim Dae-Jung a été décidée indépendamment de toute pression étrangère. On sait cependant que plusieurs gouvernements — Washington, Tokyo et Paris notamment — sont activement intervenus en ce sens.

# A TRAVERS LE MONDE

## Congo

● LE MINISTRE CONGOLAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES a publié, mercredi 15 décembre, une mise au point concernant une information selon laquelle la République populaire du Congo aurait apporté son concours à la Libye pour la mise en place d'un détachement militaire libyen près de Bangui, en République Centrafricaine. Le ministre rappelle que, « de tout temps, le territoire congolais a servi de voie de transit pour les marchandises d'origines diverses à destination de Bangui. Il est donc injuste de considérer en l'espèce le Congo comme un pays manipulé ». — (A.F.P.)

## Malaisie

● TROIS TRAFICANTS DE DROGUE ont été pendus, mercredi 15 décembre, en Malaisie. Ils avaient été condamnés à mort le 8 juin 1981, après avoir été trouvés en possession d'héroïne et de morphine.

## Rwanda

● LE MINISTRE RWANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES et de la coopération a démenti, le 14 décembre, les informations publiées par le journal israélien *Yedioth Aharonot* selon lesquelles Kigali aurait engagé des contacts avec une société israélienne de développement. Le communiqué précise que le

Rwanda « ne saurait entretenir de relations diplomatiques ou autres avec l'Etat d'Israël tant que ce dernier bafoue les règles les plus élémentaires du droit ainsi que celles de l'éthique internationale ». — (Reuter.)

## Suriname

● UN MILLIER DE FEMMES EN DEUIL ont défilé le mercredi 15 décembre dans les rues de Paramaribo pour protester contre les exécutions sommaires de plusieurs opposants politiques au régime du colonel Bouterse. D'autre part, les Etats-Unis envisagent des mesures de sécurité particulières pour protéger leur ambassade. — (U.P.I.)

## Vietnam

● M. NGUYEN CO THACH, ministre vietnamien des affaires étrangères, est arrivé ce jeudi 16 décembre à New-Delhi pour une visite officielle de trois jours. Avant son départ, il s'était prononcé, dans une interview à l'*Huânité*, pour la politique de la « chaise vide » — c'est-à-dire de la non-invitation des deux gouvernements qui se disputent la représentation du Cambodge — lors du sommet des non-alignés qui doit se réunir au printemps dans la capitale indienne. Le ministre vietnamien a par ailleurs démenti avoir eu des contacts avec le prince Sihanouk pour tenter de parvenir à un compromis sur le Cambodge. — (A.F.P.)

# POLOGNE

Bruno BARBEY  
Bernard GUETTA

un vibrant hommage à la nation polonaise



Format 23,5 x 32 cm.  
48 pages de texte.  
128 pages quadrichromie.

Prix de lancement :  
195 F jusqu'au 31-12-1982  
220 F après le 1-1-1983

ARTHAUD

**ISTH**  
Depuis 1953  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
Concours d'entrée directe à :  
**H.E.C. 2<sup>ème</sup> ANNEE**  
■ Ingénieurs Grandes Ecoles  
■ Etudiants second cycle de l'enseignement supérieur  
■ Diplômés des I.E.P.  
SESSION JANV. à fin MAI  
PRÉPARATION INTENSIVE  
JUILLET AOÛT  
SUCCÈS IMPORTANTS CONFIRMÉS  
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey  
75016 Paris Tél. 224.10.72

Une offre exceptionnelle en décembre !  
Votre **PEUGEOT**  
ou **TALBOT** 1983  
moins chère  
reprise  
de votre voiture plus cher !  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21



CHINE

La région autonome de Mongolie - souvent appelée Mongolie intérieure par opposition à la République populaire de Mongolie voisine - est une des parties les plus pauvres de la Chine. Comme toutes les zones périphériques du pays, elle requiert cependant une attention particulière de la part de Pékin, motivée à la fois par des préoccupations d'ordre stratégique et par le souci d'éviter les tensions que pourrait provoquer la coexistence d'une forte minorité ethnique et d'une colonisation han désormais majoritaire.

Xiwuzhumuqin. - D'abord, us avons cru que Gawa, la jeune mongole joufflue et taciturne qui, jusqu'à, sagement suivi la vie sablonneuse, était soudain se de l'ivresse des steppes. Voilà, d'un coup de volant décidé, elle gait délibérément notre minibus vers la prairie. Et le véhicule de ser sur l'herbe folle, comme sur table de billard roule une boule ppée d'un coup de canne bien sté.

Et puis, au bout de quelques seides, nous comprenons : l'ombrase descendante de Gengis Khan pas jeté ses chevaux-vapeur sur traces de son illustre devancier simple lubie. Dans le lointain, nises au pied de collines verdoyantes aux courbes amples et lées, apparaissent, fragiles dans le immensité, quelques yourtes, nous sommes attendus. Après q heures de piste cahoteuse la lie, et près de trois heures le mame, nous voilà enfin arrivés au ys des seigneurs de la steppe.

Ils sont là, devant nous, ces élars du bout du monde : les uns fient juchés sur leur cheval court pattes, les autres, curieux et usés, groupés, dans leur habit traditionnel, autour de la yourte de feu. Le temps de faire les présentans avec le maître des lieux, le chef brigade Baira, homme de taille moyenne, aux joues creusées sous les mmettes saillantes et au regard ulu, et nous sommes introduits ns la demeure circulaire que le ngol, depuis que ses lointains anres, les Xiong Nu, l'adoptèrent il a quelque trois mille ans, s'est né pour toi.

La yourte où le chef de brigade ira nous invite à prendre place ne monte pas, visiblement, à des mps immémoriaux. L'épais revêtement de feutre recouvrant l'armare de bois est d'un beau blanc ége qui tranche sur celui plus gris s yourtes environnantes ; le foyer, né au centre du cercle et qu'on imasse de bousses de vache séées, ne paraît guère avoir servi rément, et ces meubles, ces cofes, ce buffet d'un rouge éclatant, né d'un motif floral naïf, ces étars sur lesquelles reposent des aux d'un émail étincelant, des cuttes brillantes comme un sou neuf, ns ces ustensiles ne donnent pas impression d'une utilisation intenve, même si l'on admet que les semi-) nomades du lieu soient dange portés à passer leurs jours à l'air libre, dans la prairie, u'à se confiner sous la tente. Un ouppon nous traverse : serions-nous ans une yourte d'apparat ? Bah ! Après tout, on s'endimanche bien lant nos campagnes pour accueillir es invités...

Au rythme des saisons

Tandis que de jeunes femmes, vées de superbes taleh (robes) rouges, serrées à la taille par une arge ceinture de soie de couleur bleu ou verte, plusieurs fois enroués, nous servent le rituel thé au lait, sans lequel il est de bon ton de verver quelques cuillerées de grains de millet et de faire fondre un morceau de beurre, le chef Baira nous présente la « situation ». Nous sommes ici dans la brigade Ili, ce qui, nous dit un cadre mongol qui nous accompagne - Baira ne parle pas un mot de chinois, - signifie « Victoire ». Cette brigade est située sur la commune d'Alatougoulu, laquelle dépend de la « bannière » de Xiwuzhumuqin (1), d'où nous arrivons. Ce som, partiellement emprunté au mongol, veut dire : la « bannière des vaincus de l'Ouest ».

La brigade Ili se consacre exclusivement à l'élevage. Elle s'étend sur une superficie de 150 km<sup>2</sup>. Sur ce territoire, une poignée de familles, représentant quelque 350 personnes (320 Mongols et une trentaine de Hans), veillent sur près de 8 000 têtes de bétail : un millier de chevaux, 1 500 vaches, plus de 2 000 moutons et chèvres. Au siège de l'unité de production, composée de bâtiments en dur, que l'on aperçoit dans le lointain et où sont regroupés les services administratifs, sanitaires et l'école primaire, le personnel sédentaire entretient quelques porcs.

Sur ces vastes étendues enneigées plus de la moitié de l'année, coupées du monde extérieur - il n'y a ici ni électricité ni téléphone, et l'on va puiser l'eau à la rivière proche, - la vie de l'éleveur est d'une simplicité qu'on voudrait qualifier de biblique. A mots lents et pesés, un jeune Mongol, au visage rougi par les vents, nous raconte, dans sa langue, l'ane de ses journées : le matin, il se lève vers 5 heures, qu'il pèle ou que le soleil brille ; après s'être aspergé le visage d'eau, il boit son thé au lait et au beurre et sort dans la prairie. La tournée des troupeaux, qu'il fait sur son cheval, le mène au-delà des collines environnantes et même plus loin encore. A la mi-journée, avec ses compagnons, il revient boire le thé sous la yourte, mange l'été un bout de fromage de vache séché, l'hiver un morceau de viande de mouton, fait une petite sieste et repart dans la prairie. Le soir, l'extinction des feux se fait avec le coucher du soleil.

Cinq fois par an, les familles déplacent leur yourte au rythme des saisons et en fonction de l'état des pâturages. Mais ce semi-nomadisme reste limité au territoire de la brigade. Généralement, les femmes restent près de la yourte, s'occupent de la traite des vaches et des chèvres, font le thé, confectionnent les robes traditionnelles.

Le chef de brigade Baira a été « plutôt satisfait », cette année, de la qualité de l'herbe de la prairie. Mais la vie de la communauté peut encore être soumise à de rudes vicissitudes. Il y a quatre ans, à la suite de grands froids et de fortes chutes de neige, la brigade a frôlé la catastrophe. Plus de la moitié du bétail est mort. La situation alimentaire était critique. Depuis lors, un système de « responsabilité » (d'intéressement) a été instauré, et le troupeau a été reconstitué.

Notre hôte s'interrompt : de la yourte voisine, des hommes apportent sur de grands plateaux le mouton cuit à la vapeur que l'on a égaré en notre honneur. Il faut maintenant, selon la tradition mongole, décider le vieux Baira, « boire, manger et s'amuser ». Un regard malicieux illuminant son visage, il lève son bol rempli d'alcool de lait de vache, le vide d'un trait et, nous en montrant fièrement le fond, nous invite à l'imiter. La boisson, un peu acide, a du mal à approvisionner nos gosiers habitués à des breuvages plus élaborés, mais, diable ! il faut bien se montrer vaillants devant ces robustes Mongols !

Après ces agapes abondamment arrosées, nous sortons au grand air, car on nous annonce une séance de rodéo d'un type particulier. Quelques jeunes sont partis dans la steppe chercher le troupeau de chevaux, et ils ne devraient pas tarder à revenir. Ils vont se livrer devant nous à l'un de leurs jeux favoris, qui constitue souvent le « clou » des « danses », ces fêtes que les communautés mongoles célèbrent chaque année à la belle saison. A force de galopades et de ruses manœuvrières, les cavaliers séparent une bête de ses compagnons, puis, à l'aide de grandes perches au bout desquelles pend une large boucle, ils l'attrapent en pleine course.

Bien sûr, la corde apparaît au sommet de la colline, se détache sur le ciel limpide et, encadrée par quelques gardiens sanglés dans leurs tuniques bleues, se déploie majestueusement dans la prairie. Une fois, deux fois, trois fois, les jeunes Mongols essaient de disloquer le troupeau, mais les bêtes, crinière au vent, font corps et déjouent ces tentatives. Enfin, trois cavaliers, plus habiles, réussissent à isoler un superbe coursier d'une belle couleur crème. Rétif, l'animal sauvage est amené devant nous. Il s'agit maintenant pour celui qui l'a attrapé de le monter. Avec des gestes d'une infinie douceur, le jeune homme lui passe le mors et, pendant qu'il le maintient solidement d'une main, de l'autre il le saisit avec précaution et l'enfourche. Dès qu'il sent sur lui la présence de l'homme, le coursier blanc détalé comme un perdrix jusqu'au fond de la plaine.

Un pâle reflet des conquérants de jadis

Telle est la vie, pleurs et joies confondus, du peuple des bannières. Une population en voie de dépeuplement, encore fière de ce qui lui reste de liberté, mais qui n'est qu'un bien pâle reflet des redoutables tribus de Gengis et de Koublai Khan. De l'empire mongol, qui s'étendit au dix-huitième siècle des rivages du Pacifique à ceux de la Caspienne, et poussa même, un temps, dans la plaine pannonienne, jusqu'aux portes de Vienne, que reste-t-il au-

# A travers les steppes de Mongolie intérieure

## 1. - Le peuple des bannières

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

aujourd'hui, sinon deux territoires vassalisés : au nord, dans l'orbite soviétique, la République populaire de Mongolie, au sud, engluée dans l'ensemble chinois, pénétrée par l'immigration han, la Région dite autonome, de Mongolie intérieure, où nous nous trouvons.

D'une superficie de 1 million 180 000 km<sup>2</sup>, la Région autonome comptait officiellement, en 1981,

18,7 millions d'habitants, voire plus (19,3 millions selon les plus récentes estimations officielles). Mais on ne dénombre pas plus de 2 millions de Mongols. En 1947, lorsque fut créée la Région, deux ans avant l'établissement du pouvoir populaire à Pékin, les Mongols représentaient le quart de la population.

En trente ans, l'immigration venue des provinces chinoises se serait

élevée au moins à 6 millions de personnes. A Hahhot, l'ancienne Koko-Hots, la « Ville bleue », fondée au seizième siècle par Altan Khan et devenue depuis 1952 la capitale de la Région, les Mongols, au demeurant largement sinisés, seraient environ 100 000 sur une population de 600 000 habitants. Baotou, la ville la plus importante de Mongolie intérieure (1,5 million d'habitants), type même de la cité industrielle « socialiste », telle qu'on peut

en voir dans tous les pays d'Europe de l'Est, compte une population han à 96 %.

Aux Mongols, renvoyés à leur vocation séculaire, il reste les vastes espaces battus par les vents des hauts plateaux qui s'étendent à l'ouest et à l'est de la bouche du fleuve Jaune. Responsables toujours plus au nord sous la poussée colonisatrice chinoise, qui s'est progressivement emparée, depuis le règne des Qing, des terres les plus riches au sud, ils doivent affronter aujourd'hui un grave problème de désertification. Cette calamité est, partiellement, la conséquence de certaines erreurs commises ces trente dernières années par le pouvoir central et qui expliquent que le cheptel, toutes bêtes confondues, n'était pas plus nombreux en 1980 qu'en 1957 (40 millions de têtes). Depuis deux ou trois ans, toutefois, le pouvoir politique à Pékin et ses relais à Hahhot paraissent décider à s'engager sur une voie plus raisonnable, tandis que, parmi la jeunesse mongole, resuit confusément le sentiment d'une identité différente.

(1) Comme les Mandchous, les Mongols sont traditionnellement organisés en bannières. On désignait par là, à l'origine, des assemblées politico-militaires placées sous l'autorité d'un prince. L'expression s'est maintenue de nos jours en Mongolie intérieure pour qualifier une unité administrative équivalant à un district des autres provinces chinoises.

Prochain article :

### ÉLEVEURS ET PASTEURS DE NOUVEAU A L'HONNEUR



## NOEL UFOR

TOUS LES BIJOUX A PRIX FOUS.

**Bague**  
Alliance 440.  
Bague 3 ors 3 anneaux entrelacés 1.180.  
Bague Toi et Moi rubis 2.990.  
Bague style ancien 3.300.  
Alliance brillants (1,25 carat) 8.660.  
Bague joaillerie rubis (1,15 carat) entourée brillants (0,66 carat) 15.000.

- 20 % sur tous les solitaires jusqu'au 31-12-82

**Bracelet**  
Bracelet chaîne forgée 5 boules or poli 340.  
Bracelet chaîne forgée 4 navettes saphir 625.  
Bracelet motifs anciens 1.280.  
Bracelet massif grain de café (12,30 g) 2.960.

Bracelet 3 joncs (or jaune, blanc, rose) entrelacés (32,60 g) 8.150.  
Bracelet rivière de saphir (11,7 carats) 10.880.

**Crédit gratuit\***  
9 mois à partir de 2000 F d'achats jusqu'au 31-12-82

**Boucles d'oreilles**  
Boucles d'oreilles saphir (0,20 carat) 360.  
Boucles d'oreilles brillants (0,06 carat) 490.  
Boucles d'oreilles 3 anneaux 3 ors 600.  
Boucles d'oreilles brillants (0,20 carat) 2.220.  
Boucles d'oreilles joaillerie ancienne saphir (0,85 carat) entourée brillants (0,30 carat) 5.040.

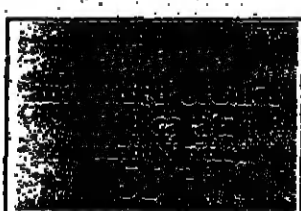
**Ras de cou**  
Chaîne maille forgée 490.

Ras de cou chaîne forgée navettes rubis 945.  
Ras de cou 2 tons or-jaune, or blanc 3.300.  
Ras de cou pendentif poire saphir (0,94 carat) et brillants (0,36 carat) 6.580.  
Ras de cou pavés massifs or et brillants 30.310.

**Sautoir**  
Sautoir massif ancien filigrané 70 cm 1.860.  
Sautoir torsade 70 cm 3.210.  
Sautoir lourd maille cheval 80 cm (32 g) 7.990.

**Pendentif**  
Pendentif poire saphir (0,62 carat) 800.  
Pendentif lourd Masque Pierrot 1.480.

- 20 % sur toutes les bagues, boucles d'oreilles, ras de cou, sautoirs, pendentifs, montres, le choix est très large et les grandes marques sont présentes : Selko, Alexis Barthélemy, Pulsar...



**Montre**  
Montre femme or et acier Alexis BARTHELEMY fond ivoire bracelet porc 2.800.  
Montre homme rectangulaire SEIKO chiffres romains-plaqué or 1.680.

**Les garanties UFOR**  
En supportant les intermédiaires UFOR vous obtenez des prix exceptionnels. Tous les bijoux sont polés, confectionnés et garantis 18 carats. Le nettoyage est gratuit. Bagues, bracelets, boucles d'oreilles, ras de cou, sautoirs, pendentifs, montres, le choix est très large et les grandes marques sont présentes : Selko, Alexis Barthélemy, Pulsar...

FORUM DES HALLES  
Niveau 2 - Tel. : 256.45.62  
OPERA (M<sup>o</sup> Opéra)  
8 Rue Halévy - 75009 PARIS - Tel. : 742.54.39  
Magasins ouverts de 10 heures à 19 heures et le dimanche 19 décembre de 11 heures à 19 heures

VICTOR HUGO (M<sup>o</sup> Étoile)  
7 Avenue Victor Hugo - 75116 PARIS - Tel. : 500.72.55  
RIVOLI (M<sup>o</sup> Hôtel-de-Ville)  
80 Rue de Rivoli - 75004 PARIS - Tel. : 278.08.27  
Magasins ouverts de 10 heures à 19 heures et le dimanche 19 décembre de 11 heures à 19 heures

BIJOUTERIES  
**UFOR**



## Pretoria est parvenu à réduire en 1982 l'efficacité des combattants de l'A.N.C.

## Une agitation lycéenne et universitaire affecte plusieurs villes de province

**Le président du Syndicat des camionneurs  
est reconnu coupable de tentative de corruption d'un sénateur**

### De notre correspondant

## Washington va augmenter son aide militaire au Portugal

## Chili

## LES MANIFESTATIONS CONTRE LE RÉGIME PRENNENT DE L'AMPLEUR

## Brésil

## LES SEPT DIRIGEANTS DU PARTI COMMUNISTE ARRÊTÉS ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

## Madagascar

**DE NOUVEAUX INCIDENTS  
ONT ÉCLATÉ JEUDI  
DANS LA CAPITALE**

هذه امانى الاصل



## PROCHE-ORIENT

### LE CONFLIT LIBANAIS

#### La mission de conciliation américaine se poursuit dans un climat de tension entre Washington et Jérusalem

Les États-Unis ont soumis aux gouvernements concernés un projet de règlement du conflit libanais qui serait mis en œuvre par étapes. La première d'entre elles prévoit le retrait simultané, sur une profondeur de 15 kilomètres, des forces israéliennes, syriennes et

palestiniennes campant actuellement sur le territoire libanais. Elles seraient aussitôt remplacées par l'armée du président Gemayel. Ce dernier aurait donné son accord à MM. Philip Habib et Morris Draper, qui sont arrivés le mercredi 15 décembre à Jérusalem.

#### De notre correspondant

du Liban et la mise en œuvre du plan Reagan. « Dès lors, a-t-il dit, que les Américains comprennent que les deux choses ne peuvent être liées, un accord pourra être conclu rapidement entre les gouvernements israélien et libanais. Cela aurait déjà pu être fait si les Américains l'avaient voulu, car nous sommes presque sur le point de nous entendre pour des arrangements de sécurité et de normalisation. »

#### Une vieille tactique

L'emploi de ces derniers termes, plutôt qu'une nouvelle allusion à un traité de paix, pourrait faire croire que le gouvernement israélien a quelque peu assoupli sa position. Mais les diplomates américains en poste en Israël ne sont pas convaincus. Ces jours derniers, ils n'ont pas manqué de faire connaître leur mécontentement en laissant filtrer leurs griefs. Washington a ainsi donné à entendre qu'il soupçonnait Jérusalem de soulever l'imbroglio actuel au Liban, et donc le maintien des troupes israéliennes dans ce pays, afin de retarder le plus longtemps possible une initiative américaine fondée sur le plan Reagan et, ce faisant, de continuer le développement de la colonisation en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. A Washington, on n'hésite pas

non plus à indiquer que le gouvernement israélien est peut-être tenté de continuer à faire durer le différend entre Jérusalem et Washington jusqu'à des élections anticipées, qui pourraient être décidées lors de l'annonce des conclusions de la commission d'enquête israélienne sur les massacres de Sabra et de Chatila, conclusions qui probablement mettront en cause le cabinet de M. Begin.

Invoyer des « pressions américaines » et la nécessité d'y résister pour défendre les « intérêts vitaux d'Israël » est un argument électoral que les gouvernements israéliens ont souvent utilisé, surtout celui de M. Begin. A ces accusations à peine voilées de la part des États-Unis, on a répondu dans les milieux gouvernementaux de Jérusalem, de la même manière en prétendant que depuis des mois le président Reagan était « mal conseillé » dans sa politique à l'égard d'Israël. Il s'agit là d'une vieille tactique qui consiste à essayer d'établir une distinction entre la Maison Blanche et le département d'État. On souligne de plus en plus à Jérusalem que le secrétaire d'État, M. Shultz, adopte une attitude trop hostile à Israël, et on estime qu'en s'opposant à la politique israélienne l'administration Reagan fait fausse route.

FRANCIS CORNU.

### RÉUNI A JÉRUSALEM

#### Le Congrès sioniste mondial s'oppose à la politique israélienne dans les territoires occupés

Jérusalem (A.F.P.). — Le trentième Congrès sioniste mondial, réuni, le mercredi 15 décembre, à Jérusalem, a adopté une résolution présentée par l'opposition travailliste israélienne en faveur d'un « compromis territorial » en Cisjordanie. La résolution s'oppose également à la mise en place de colonies de peuplement juives dans les zones à « densité population arabe » palestiniennes.

L'adoption de cette motion par une majorité constituée de députés travaillistes et de représentants de la « confédération » des organisations juives américaines a déclenché une tempête de protestations dans les rangs des partisans du Likoud de M. Menahem Begin.

Le président du Congrès, M. Dulzin, a décidé d'interrompre la séance en vue d'un second vote de « compromis ». « Jamais encore, a-t-il souligné, le mouvement sioniste n'avait pris ainsi le contre-pied de la politique du gouvernement d'Israël. »

Dans une allocution très remarquée devant le Congrès, M. Shimon Peres, le chef de l'opposition travailliste, a déclaré : « En l'absence d'une solution au problème palestinien, face à l'extrémisme du monde arabe,

et en l'absence d'une volonté de compromis raisonnable de notre part, l'avenir d'Israël ne paraît s'annoncer en des termes plus militaires que politiques. »

Mardi soir, déjà, le Congrès avait adopté une résolution défavorable à la politique d'implantation du gouvernement israélien. Le premier ministre, M. Menahem Begin, devait prononcer une allocution, ce jeudi, à la clôture des travaux.

« Israël n'a pas l'intention d'annexer la Cisjordanie, mais poursuivra sa politique d'implantation dans les territoires occupés, a déclaré, mardi 14 décembre, M. Ariel Sharon, le ministre israélien de la défense, qui a reproché une nouvelle fois aux États-Unis d'empêcher la signature d'un accord de paix entre Israël et le Liban. La presse israélienne avait diffusé à plusieurs reprises récemment des projets d'accroissement de la présence juive dans les territoires, mais c'est la première fois qu'un ministre confirme l'intention de développer la politique d'implantation israélienne en Cisjordanie. — (A.F.P.)

**50%**  
DE LEUR VALEUR  
ACTUELLE  
UN STOCK  
FANTASTIQUE DE  
**2200**  
**TAPIS**  
**D'ORIENT**  
BLOQUES DEPUIS 75  
VENDUS A LA  
**maison de**  
**l'Iran**  
225.62.90  
65, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>)  
25, promenade des Anglais - Nice  
ouvert le dimanche

**SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS**  
Pour les victimes de la famine dans le monde, de l'insécurité, des guerres...  
C'est à nous de leur porter secours.

**1982/1983**  
du 17 novembre au 5 janvier 1983  
**Les fêtes de la rue Royale**  
**sous le signe**  
**de l'AIR et de l'ESPACE**  
en célébrant en avant-première  
**le « BI CENTENAIRE DE L'AIR ET DE L'ESPACE »**  
La rue Royale  
• Est décorée de montgolfières captives au signal de la rue Royale illuminée par des projecteurs progressifs. Du 17 novembre au 5 janvier, les Parisiens passeront sous cette voûte lumineuse et aérienne.  
• Présente dans ses vitrines des maquettes de montgolfières, d'aéronefs et d'événements emblématiques présentés par le « Musée de l'air ».  
• Chaque commerçant pour la présentation de ses vitrines se rattache à ce thème.  
**Pourquoi l'air et l'espace rue Royale :**  
Parce que c'est non loin de là, aux Tuileries, le 1<sup>er</sup> décembre 1783, que le physicien Charles et Étienne Montgolfier ont libéré le 1<sup>er</sup> ballon à hydrogène avec passagers.  
**Qu'est-ce que le comité « Royale »**  
Le Comité « Royale » regroupe tous les commerçants et industriels de la rue Royale y compris l'Hôtel de Crillon, place de la Concorde.  
Ce Comité a pour but de promouvoir l'une des plus prestigieuses artères de la capitale et par la même le rayonnement de Paris, en France et à l'étranger.  
D'une part, en sélectionnant des commerces de haut niveau, antiques, joailliers, prêt-à-porter de luxe, décoration de haute gamme, etc. tous métiers de création, mais polyvalents, au stade industriel ou artisanal.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75421 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
324 F 519 F 715 F 910 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F  
ÉTRANGER  
(par messagerie)  
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
364 F 600 F 835 F 1 070 F  
2 - SUISSE, TUNISIE  
436 F 744 F 1 052 F 1 360 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les montants en espèces d'impression.

*Féerie de la Fourrure aux*  
**FOURRURES GEORGE V**  
DECORS DONALD CARDWELL  
*du Jeudi 16 au Vendredi 24 Décembre*  
**20%**  
**d'ESCOMPTE**



**MANTEAUX**

Vison dark	14950 F	11650 F
Vison dark allongé	10750 F	15800 F
Vison pastel	21750 F	17400 F
Vison pearl	22250 F	18200 F
Vison lunaire	26750 F	21400 F
Vison Blackglama	26750 F	21400 F
Vison Black Diamond	42750 F	34200 F
Renard argenté	55000 F	44000 F
Lynx canadien	75000 F	60000 F
Zibeline russe	125000 F	100000 F
Renard Shadow	22750 F	19000 F
Renard bleu	14750 F	11800 F
Loup canadien	13850 F	11000 F
Astrakan Swakara noir	8750 F	7000 F
Castor naturel	23750 F	19000 F
Castor rasé	13250 F	10600 F
Ragondin allongé	2850 F	6250 F
Marmotte canadienne	14750 F	11800 F
Queue de Vison dark	8780 F	7000 F
Rat d'Amérique	10750 F	8600 F

**VESTES**

Loup garni renard blanc	10850 F	8650 F
Zibeline	46900 F	36800 F
Rat d'Amérique	5750 F	5400 F
Renard bleu	5450 F	4350 F
Ragondin	4850 F	3850 F
Vison dark nid d'abeille	14750 F	11800 F
Vison saphir et blanc	14750 F	12600 F
Agneau Béarn	1350 F	1050 F
Agneau Doré	3150 F	2500 F
Astrakan Swakara	3850 F	3050 F
Coyote	2850 F	6250 F

**PELISSES**

Intér. Flanc de Marmotte	3450 F	2750 F
Col Marmotte	3250 F	2600 F
Intérieur Lapin		

**9** MANTEAUX LONGS DU SOIR  
Cet escompte de **20%** sera effectué directement à nos caisses sur tout achat.

**MOIS de CREDIT GRATUIT**  
**FOURRURES GEORGE V**  
**40, Avenue George V**  
**Paris 8<sup>e</sup>**  
magasin ouvert sans interruption tous les jours  
de 9 h 30 à 19 h 00



Il ex-  
chaîne  
pour  
Des sc-  
sonnel  
tion vi-  
Desgrs  
société  
depuis  
pouvoi-  
sauts du  
du for-  
a secr-  
ce no-  
sienna  
Pas  
chamit  
les ré-  
en de  
trop  
Langit  
heures  
d'Ant-  
vier u

PREMIÈ

20 h 35  
- Les  
les pr-  
21 h 38  
jour.  
De Pt  
La di-  
sami-  
plan.  
Avec  
nistre  
la télé-  
géné-  
22 h 40  
La V.  
23 h 5

DEUXIÈ

20 h 3'  
Dyng  
J. De  
Des  
jeun-  
musi  
22 h 1  
9 00  
des  
crise  
au c.

PREMIÈ

11 h 1  
12 h  
12 h 1  
12 h 2  
13 h  
13 h 1  
13 h 2  
14 h  
18 h  
18 h 1  
18 h 2  
19 h  
19 h 1  
19 h 2  
20 h  
20 h 1  
Un  
Cin-  
ser-  
22 h  
22 h  
Ava-  
tio-  
ban  
23 h

DEUXIÈ

10 h  
12 h  
12 h  
12 h  
13 h  
13 h  
14 h  
15 h  
Fi-  
L  
Ti-  
in-  
de  
fi-  
16 h  
17 h  
18 h  
18 h  
19 h  
19 h  
19 h  
20 h  
20 h  
s d  
L n  
c d  
p  
n  
c  
21 h  
1  
1  
23 h

TRIC

15 h  
18 h  
18 h

PARIS  
**MATCH**

**EN PHOTOS COULEUR EXCLUSIVITE MONDIALE**

Un extraordinaire reportage sur l'embryon: le corps, la tête, l'oeil.

# LES PREMIERS JOURS DE LA VIE



Ces images extraordinaires prises à l'intérieur même de l'utérus montrent, cellule par cellule, organe après organe, étape après étape, la naissance de la vie. Elles sont présentées en exclusivité mondiale dans Paris Match. Elles ont été prises par le célèbre photographe suédois Lennart Nilsson, docteur honoris causa de l'illustre Karolinska Institute de Stockholm. Nilsson, qui avait capté les traits d'un fœtus à l'intérieur du ventre maternel, s'est surpassé aujourd'hui. Nilsson a photographié « in vitro » ces clichés d'embryon, publiés pour la première fois.

**Et la semaine prochaine: la naissance du cerveau, de la main et du pied**

**Paris Match le poids des mots le choc des photos**

Monde

Le P.C. juge



CARON PARFUM  
AVENUE MON

UN LIVRE FOIS

en de macabre mon-  
casse un hymne à la vie  
Roland Jaccard, la science  
est ces témoignages d'une  
sité de profondeur, d'un  
2000  
est d'entraîner possi-  
la vie

Christian Chaban

LA  
MORT  
un  
terme  
un  
mmencemen



## politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## Le P.C. juge « positive » l'attitude du P.S.

Les membres du groupe de travail P.S.-P.C.F. chargé de parvenir à un accord entre les deux partis pour les élections municipales de mars 1983 doivent se retrouver, vendredi matin 17 décembre, au siège du parti socialiste. MM. Marcel Debarge et Jean Poperen présenteront à leurs interlocuteurs communistes (M<sup>me</sup> Madeleine Vincomet et M. Paul Laurent) les décisions prises mercredi 15 décembre par le comité directeur du P.S. au sujet, principalement, des villes de plus de trente mille habitants dont le maire est communiste et où les socialistes s'estiment en droit de contester la majorité à leurs partenaires. M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a jugé « positive » jeudi l'initiative prise par le P.S.

Les socialistes se référaient, pour ces villes, aux dernières consultations électorales. Dans vingt-trois grandes villes administrées par un maire communiste, le P.S. avait devancé le P.C.F. au premier tour des élections présidentielle et législatives de 1981. Dans deux autres villes (Montluçon et Vaulx-en-Val), le P.C.F. en tête à l'élection présidentielle, avait été devancé aux élections législatives. Entraient également, dans l'une ou l'autre de ces catégories, des villes qui ne comptaient pas trente mille habitants en 1977 et qui avaient, depuis lors, atteint ou dépassé ce chiffre, ce qui est le cas, par exemple, de Dieppe. Restaient enfin douze villes

où le P.C.F., devancé à l'élection présidentielle, avait repris la tête de la gauche aux élections législatives.

Les socialistes revendiquaient néanmoins la tête de liste dans l'une de ces villes : Nîmes. Au total, les socialistes se proposaient de conduire la liste d'union de la gauche dans une trentaine de grandes villes dirigées par les communistes.

Ce nombre, ramené à dix-huit par le comité directeur du P.S. le 20 novembre, a été de nouveau réduit, mercredi, par ce même comité directeur, la revendication de la tête de liste, par le P.S., devant conduire à des « primaires », au premier tour de scrutin, entre une liste socialiste et une liste conduite par le maire communiste sortant. Telle devrait donc être la situation à Athis-Mons, à Chelles, à Dieppe, à Evreux, à Francouville, à Gagny, à Nîmes, à Poissy, à Reims, à Sartrouville et à Sevran.

Cette liste a été établie au terme de débats prolongés et laborieux, en commission et en séance plénière du comité directeur. Les socialistes ont renoncé à leurs prétentions dans sept villes : Amiens, Le Mans, Montluçon, Saint-Etienne, Sarcelles, Thionville et Vaulx-en-Val. Pour certaines de ces villes - Le Mans, Montluçon et Saint-Etienne - les débats ont été difficiles, entre le secrétariat national du parti et les secrétaires fédéraux concernés, le national, puis au sein de la commission

présidée par M. Jean Poperen, l'après-midi, et, enfin, en séance plénière, tard dans la soirée.

Au cours de cette séance, plusieurs membres du comité directeur sont intervenus pour défendre les positions des organisations locales du parti. M. Louis Le Penec, ministre de la mer, a soutenu la demande d'une « primaire » au Mans, où son directeur de cabinet, M. Jean-Claude Bouillard, conseiller général de la Sarthe, avait été désigné pour conduire la liste socialiste. Les membres rocardiens du comité directeur ont soutenu cette position et se sont abstenus lors des votes sur Nîmes, Reims, Poissy et Le Mans.

M. Gérard Delfau, membre du secrétariat national, délégué régional pour le Languedoc-Roussillon, a critiqué la décision prise, le 20 novembre, d'écarter Béziers et Sète de la liste des « primaires ». M. Albert Chaudard, député de l'Allier, a valablement tenté de convaincre le comité directeur de la nécessité d'une « primaire » à Montluçon. Lors de la séance de l'après-midi, M. Didier Motchane, membre du secrétariat national et l'un des chefs de file du C.E.R.E.S., avait contesté la décision prise par M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat à la famille, de conduire une liste à Nîmes, liste concurrente de celle du maire communiste sortant, M. Emile Jourdan, député. Selon M. Motchane, les positions « historiques » du P.C.F. dans cette ville sont trop solides pour pouvoir être renversées dans la période actuelle, et il lui paraît, en outre, inopportun qu'un membre du gouvernement s'engage dans une « primaire ».

M. Jean Poperen avait émis le souhait, à l'ouverture de la réunion du comité directeur, que celui-ci émette des votes unanimes, afin de

ne pas donner argument, pour contester ses décisions, au P.C.F. ni, surtout, aux organisations locales dont la démarche ne serait pas entérinée. Le cas du Mans a fait apparaître que les critères de sélection retenus par la direction du P.S. étaient tempérés par des considérations de courants, puisque Nîmes était acceptée et Le Mans refusée. Le vote sur cette dernière ville a donné 33 voix à la position de la direction du parti, contre 15.

La direction du P.S. justifie les concessions qui seront présentées vendredi au P.C.F. par la reconnaissance de deux critères : la qualité du maire sortant et la prise en compte, pour l'évaluation du rapport des forces, des résultats de l'élection européenne de juin 1979, scrutin nettement plus favorable au P.C.F. que les consultations nationales ultérieures.

Les socialistes ont décidé, d'autre part, de ne pas rendre publique leur décision officiellement avant leur rencontre avec les représentants du parti communiste. Aux onze « primaires » envisagées dans des villes à direction communiste, pourraient s'ajouter celles qui auraient lieu dans des villes où le maire socialiste refuse, jusqu'à maintenant, d'accueillir des communistes sur sa liste (par exemple, Angers et Laval) et enfin dans une douzaine de villes désemparées par l'opposition, où le P.C.F. revendique la tête de liste, mais que le P.S. considère comme « gagnables » pour lui. Au total, et pour s'en tenir aux seules villes de plus de trente mille habitants, le nombre des « primaires » à gauche devrait être supérieur à ce qu'il avait été en 1977 (dix-sept) et non pas « considérablement inférieur », comme le souhaite le P.C.F.

PATRICK JARREAU.

## Billard

Les abords de la salle Colbert, amphithéâtre de l'Assemblée nationale dans lequel la commission chargée de régler les conflits locaux a siégé, sans interruption, pendant six heures et quinze minutes, ressemblaient aux couloirs d'un palais de justice, gendarmes et menottes en moins. Le premier secrétaire du Var, dont les soupçons résignés passaient les murs, le député socialiste, adjoint au maire de Saint-Etienne, Bruno Vennin, qui prétendait conduire une liste socialiste homogène dans cette ville à direction communiste, M. Jean-Claude Bouillard, qui souhaitait en faire autant au Mans, les délégués de Montluçon et de quelques autres communes attendaient alignés sur une banquette de ski noir que la commission règle leurs comptes.

« Si Nîmes plonge, Sète peut remonter. » Bien entendu, c'est un représentant des socialistes sétois qui parle. Mais Nîmes ne risquerait pas de « plonger ». La tête de liste socialiste, M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, est secrétaire d'Etat. Son cas apparaissait à tous réglé d'avance dans un sens favorable : on ne laisserait pas Nîmes aux communistes.

« Tenir sur Nîmes pour lâcher Le Mans ! » Bien entendu, c'est M. Bouillard qui parle. Les bras lui en tombent lorsqu'il évoque une telle perspective. Le dossier du Mans est meilleur que celui de Nîmes, donc « Nîmes est notre meilleure protection », affirme-t-il. La commission, estime M. Bouillard, n'est pas près de « trouver l'idée géniale pour nous larguer ». M. Bouillard, rocardien, directeur de cabinet de M. Louis Le Penec, ministre de

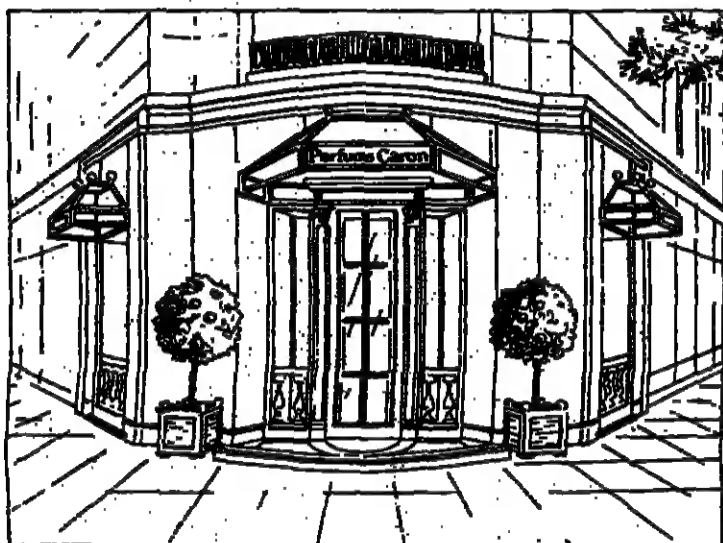
la mer, sous-estimait la subtilité d'analyse de la direction du P.S.

M. Le Penec, venu défendre lui-même le dossier, est sorti de la salle Colbert les coudes écartés, en secouant les mains, avec l'air effrayé d'un gamin qui aurait affronté la colère paternelle.

L'Ouest se conduit mal. A Laval et à Angers, les maires sortants socialistes ne veulent pas de communistes sur leurs listes. Alors pensez, si les Manceaux persistent à vouloir empêcher leur maire communiste, comment réagiront les électeurs nantais du P.C.F. dans une municipalité chèrement acquise par le P.S. en 1977 ? Une véritable partie de billard : sauver Nantes, limiter les dégâts à Laval et Angers, abandonner Le Mans au P.C.F. M. Bouillard s'est trompé. Nîmes n'étant pas son meilleur argument. Les communistes ont convaincu la direction du P.S. de la justice de leur cause en usant d'une idée simple, mais forte : Le Mans est, de toutes les villes de l'Ouest, la moins menacée par la droite. Une primaire dans cette ville aurait sans doute facilité la tâche de l'opposition.

En séance plénière, devant le comité directeur, M. Le Penec a pourtant tenté son va-tout : « La discipline, »-tel dit, ne peut être fondée que sur l'équité. » En vain. Par 33 voix contre 15, le comité directeur a décidé que les socialistes ne contesteraient pas Le Mans au P.C.F. Les rocardiens, qui avaient dû, déjà, céder sur Saint-Etienne, venaient de subir leur deuxième échec de la journée.

JEAN-YVES LHOMEAU.



**CARON PARFUMEUR**  
34, AVENUE MONTAIGNE.

La boutique des parfums Caron est ouverte de 10 à 20h sans interruption du 16 au 23 décembre. Poudres, pinceaux, houppettes, flacons de cristal... mille tentations vous y invitent.

## UN LIVRE FOISSONNANT

qui n'a rien de macabre mais qui retentit plutôt comme un hymne à la vie.

Roland Jaccard, Le Monde

«... Devant ces témoignages... d'une rare qualité de profondeur, il suffit d'écouter.» La Croix

«Un recueil d'entretiens passionnants.» La Vie

Christian Chabanis

Maurice Merle - Emmanuel Leroy-Ladurie - Jean Vassero - Philippe Ariès - Luis Miguel Domínguez - Marcel Béaud - Claude Chames - François Rostogi - Jérôme Lejeune - Gabriel Hérault - Luc Esang - Henri Boni - Pierre Chauvi - Julien Morice - Remy Brasseur - Miriam Mowbray - Jean Doucet - Emmanuel Lévinas - Francis Janson - Paul Arnold - Jean-Marie Lustiger

**LA MORT**  
un terme  
ou un commencement

440 pages  
85 F

FAYARD

## LE QUATRIÈME BULLETIN DE SANTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : «RÉSULTATS NORMAUX»

La présidence de la République a rendu public, mercredi après-midi 15 décembre, le communiqué suivant :

« A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du troisième semestre de son septennat. Compte tenu de l'absence de symptômes particuliers, un examen clinique général et des tests hématologiques et biochimiques habituels ont été pratiqués. Les résultats sont normaux, identiques aux précédents. »

Le précédent bulletin de santé, qui était le quatrième depuis l'élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, avait été publié le 15 juin dernier (Le Monde du 16 juin).

**SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT**

**JOHN RAPAL**  
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République - 75011 Paris - Tél. 355.66.00. Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h. Métro Parmentier - Parking gratuit.



**SI VOUS ÊTES FORT TRÈS FORT**

(jusqu'à 1,50 m de tour de taille).

**JOHN RAPAL**  
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

40, Av. de la République - 75011 Paris. Tél. 355.66.00. Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h. Métro Parmentier - Parking gratuit.

Afin de reconstituer son fichier clients en partie détourné  
**LES ÉDITIONS JEAN DE BONNOT**  
offrent  
**EN CADEAU**

- 1° La plus ancienne carte de France (1578), format 44x62 cm
- 2° Le plus ancien plan de Paris (1550), format 44x62 cm
- 3° La fameuse dictée de Mermée, format 30x42 cm
- 4° Des images anciennes à découper pour les enfants.

à tous les bibliophiles amateurs de beaux livres qui voudront bien lui communiquer leur nom et leur adresse, afin de recevoir par la suite, en priorité, une documentation sur les nouveaux ouvrages d'art à paraître sous sa signature.

Pour prendre ou faire prendre ce cadeau offert gratuitement, sans la moindre obligation d'achat, il suffit de présenter, après l'avoir complété, le bulletin ci-dessous à la librairie Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8 (à l'angle de la rue Royale).

La boutique est ouverte tous les jours sans interruption de 9 heures à 18 heures 30, sauf le dimanche.

Compte tenu de ses dimensions, ce cadeau ne sera pas expédié par la poste.

Afin que nos amis de Province ne se sentent pas lésés, nous nous permettrons de leur adresser le même cadeau contre 16 francs, correspondant aux frais d'emballage et d'affranchissement.

## BON POUR UN CADEAU

A découper et à présenter, après l'avoir complété, à la boutique Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8.

Nom (en majuscules).....

Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... ville.....

1



Page 22

# goutez au soleil.



clémentines

QUALITE  
Maroc

## LES FOURRURES MALAT

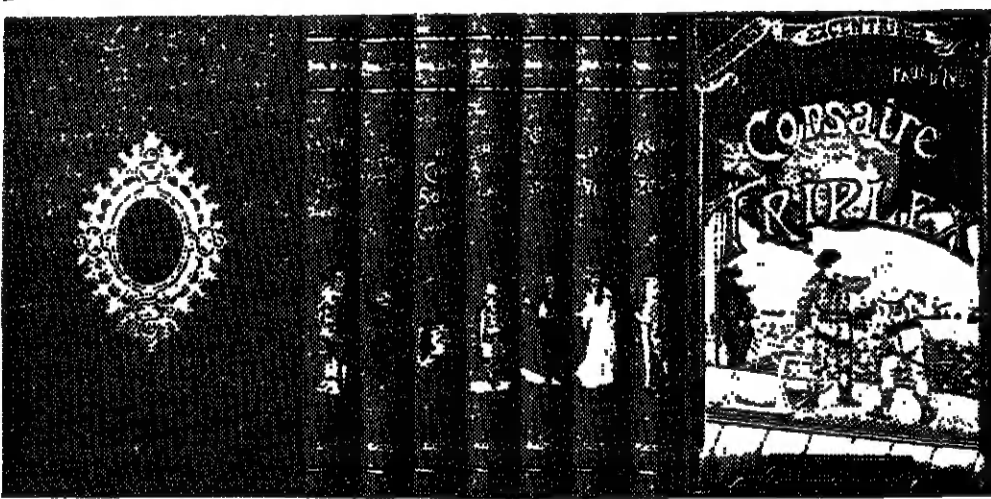
FOURREUR  
FABRICANT  
GARANTIE  
DE CONFIANCE

ont la fourrure de qualité à des prix  
défiant toute concurrence.  
15 % d'escompte jusqu'à la fin de l'année  
Service après-vente. Tél. : 878-60-67.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M<sup>re</sup> LE PELETIER

PLANS/CONTRECALQUES  
MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE REDUCTION AGRANDISSEMENT  
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> 347.21.32 Tx 220064 F

## VIENT DE PARAÎTRE



La 1<sup>re</sup> série de 7 volumes des

## VOYAGES EXCENTRIQUES de Paul d'IVOI

réédités intégralement pour la première fois  
depuis leur publication originale

21 passionnants romans d'aventures, quand en 1893 Paul d'Ivoi fit paraître le premier des 21 volumes des voyages excentriques sa célébrité dépassa d'emblée celle de son prédécesseur Jules Verne et sa renommée ne cessa de grandir de parutions en parutions. Précurseur génial de la Science fiction il imagine des gadgets dignes de "James Bond", invente tour à tour la voiture amphibie, les tables d'écoute, le téléphone, le laser, etc... et entraîne ses lecteurs dans un tourbillon de péripéties ébouriffantes dont les moindres ne sont pas l'assèchement du Nil et le déclenchement d'une éruption volcanique par des bulles d'air liquide. Ces aventures écrites dans un style alerte et vigoureux où la logique le dispute à une imagination débridée, passionne de la première à la dernière ligne sans que l'attention se relâche un instant.

Une luxueuse présentation, chaque volume 18 x 27, reproduction exacte de l'édition originale comprend environ 480 pages, 112 gravures dont 20 hors texte. La reliure pleine percaline présente sur le plat et le dos un décor polychrome avec dorure au balancier. Tranche en tête et en pied, tranches dorées. Chaque collection est numérotée dans le 7<sup>e</sup> volume.

### A paraître :

Deuxième série : Le sergent simplet • Cousin de Lavarède • La Diane de l'Archipel • L'aéroplane fantôme • Cigale en Chine • Le serment de Dahlia • Le Maître du drapeau bleu.

Troisième série : Miss Mousquetier • Jud Allan, roi des "Lads" • Les voleurs de foudre • Le messager du Mikado • Les dompteurs de l'or • Match de milliardaires • La course au radium.

Venez consulter chez votre libraire les premiers volumes de cette prestigieuse collection, il vous indiquera en outre les conditions exceptionnelles de souscription et de crédit dont vous pouvez profiter encore durant quelques jours. Ou à défaut, adressez-nous le bon ci-dessous vous recevrez par retour une documentation gratuite en couleur.

Bon à adresser à : EDITIONS SLATKINE

7, Quai Malaquais 75006 PARIS. Tél. (1) 634.07.29.

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre documentation gratuite sur "VOYAGES EXCENTRIQUES".

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal .....

## POLITIQUE

### LA PREPARATION DES ELECTIONS MUNICIPALES

#### ● AVEYRON : le retrait de M. Diaz à Millau

De notre correspondant

Millau. — M. Manuel Diaz, radical, maire sortant de Millau (Aveyron), ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Sa décision, prise sans amertume, mais avec beaucoup de regret, vient d'être annoncée dans une lettre personnelle adressée en fin de semaine dernière à chaque électeur millavois. M. Diaz y commente ses six années de gestion communale, qu'il juge globalement positives, ajoutant toutefois : « J'ai eu des succès que je revendique, et des échecs que je reconnais. Parmi ces derniers, le principal concerne la création d'emplois nouveaux » (M. Diaz avait, en effet, été élu en 1977 en promettant de créer six cents emplois en six ans). « Les événements et la crise ont été les plus forts, et je n'ai pu réussir que très partiellement », explique-t-il.

Avait-il pris la décision de se retirer depuis longtemps, comme il l'affirme dans sa lettre ? Il semble plutôt qu'il n'ait pas réussi à s'imposer à Millau comme leader de l'opposition, et que dans les diverses composantes de l'U.D.F. autres que le parti radical sa présence était perçue comme un obstacle.

Son retrait de la compétition électorale provoque étonnement et scepticisme au sein de la classe politique locale. Pour M. Gérard Deruy, P.S., qui conduira pour la deuxième fois la liste de la gauche unie, ce sont là « des tribulations qui ne concernent que l'opposition ». La gauche, majoritaire à Millau depuis 1973, espère bien cette fois accéder à la mairie, que M. Manuel Diaz, alors M.R.G., lui avait ravie il y a six ans.

Dans l'opposition, le seul candidat vraiment déclaré à ce jour, M. Jean-Jacques Jammet, R.P.R., se méfie des sincérités successives de M. Manuel Diaz : « Nous avons l'ordre, j'attends le contre-ordre », dit-il. Il estime que si l'absence du maire sortant se confirme, cela peut ouvrir la voie à des réconciliations entre l'U.D.F. et le R.P.R.

Enfin, l'ancien premier adjoint de M. Manuel Diaz, M. Paul Rimlinger, envisage toujours de constituer une liste de centre gauche. On ignore ce que fera l'ancien maire, M. Jean-Louis Esperce, qui avait succédé à Jean Gabrillac (U.D.R.) à la mort de celui-ci en 1976, et dont on dit qu'il aurait désormais le soutien de M. Manuel Diaz.

LOUIS LAFABRIE

#### La situation à Sèvres (Hauts-de-Seine)

A la suite de notre article concernant la préparation des élections municipales à Sèvres (Hauts-de-Seine) (Le Monde du 5-6 décembre), nous avons reçu deux lettres.

La section de Sèvres du parti communiste déplore que « Roger Fajnzylberg se serve de son mandat à la mairie comme d'un tremplin contre son ancien parti », et regrette « la personnalisation à outrance autour d'un seul homme, qui donne une mauvaise image de la gauche ». Elle affirme que, contrairement à ce que nous avons écrit, « le parti communiste a plusieurs militants de qualité qui pourraient assumer cette responsabilité » [celle de tête de liste de la gauche] et qu'il est faux de dire que le P.C. a proposé au P.S. de prendre la tête de cette liste.

De son côté, M. Pierre Antonmattei, au nom de la section de Sèvres du parti socialiste, indique : « Nous n'avons jamais affirmé que la mairie était utilisée au profit de l'opposition ». Les négociations se poursuivent à Montauban et dans d'autres communes du département. On peut se demander si les radicaux de gauche, inquiets de leur perte d'influence, n'ont pas voulu par cette « opération » à Montauban donner une carte maîtresse pour aborder en meilleure position les négociations à Valence d'Agay, dont M. Jean-Michel Baylet est le maire sortant, et à Castelsarrasin, dont le maire sortant est M. Boé, M.R.G.

Dans le département du Tarn, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche pourraient bien s'opposer au premier tour dans la ville de Gaillac. C'est M. Charles Pestre, député socialiste de la troisième circonscription, qui conduira la liste d'union de la gauche contre le maire sortant, M. André Saux, sans étiquette. Mais M. Maurice Issaly a fait savoir qu'il conduirait une liste M.R.G. autonome. A Lavaur, M. Jacques Esbardi, maire sortant M.R.G., a manifesté l'intention de conduire une liste commune avec les représentants du R.P.R. et des personnalités modérées. Sans démentir vraiment, M. Jean-Michel Baylet précise que la liste du M.R.G. n'est pas ouverte au R.P.R., mais à des gaullistes de gauche. Or, murmure l'attitude du M.R.G. serait, là aussi, la conséquence des élections cantonales : celles de mars 1979, où la droite avait contribué à

[Ces deux réactions contre la « personnalisation à outrance » sont symptomatiques du climat difficile dans lequel se préparent les municipales à Sèvres. Il est, en effet, d'usage courant — dans la presse comme dans le public — qu'une action municipale, bonne ou mauvaise, soit mise à l'actif ou au passif du maire, malgré le détail de la composition du conseil municipal ; et les partis de gauche n'ont pas l'habitude de s'en indigner. C'est donc bien le cas particulier — du maire de Sèvres et non un simple point de doctrine qui suscite ici des commentaires concordants.

Quant à la proposition faite par le P.C. de céder la tête d'une liste commune au P.S., elle est bien réelle, même s'il ne s'agit pas de la position « officielle » du parti communiste. — F.R.]

#### ● TARN, TARN-ET-GARONNE : les séquelles des élections cantonales

De notre correspondant

Toulouse. — Dans plusieurs départements de la région Midi-Pyrénées, la majorité présidentielle cultive la dissonance. Dans ce berceau historique du radicalisme, les socialistes, forts de l'élan des mois de mai et de juin 1981, confirmé par le scrutin de mars 1982, ont la concession difficile à l'égard de leurs alliés radicaux. La dernière consultation — les élections cantonales — a laissé quelques souvenirs aigres tant chez les radicaux que chez les communistes. Les uns et les autres ne cachent pas leur amertume, critiquant en coulisse « la boulimie socialiste ».

Dans le Tarn-et-Garonne, un important mouvement de fronde vient d'éclater au sein de la fédération du M.R.G. Sous la houlette de M. Pierre Tajan, sénateur, une partie des radicaux de gauche ont décidé la constitution d'une liste autonome à Montauban. Cette liste, conduite par M. Michel Hamecher, conseiller municipal et conseiller général, pourrait, si elle se maintient, gêner la liste d'union de la gauche que conduira M. Hubert Gouze, député P.S. de la deuxième circonscription et conseiller sortant. M. Louis Delmas, P.S., maire actuel de Montauban et président du conseil général de Tarn-et-Garonne, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

En fait, les radicaux de gauche du département ont très mal vécu la perte, en mars dernier, de la présidence du conseil général. M<sup>re</sup> Evelynne Jean-Baylet, P.D.G. du quotidien régional *La Dépêche du Midi* et conseiller général de Valence d'Agay, avait cédé son fauteuil de présidente à M. Louis Delmas, élu au bénéfice de l'âge face à M. Roger Rignac, conseiller général M.R.G. du canton de Montclar-de-Querquy.

Cette élection a laissé des traces et M. Jean-Michel Baylet, vice-président du M.R.G., député de la deuxième circonscription, ne le nie pas : « Le Tarn-et-Garonne est un département difficile. Après les cantonales, il y a eu des choses dures à avaler ». Tout en admettant que la proportionnelle ne permet guère les regroupements, M. Jean-Michel Baylet affirme que « rien n'est joué ». Les négociations se poursuivent à Montauban et dans d'autres communes du département. On peut se demander si les radicaux de gauche, inquiets de leur perte d'influence, n'ont pas voulu par cette « opération » à Montauban donner une carte maîtresse pour aborder en meilleure position les négociations à Valence d'Agay, dont M. Jean-Michel Baylet est le maire sortant, et à Castelsarrasin, dont le maire sortant est M. Boé, M.R.G.

Dans le département du Tarn, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche pourraient bien s'opposer au premier tour dans la ville de Gaillac. C'est M. Charles Pestre, député socialiste de la troisième circonscription, qui conduira la liste d'union de la gauche contre le maire sortant, M. André Saux, sans étiquette. Mais M. Maurice Issaly a fait savoir qu'il conduirait une liste M.R.G. autonome. A Lavaur, M. Jacques Esbardi, maire sortant M.R.G., a manifesté l'intention de conduire une liste commune avec les représentants du R.P.R. et des personnalités modérées. Sans démentir vraiment, M. Jean-Michel Baylet précise que la liste du M.R.G. n'est pas ouverte au R.P.R., mais à des gaullistes de gauche. Or, murmure l'attitude du M.R.G. serait, là aussi, la conséquence des élections cantonales : celles de mars 1979, où la droite avait contribué à

l'élection à la présidence du conseil général du Tarn de M. Louis Brives, M.R.G., contre le candidat du parti socialiste, M. Billour.

Dans l'Ariège, c'est au sein même du parti socialiste que sont apparus les clivages. A Foix, la section locale du P.S. a décidé de donner son investiture à M. Serge Thiers, conseiller municipal sortant et ingénieur E.D.F. La fédération du parti socialiste, qui a entériné ce vote des militants, se contente d'affirmer que, en dépit d'une gestion irréprochable, M. Olivier Carol, le maire sortant socialiste, est un peu trop âgé (soixante-quatorze ans) pour briguer un autre mandat. Une mission de conciliation a été mise en place. D'autre part, le P.S. poursuit ses contacts avec le parti communiste, dont on dit, dans l'entourage de M. Carol, qu'il n'est pas hostile à la reconduction de l'ancienne équipe municipale.

A Toulouse (Haute-Garonne), la liste d'union de la gauche sera conduite par M. Gérard Bapt, député socialiste de la deuxième circonscription et membre de la commission des finances à l'Assemblée nationale. Cette liste, ouverte à des personnalités extérieures aux partis, réunit des représentants du P.S., du M.R.G., du P.S.U. et du parti communiste. Pour l'instant, la composition exacte n'en a pas encore été arrêtée et les discussions se poursuivent, notamment avec le parti communiste, qui revendique deux ou trois sièges de plus que ce que le P.S. lui a d'abord proposé.

M. Dominique Baudis conduira, à la place de son père, M. Pierre Baudis, maire sortant, la liste d'opposition. « Toulouse pour tous », liste qui vient de recevoir le renfort de M. Marcel Cavaillès, U.D.F., maire adjoint et ancien secrétaire d'Etat. M. Cavaillès, qui avait d'abord manifesté l'intention de présenter sa propre liste, vient de rendre public son « ralliement inconditionnel » à la liste « Toulouse pour tous », sur laquelle figure déjà M. André Lacaze, responsable régional du R.P.R.

S'il est vrai qu'en Midi-Pyrénées la rivalité est parfois âpre entre P.S. et M.R.G., les rapports entre socialistes et communistes ne vont pas sans difficultés. Au P.C.F., on dénonce l'attitude des partenaires socialistes qui ont décidé de présenter leur propre liste dans deux municipalités de la Haute-Garonne dont les maires sortants sont communistes. Le P.C.F. évoque également le cas de Revel, une municipalité d'union, où les socialistes refusent sur leur liste la présence des communistes, qui comptent pourtant trois conseillers sortants. Même refus des socialistes à Tournefeuille et à Colomiers.

En 1977-déjà, M. Alex Raymond, député de la quatrième circonscription de la Haute-Garonne, président du conseil régional de Midi-Pyrénées et maire de Colomiers, n'avait pas accepté la présence de communistes à ses côtés. M. Jean Peyrafitte, sénateur de la Haute-Garonne et maire, P.S., de Bagueres-de-Luchon dans les Hautes-Pyrénées, refuse, lui aussi, la présence des communistes sur sa liste. « Partout où le P.S. a besoin de nous, il n'y a pas de problèmes, explique le secrétaire de la fédération de la Haute-Garonne du P.C.F., « ailleurs les socialistes semblent vouloir des primaires. Mais nous continuons à négocier et nous le ferons jusqu'à la dernière minute avant le dépôt officiel des listes ».

GÉRARD VALLES

## Le Monde

DIMANCHE

Dans son numéro du 19 décembre

### Les forçats du petit commerce

On espère la liberté et la prospérité. Certains ne trouvent que l'esclavage et les dettes

Enquête de Patrick Banquet

### Comme son nom l'indique

Le calembour : une méthode de recherche pour l'ethnologue

Par Jacques Meunier

## l'Astrolabe

menu à 130 F (sc)

et "Grande Carte"  
dîner aux chandelles  
• piano •

Chef de cuisine  
Serge Bonis  
40, rue La Pérouse  
75116 Paris

500.83.47  
téléphone  
dimanche et jours fériés  
Salons jusqu'à 20 personnes  
Parking facile



# POLITIQUE

LE SÉJOUR DE M. MERMAZ A LA MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE

## La décentralisation pourra-t-elle débloquent la société antillaise ?

Fort-de-France. — Au cours du séjour qu'il a effectué à la Guadeloupe et à la Martinique du 10 au 14 décembre, M. Louis Mermeas, président de l'Assemblée nationale, a pu appréhender la complexité de la situation politique et économique des Antilles françaises. Venu pour s'informer et pour expliquer que les retards que connaît la mise

en place de la décentralisation outre-mer, du fait de la décision du Conseil constitutionnel, ne remettent pas en cause la détermination du gouvernement, M. Mermeas a mesuré à quel point le projet de la gauche pour les départements d'outre-mer a fait maître à la fois des espoirs et des inquiétudes.

Il a donc efforcé de conforter les uns et de rassurer les autres. Le président de l'Assemblée nationale a estimé que le Conseil constitutionnel a allé « au-delà de ses prérogatives » en se substituant en partie au Parlement, et il a souligné que les membres de cette instance seront prochainement renouvelés dans les prochains mois. Il a surtout

insisté sur la volonté de la gauche de favoriser l'émergence d'une « nouvelle citoyenneté » antillaise dans le respect des spécificités guadeloupéenne, martiniquaise, notamment culturelles. Pour M. Mermeas, le 20 février, date des élections régionales, marquera le début de la « politique du chan-

Quatre jours, c'est sans doute trop peu pour saisir toute l'étendue du mal, mais c'est suffisant pour fixer dans son esprit un certain nombre de repères. Et puis, à trop vouloir se plonger dans les querelles locales, on risque de perdre de vue l'essentiel.

Deux jours passés à la Guadeloupe, puis deux jours à la Martinique, ont donc permis à M. Mermeas d'entrevoir une certaine réalité antillaise : de comprendre qu'ici la décentralisation reste à achever, de se rendre compte que la politique suivie par les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République, tout en apportant à la population un certain type de progrès, a eu des effets pervers. Pour plusieurs raisons, notamment en ce qui concerne les rapports de forces politiques dans chaque île, la situation de la Guadeloupe et celle de la Martinique ne sont pas identiques. Pour d'autres, plus profondes, c'est-à-dire historiques, les deux départements connaissent les mêmes difficultés : à assumer leur propre avenir, précisément parce que, jusqu'à présent, leur avenir se concevait, exclusivement et délibérément, au rythme des subventions que leur octroyait la métropole.

Comment passer d'une société d'assistés à une société de production ? M. Mermeas a pu se rendre compte, au travers des entretiens et des réunions de travail qu'il a eues avec les représentants du secteur socio-économique, mais aussi avec ceux des conseils généraux et régionaux des deux départements, que l'émergence d'une mentalité politique, quant à la nécessité pour les Guadeloupéens et les Martiniquais de se lancer, en quelque sorte, à la reconquête de leur marché intérieur, n'empêche pas la survivance d'une certaine dépendance.

Le président de l'Assemblée nationale a résumé sur ce point ses interlocuteurs, tout en précisant : « Des aides de l'Etat devront dorénavant contribuer au réajustement plutôt qu'à préserver des situa-

tions acquises. » Dans son discours à la mairie de Fort-de-France, lundi 13 décembre, M. Mermeas a ainsi insisté sur la nécessité de faire en sorte que « les importateurs cessent de dicter leur loi aux producteurs locaux (...), de mettre fin à certains privilèges, survivance, à la fin du vingtième siècle, du très ancien pacte colonial ». Aux Antilles, il proposait, pour alléger qu'il puisse apparaître, était transparent, et chacun a reconnu une mise en cause des « Blancs créoles ». Combien sont-ils ? Environ deux mille cinq cents à la Martinique, près de trois mille cinq cents à la Guadeloupe ? Peu importe au fond. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que la communauté blanche créole, qui exerce surtout influence à la Martinique, tient tous les leviers de l'économie antillaise. Parce qu'ils dominent l'import-export et qu'ils possèdent la plupart des terres agricoles (à la Martinique une vingtaine de propriétaires contrôlent 80 % de la production de sucre de canne), les békés imposent une économie d'assistance fondée essentiellement sur le négoce. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que la plupart des marchandises de consommation courante vendues dans les grandes surfaces de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France proviennent de la métropole. Même les tomates sont importées !

### Un niveau de vie artificiel

M. Mermeas s'est étonné de voir qu'en Guadeloupe le sucre en morceaux est importé alors même que ce département exporte une partie de sa production sucrière en Martinique où, elle, n'arrive pas à l'autosuffisance (une production de 2 500 tonnes en 1982 pour une consommation intérieure d'environ 13 000 tonnes). Dans l'île de Marie-Galante, la population survit grâce à l'usine sucrière de Grand-Anse, la Soumag. Cette usine, qui est dans un état vétuste, produit

14 000 tonnes de sucre par an. Pour être rentable, il faudrait qu'elle en produise 18 000 tonnes, ce qui nécessiterait millions d'investissements. La mécanisation en canne est toujours coupée au « sabre ». Comme les quatre usines sucrières du département, elle est victime de carences de rendement, d'une productivité chiquée, irrégulière. La surface exploitée de canne tend, par là, à régresser. Comme la Martinique, le principal problème est donc le développement du secteur industriel. La part de l'industrie dans le PIB de la Guadeloupe (5,5 milliards de francs) se situe entre 8 et 10 %, et le secteur tertiaire représente 70 % (chiffres de 1980).

Les départements antillais ont ainsi une caractéristique : proches des pays développés du point de vue social (niveau des salaires, protection sociale), ils s'apparentent aussi aux pays en voie de développement sur le plan économique (faiblesse de l'appareil de production, déficit de la balance des échanges). Le niveau de vie de leurs habitants est donc largement artificiel.

Les pouvoirs publics s'efforcent de développer le secteur des petites et moyennes industries, l'agriculture vivrière, et de mettre en place une réforme foncière : il s'agit qu'une partie des terres appartenant aux gros propriétaires soit mise à disposition des jeunes, à la vente ou à la location, au dix-huitième de la SAFER de la Guadeloupe a acheté 18 000 hectares, celle de la Martinique 1 000 hectares. Dans ce dernier département, il est vrai, les gros propriétaires sont la plus et la plus belle terre de l'administration de la Martinique. Aussi, la Martinique, le préfet n'hésite plus aujourd'hui à convoquer ces gros propriétaires pour les inciter à céder une partie de leurs terres. Cette

politique peut-elle, à terme, favoriser une redistribution de la domination d'une caste sociale (la communauté blanche créole) à une autre ? Rien de moins sûr. Au-delà de leur pouvoir économique, les békés exercent un pouvoir d'ordre psychologique sur les populations martiniquaise et guadeloupéenne. Les yeux du béké brûlent les yeux du nègre : ce dicton créole recouvre encore une certaine réalité. Les Antillais ne croient pas vraiment que ce système social, qu'ils ont toujours subi, puisse être un jour remis en cause. Ce fatalisme explique pour une part les difficultés que rencontre le gouvernement pour faire comprendre à la population qu'un autre type de développement est possible.

### Quelles compétences ?

Au cours de son séjour, M. Mermeas a été revenu à plusieurs reprises sur ce sujet, affirmant que c'est d'abord aux Martiniquais et aux Guadeloupéens de prendre en charge leur propre avenir. Le président de l'Assemblée nationale a longuement expliqué en quoi la mise en œuvre de la décentralisation permettra d'envisager pour les départements d'outre-mer un autre avenir que celui fondé sur une « assimilationnisme » pur et simple ou sur l'« indépendance » c'est-à-dire l'indépendance par le blocage de la vie politique, se traduisant souvent dans les mouvements indépendantistes.

A la Guadeloupe comme à la Martinique, les représentants des formations de droite ne sont inquiétés des intentions prises au gouvernement de répondre à la décision du Conseil constitutionnel en matière des pouvoirs du conseil général, au profit de l'Assemblée régionale. M. Mermeas s'est gardé de s'avancer sur cette question délicate, indiquant seulement qu'elle sera

tranchée par le texte sur les transferts des compétences dans les départements d'outre-mer, qui ne sera examiné par le Parlement qu'après les élections régionales du 20 février. L'Assemblée régionale, si elle est simplement indiquée, aura, par rapport aux conseils régionaux métropolitains, des prérogatives accrues. Elle sera « puissante ».

M. Césaire, député appa- P.S., maire de Fort-de-France, a même souligné : « Rien ne nous empêchera de donner à notre Assemblée des pouvoirs considérables, excédant les compétences actuelles, quel que soit ce point de vue ». La gauche antillaise, le gouverne- ment ne saurait amputer le conseil général de la plupart de ses prérogatives, sans peine à risquer de subir une nouvelle décision du Conseil constitutionnel. Tout au plus peut-il envisager de transférer aux conseils régionaux les compétences

spécifiques des conseils généraux des DOM, résulterait du seul décret d'avril 1980. Il suffirait pour cela de transformer les dispositions relatives à ces conseils (pouvoir d'initiative de conseils) en dispositions législatives. De même, le conseil des socialistes martiniquais et guadeloupéens prévoit l'incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional (ce qui ne prévoit pas le texte que les députés ont adopté mercredi 15 décembre), risquant fort d'être jugé inconstitutionnel, dans la mesure où cette incompatibilité n'est pas prévue pour la métropole. Les projets sur le statut de l'élu local et sur le cumul des mandats, que le Parlement devrait examiner en 1983, pourront peut-être prévoir cette incompatibilité. En l'absence de celle-ci, il y a peu de chances qu'intervienne ce fameux « renouvellement du personnel politique », qui était l'un des objectifs du gouvernement.

La gauche peut-elle gagner les élections régionales ? A la Guadeloupe elle est majoritaire en voix (mais non en sièges), un scrutin à la proportionnelle peut y contribuer bien que le parti socialiste ne dispose ni d'un appareil suffisant ni de cadres bien formés. A la Martinique, les choses sont sans doute plus difficiles. Devant l'état du parti socialiste martiniquais (P.S.M.), le P.S. métropolitain s'est engagé aux côtés du P.P.M. (parti progressiste martiniquais) d'Alain Césaire, bien que celui-ci soit aujourd'hui un conglomérat de courants, et les tendances indépendantistes et indépendantistes ne sont pas absentes. M. Salpêtrier, premier secrétaire fédéral du P.S.M., n'envisageait-il pas de reprendre au compte de la gauche le terme de « largage », pour dynamiser l'électorat ? Les communistes, qui avaient approuvé le projet d'assemblée unique rejeté par le Conseil constitutionnel, ne sont pas non plus de nouveaux projets : le P.C. martiniquais l'a rejeté, le P.C. guadeloupéen hésite sur la conduite à tenir.

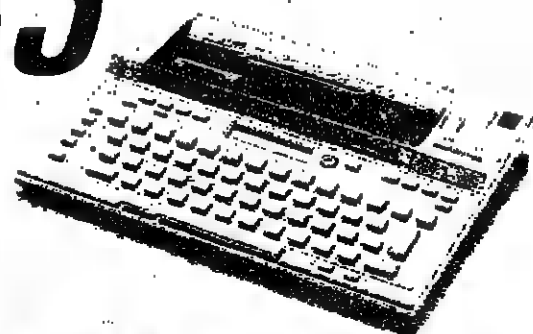
La gauche antillaise apparaît aujourd'hui comme une société bloquée, par la poids des habitudes et des situations acquises et par l'imbrication de l'économie et la politique. Si la gauche veut mettre fin au poids de la dépendance, elle devra donner des réponses politiques. Parce qu'il n'est pas sûr qu'une Assemblée régionale soit puissante — y suffit.

LAURENT ZECCHINI.

EXCLUSIF

De pistes pourries en autoroutes somnifères, mon 15 tonnes et moi, on a vu du pays. Un jour, entre le Koweït et le Qatar, j'ai pigé y'a pas que le bitume, y'a aussi la littérature. Depuis, j'emporte à chaque voyage ma Brother EP-20 : 15 tonnes plus 2,3 kg, ça devrait rouler à fond la caisse direction best-seller.

## J'AI ECRIT "LES QUINZE TONNES EN FOLIE" AVEC 2 KILOS 3



Extra-plate (4,5 cm), ultra-légère (2,3 kg) toute petite (32 cm x 22,5 cm) la nouvelle machine à écrire Brother EP-20, c'est l'électronique au bout des doigts. Les

performances du clavier miniature égalent celles de machines à écrire les plus sophistiquées : tabulation, correction à l'affichage, impression sur 16 caractères, fonction calculatrice, clavier de symboles scientifiques. Et le tout, en silence : sa matrice thermique imprime avec un mini-cassette ruban

brother EP20

directement, sans bruit de frappe ni moteur. Difficile de résister au charme de cette merveille (surtout pour 1800 francs) ! Elle ne s'arrête jamais : elle fonctionne à pile ou secteur. Elle vient chez Brother, 1, rue Étienne Marcel 1<sup>er</sup> et chez tous les revendeurs Brother.

L'ECRITURE ELECTRONIQUE PASSE-PARTOUT

\* Prix conseillé TTC en option



# POLITIQUE

## L'ASSEMBLÉE NATIONALE ADOPTE LE PROJET SUR LA DÉCENTRALISATION OUTRE-MER

### Transfert et conflits de compétences

La mise en place de la décentralisation dans les départements d'outre-mer risque de subir quelques retards, au moins quant à la procédure. Après la décision du Conseil constitutionnel frappant de nullité le projet instituant une assemblée unique D.O.M., le gouvernement a rapidement en déposant un nouveau projet à l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 15 décembre, pratiquement sans modification. Mais l'opposition a fait une nouvelle fois le Conseil constitutionnel, estimant que certaines dispositions sont contraires à la Constitution. L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 15 décembre, pratiquement sans modification, le projet de loi instituant une assemblée unique D.O.M., le Conseil constitutionnel, estimant que certaines dispositions sont contraires à la Constitution.

Corse, le Conseil constitutionnel a déclaré inconstitutionnel. L'opposition estime, d'autre part, que l'article 9 opère un glissement du statut des D.O.M. vers celui des T.O.M. Le Conseil en jugea.

met - gravement - en cause l'ancien président de la République, ainsi que les neuf membres du Conseil. Il se trouve qu'un gouvernement on affirme connaître le son d'un moins deux départements d'outre-mer qui auraient reçu de telles assurances de la part de M. Giscard d'Estaing. A la Martinique et à la Guadeloupe, où M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, vient d'effectuer un voyage officiel (voir page 11), on se déclare convaincu que le Conseil constitutionnel ne s'est pas prononcé en droit, mais en fonction de préoccupations d'ordre politique.

tion de faire en sorte que l'assemblée régionale se tienne la part du lion. M. Césaire (app. P.S.), avec humour, a répondu, mercredi, aux alarmes des représentants des groupes R.P.R. et U.D.F. : les conseils généraux auront « tous les pouvoirs du droit commun », c'est-à-dire exclusivement ceux des conseils métropolitains. Ce qui est une confirmation de ce que les départements d'outre-mer ont obtenu.

Mercredi 15 décembre, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer. Le projet de loi, après la décision du Conseil constitutionnel déclarant non conforme à la Constitution le premier projet de loi du gouvernement qui instituerait dans chaque département d'outre-mer une assemblée unique, le texte soumis aux députés, tout en maintenant l'existence du conseil général, prévoit que les régions d'outre-mer en collectivité territoriale de plein exercice. Chaque conseil régional sera élu au scrutin proportionnel.

capitation dans laquelle, elle, le gouvernement présente un nouveau projet qui organise les élections régionales dans les DOM. Le texte traduit une estimation, estime-t-elle, des préoccupations des gouvernements. M. Soisson critique plusieurs articles qui, de son point de vue, sont contraires à la Constitution : l'article 8 (initiative des conseils régionaux en matière législative), l'article 9 (avis des conseils régionaux sur les projets d'accord de coopération). Ce dernier article, en organisant « un glissement du statut des DOM vers celui des TOM », révèle, selon lui, les « véritables intentions » du gouvernement.

tion de gauche dans l'outre-mer. M. Lelièvre (P.S., Guadeloupe) souligne que, si on ne prévoit pas l'incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional, il n'y aura pas dans les DOM de véritable renouvellement de personnel politique. La droite, insiste-t-il, est prisonnière des « lobbies coloniaux ».

Dans tous les cas de figure possibles (que ce soit la gauche ou la droite qui détienne la majorité dans les conseils régionaux), on risque donc d'aboutir à un conflit de compétences entre les conseils régionaux et généraux. La situation politique de ces départements ne va pas s'en trouver améliorée.

LAURENT ZECCHIN

#### PREMIER

11 h 30 : Les députés adoptent le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer.

#### DEUXI

20 h 30 : Les députés adoptent le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer.

#### PREMIER

11 h 1 : Les députés adoptent le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer.

#### DEUXI

12 h 1 : Les députés adoptent le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer.

#### TR

18 h 1 : Les députés adoptent le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer.

### Les députés adoptent en seconde lecture la loi de finances pour 1983

Mercredi 15 décembre, l'Assemblée nationale entreprend la discussion en seconde lecture du projet de loi de finances pour 1983. Le Sénat ayant repoussé le 12 décembre l'ensemble du texte, la commission mixte paritaire n'a pu aboutir à un accord. Les députés débattent donc du projet tel qu'ils l'avaient adopté en première lecture.

L'Assemblée commence par repousser par 327 voix contre 111 une question d'irrecevabilité posée par M. Alphonse (U.D.F., Maine-et-Loire) : ce dernier avait notamment estimé que le retard dans le dépôt d'un document relatif à l'utilisation du système de prélèvement sur le budget de l'Etat pour la contribution des collectivités nationales aux caisses chargées d'indemniser leurs anciens actionnaires rendait le projet contraire à la Constitution. M. Bêche (P.S., Doubs) et M. Fabius, ministre délégué au budget, lui avaient répondu qu'au moins pour les deux premiers points il s'agissait de pratiques anciennes qui n'avaient jamais été jugées anticonstitutionnelles.

Par rapport au projet qu'elle avait voté en première lecture, l'Assemblée a adopté, mercredi, les modifications suivantes :

- Barème de l'impôt : Les contribuables invalides qui sont célibataires, divorcés ou veufs qui ont un ou plusieurs enfants à charge bénéficieront d'une demi-part supplémentaire. Pour les professions libérales, le seuil au-delà duquel il leur est pas possible d'adhérer à un centre de gestion agréé est relevé de 20 % ; la limite du bénéfice imposable au-delà de laquelle l'abattement est ramené de 10 % à 15 % passe de 150 000 à 165 000 francs.

L'abattement de 1 000 francs sur les revenus d'obligations est généralisé à tous les contribuables. De même l'Assemblée supprime les limites posées à première lecture sur le prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu pour les personnes physiques disposant de capitaux placés en compte courant d'associés. A la demande du gouvernement, elle rétablit, pour l'imposition, les plus-values, le gouvernement qui avait modifié par un amendement de la commission des finances la première lecture l'avis de M. Fabius.

- Taxation des assurances : A la demande du gouvernement, la « détermination » (le Monde du

### Precipitation

Dans la discussion générale, l'opposition dénonce d'abord le projet de loi portant organisation des régions d'outre-mer.

30 octobre 1982) est étendue à tous les contrats, y compris ceux souscrits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982. L'Assemblée fait bénéficier de l'exonération la taxe sur les assurances d'assurance-vie des souscrits par une entreprise pour « satisfaire à la convention collective ou à l'accord d'entreprise » résultant de l'ensemble d'un nombre significatif de salariés de l'entreprise.

- Contribution des syndicats : Le gouvernement propose d'obtenir la suppression du prélèvement créé en 1971 sur les salaires des syndicats administrateurs judiciaires. En compensation, les tarifs des droits fixes minimaux d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière sont augmentés.

- Redevance des sociétés nationales : Le projet de loi de l'industrie et des banques : un amendement du gouvernement précise qu'il s'agit d'une « imposition » qui « fixe au prorata des bénéfices » dus à l'Etat.

- T.V.A. des régions : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1983, les établissements publics régionaux bénéficieront du droit de compensation de la T.V.A.

- Titularisation d'enseignants : par 156 voix (R.P.R. et U.D.F.) contre 0 (le P.S. et le P.C. ne prenant pas part au vote), l'Assemblée repousse un amendement du gouvernement - qui avait reçu un avis défavorable à la commission des finances - prévoyant que la nomination d'assistants se fait « après avis du conseil de l'établissement affectataire ». En revanche, elle accepte un amendement gouvernemental - repoussé par la commission - réservant cinquante postes d'enseignants dans le supérieur à des non-titulaires actuellement en

### IMPROMPTU ÉLECTORAL

Il était minuit, l'Assemblée discutait de la loi de finances pour 1983. Soudain, M. Quilès, député de la Seine-Saint-Denis, a demandé la parole.

Que venait-on de faire là le soir d'Etat ? La sécurité publique ? Tout simplement répondre au candidat socialiste à la mairie de Paris, qui s'enquerra, l'occasion de la discussion des dépenses ordinaires des services civils de l'Etat, de la sécurité dans le métro parisien et jugerait indispensable d'augmenter les effectifs de la police.

M. Fabius, ministre de l'Intérieur, a répondu que la sécurité publique était une préoccupation constante du gouvernement. Il a souligné que la loi de finances pour 1983 prévoyait une augmentation de 10 % des crédits affectés à la police nationale.

M. Fabius a également souligné que la loi de finances pour 1983 prévoyait une augmentation de 10 % des crédits affectés à la police nationale.

M. Fabius a également souligné que la loi de finances pour 1983 prévoyait une augmentation de 10 % des crédits affectés à la police nationale.

M. Fabius a également souligné que la loi de finances pour 1983 prévoyait une augmentation de 10 % des crédits affectés à la police nationale.

### AU SÉNAT

● Aide judiciaire : projet adopté.

● Organisation administrative et électorale de Paris, Marseille et Lyon : nouveau refus.

● Formation des artisans : projet voté à l'unanimité.

Le Sénat a adopté, mercredi 15 décembre, à main levée, le projet de loi relatif à l'aide judiciaire. Ce texte, a indiqué le garde des sceaux, M. Badier, complète la loi de 1972. Il accorde, par une simplification de la procédure, le fonctionnement de l'aide judiciaire et prévoit l'indemnisation des commissaires d'office, qui jusqu'ici à la charge exclusive des avocats.

Le projet de loi relatif à l'organisation administrative et électorale de Paris, Marseille et Lyon a été repoussé par le Sénat. Le projet de loi relatif à la formation des artisans a été adopté à l'unanimité.

### La formation des artisans

En séance de nuit, le Sénat a adopté avec quelques modifications le projet de loi relatif à la formation professionnelle des artisans. L'amendement le plus important, l'initiative des rapporteurs, MM. Le Breton (Un. cent.) et Morbihan (Gauche dém.) prévoyait la possibilité pour les collectivités locales de compléter par des subventions le financement de la formation. Ce texte, présenté par M. Delais, ministre du commerce et de l'artisanat, avait été adopté à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Le Sénat l'adopte aussi à l'unanimité.

pour f  
écon

LAURENT ZECCHIN

tion de gauche dans l'outre-mer. M. Lelièvre (P.S., Guadeloupe) souligne que, si on ne prévoit pas l'incompatibilité des mandats de conseiller général et de conseiller régional, il n'y aura pas dans les DOM de véritable renouvellement de personnel politique. La droite, insiste-t-il, est prisonnière des « lobbies coloniaux ».

Dans tous les cas de figure possibles (que ce soit la gauche ou la droite qui détienne la majorité dans les conseils régionaux), on risque donc d'aboutir à un conflit de compétences entre les conseils régionaux et généraux. La situation politique de ces départements ne va pas s'en trouver améliorée.

LAURENT ZECCHIN

### Au conseil des ministres

### LA POLITIQUE EN FAVEUR DE LA PETITE ENFANCE

Mme Georges Delfol, la secrétaire d'Etat à la famille a présenté au cours du conseil des ministres, du 15 décembre, une communication sur les orientations de la politique en faveur de la petite enfance. L'Etat politique répond à une double préoccupation : d'une part, assurer l'équilibre démographique de la France et le développement de la natalité ; d'autre part, contribuer à la lutte contre les inégalités. Dans ce esprit, l'Etat engage les mesures suivantes :

1° Un important effort financier. L'Etat à la construction des crèches sera accordé par un crédit de 110 millions de francs inscrits au budget 1983.

Le développement des crèches sera encouragé. L'Etat favorisera la signature de contrats entre les collectivités locales et les associations d'habitants pour la construction des équipements d'accueil.

Enfin, l'Etat soutiendra, notamment dans les petites et moyennes communes, d'autres formes d'accueil comme les haltes-garderies ou des gardes à domicile.

Les parents seront étroitement associés à la mise en œuvre de ces équipements.

2° Favoriser l'épanouissement de l'enfant. Les activités d'éveil et de création seront encouragées et des actions spécifiques seront mises en œuvre pour que les logements, les transports et les équipements soient adaptés aux besoins des enfants.

Enfin, les règles de l'Etat des jeunes seront renforcées.

D'autre part, le premier ministre a rendu compte de son récent voyage et le ministre des relations extérieures, de la réunion du conseil atlantique.

Le ministre chargé du budget a présenté le projet de loi portant règlement définitif du budget 1981. Le projet de loi relatif aux spectacles, le renouvellement des lois commerciales ont été étudiés.

### Nomination

### M. PIERRE MARTIN EST NOMMÉ DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE

[Sur proposition de M. Louis Le Penec, ministre de la mer, M. Pierre Martin, administrateur en chef des affaires maritimes, a été nommé directeur de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) en remplacement de M. José Bellec.

[Né le 4 avril 1932 à Plouzeau (Côtes-du-Nord), M. Pierre Martin est ancien capitaine au long cours. Il a occupé divers postes comme administrateur des affaires maritimes à Saint-Servan, à Saint-Brieuc, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Nantes, à Concarneau, puis à Paris, au secrétariat général à la marine marchande. Depuis novembre 1980, il était directeur des affaires maritimes pour le littoral sud-ouest à Bordeaux.]

ouverture ex



# Pour faire un bon réveillon, économisez sur la table.

Plus on consacre d'argent à un réveillon, meilleur il est. IKEA est d'accord. Plus on dépense pour ses cadeaux de fin d'année, plus ils sont beaux. Alors là, IKEA n'est pas d'accord du tout.

Ainsi, cette table en pin massif naturel, autour de laquelle seront rassemblés tous vos amis les soirs du 24 et du 31 décembre, elle ne vous coûtera que 340 francs chez IKEA.

C'est un exemple parmi les milliers de meubles et accessoires IKEA pour toute la maison. En fait, que ne trouve-t-on pas chez IKEA ? Des prix élevés.

IKEA a un principe : vendre le moins cher possible sans que la qualité en souffre. Pour cela, avant tout des modes de fabrication rationnels. En grande série.

Et en plus, IKEA vous demande de travailler. Juste un peu. Vous emportez vos meubles démontés. Et c'est vous qui les montez. C'est simple. C'est tout IKEA.

IKEA, c'est aussi une foule de petits cadeaux à offrir. Quelques idées : un range-journaux, ou un casier à bouteilles en pin massif. Un cache-pot en porcelaine blanche. Ou les animaux mous dont raffolent vos enfants. Voilà des cadeaux agréables à offrir. Et sans risque ! IKEA échange ou rembourse.

Jusqu'à 15 jours après l'achat en temps normal. Et exceptionnellement jusqu'au 15 janvier, pendant cette période de fêtes.

Chez IKEA, tout est disponible. Même notre magasin, qui sera ouvert le dimanche 19 décembre, de 11 heures à 18 heures.

Décidément chez IKEA, nous ne faisons rien comme les autres.

## NOCTURNES

Jeudi ■ vendredi jusqu'à 22 heures

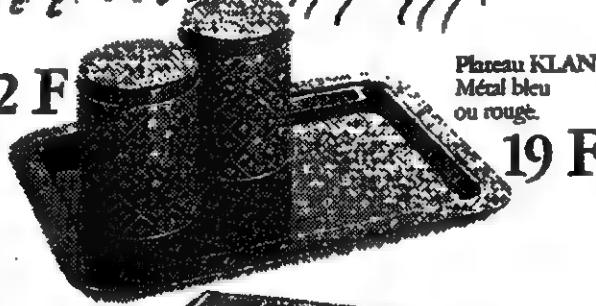
\* Sur les produits de la ligne de produits et articles de la ligne de produits. Tous les produits sont livrés dans l'emballage d'origine.

Tréteau haut KASPER Pin massif naturel. Vernis incolore. Pliable. Fermeture rouge. Haut. 69 cm, larg. 78 cm. La pièce. **165 F**



Boîte KLAN Boîte métal bleu ou rouge. **12 F**

Tréteau JESPER Pin massif naturel. Vernis incolore. Pliable. Fermeture rouge. Haut. 69 cm, larg. 78 cm. La pièce. **145 F**

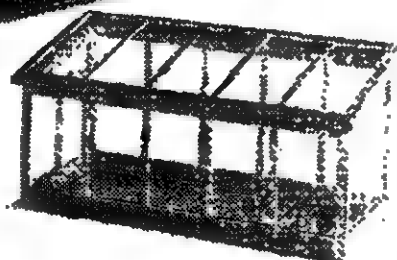


Plaqueau KLAN Métal bleu ou rouge. **19 F**

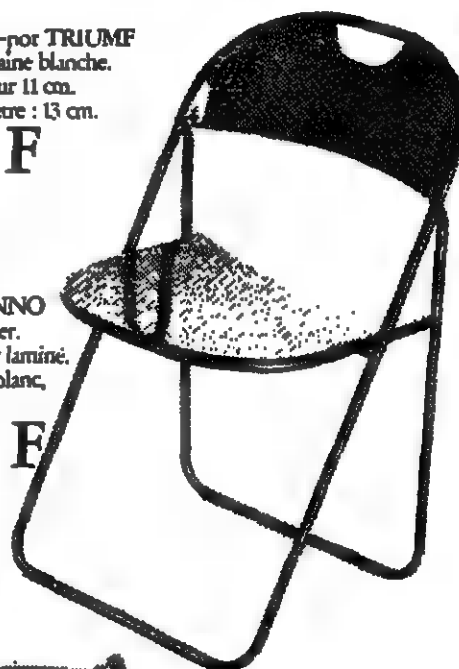
Cache-pot TRIUMF Porcelaine blanche. Hauteur 11 cm. Diamètre : 13 cm. **13 F**



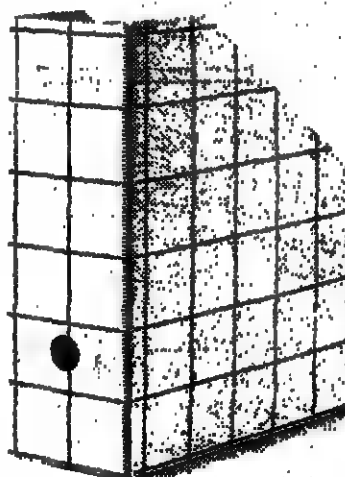
Mini-serre FRO Pin massif non traité et plexiglass. Fond en contre-plaqué perforé. Larg. 50 cm, prof. 20 cm, haut. 20 cm. **125 F**



Chaise pliante KINNO Structure tube d'acier. Assise et dossier fer laminé. Laqué époxy bleu, blanc, orange ou rouge. **95 F**

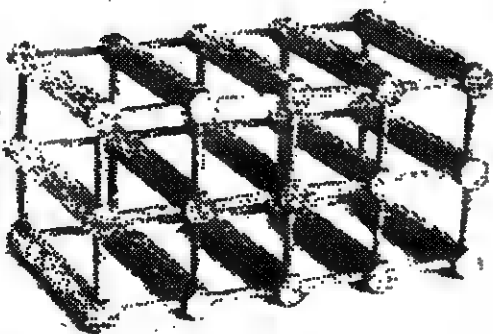


Tréteau bas JONATHAN Pin massif naturel. Vernis incolore. Pliable. Fermeture rouge. Haut. 43 cm, larg. 38 cm. La pièce. **95 F**



7 F Range-journaux SNACK Carton ondulé et plastifié. Blanc à carreaux bleus ou rouges.

Casier à bouteilles RHEN Pin massif non traité. Dim. 23 x 43 x 27 cm. **52 F**

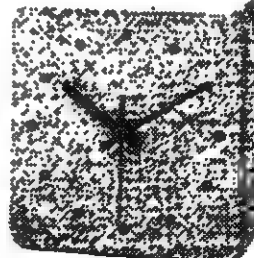


895 F

Table SÖRGÅRDEN Pin massif naturel non traité. 2 abajours. Haut. 70 cm, dim. 66/166 x 80 cm.



140 F Montre LABB Pin massif non traité (19 x 10 cm) ou liège ■ traité (18 x 18 cm).



34, 49, 76 F Animaux mous.



PARIS CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2. TEL : 852.92.95. (A 5 min de la Porte de Pantin.)  
LYON CENTRE COMMERCIAL GRAND-VIRE VAULX-EN-VELIN. TEL : 879.25.26.  
Ouvert lun. au merc. 11 h - 20 h  
jeu et ven. 11 h - 22 h - sam. 9 h - 20 h

Ouverture exceptionnelle dimanche 19 décembre de 11h à 18h.











Pa

(Publicité)

# LA VÉRITÉ SUR LA CHASSE AUX PHOQUES

La chasse annuelle des jeunes phoques dans les eaux européennes et canadiennes s'est méritée une bonne part de l'attention du grand public. Beaucoup de choses répétées par les médias de la chasse sont inexactes et tendancieuses. Par ailleurs, ce qu'ils ont fait cause un sérieux préjudice à l'endroit des collectivités les plus démunies du Canada.

## Voici quels sont les faits :

Les phoques du Groenland et les phoques à capuchon ne sont pas des espèces menacées.

Des scientifiques de cinq pays européens, des États-Unis et du Canada ont unanimement établi dans un rapport que la population du phoque du Groenland de l'Atlantique nord-ouest s'est accrue d'une façon significative au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui la population de ce stock compte au moins 1 500 000 unités. Les renseignements visant la population du phoque à capuchon ne sont pas aussi précis. Mais il n'y a, par ailleurs, aucune indication à l'effet que cette espèce soit en danger. Ce rapport fut préparé par la Commission internationale pour l'exploration de la mer (CIEM) et commandité conjointement par la communauté économique européenne et le Canada.

## Les phoques sont abattus d'une manière humaine

Les scientifiques et les vétérinaires pathologistes ont indiqué à plusieurs reprises que la chasse est menée aussi humainement que sont abattus les animaux des abattoirs européens.

## La chasse aux phoques est rigoureusement réglementée

Au Canada, les agents des pêches du gouvernement vont sur la glace avec les chasseurs pour s'assurer que les règlements concernant la conservation et l'abattage sont bien mis en application.

La chasse aux phoques constitue une part importante du genre de vie et de la culture de plusieurs collectivités de la côte est et de l'Arctique.

Elle constitue une partie significative du revenu de plusieurs chasseurs de la côte atlantique du Canada, et c'est l'une des premières sources de revenu de ces collectivités au cours des pénibles mois de l'hiver. Dans l'Arctique, la chasse aux phoques représente la principale source de revenus.

## Le Canada a proposé :

Le gouvernement du Canada a proposé qu'on établisse une entente internationale sur la chasse aux phoques de l'Atlantique nord afin d'apporter une gestion et une étude expertes à tous les aspects de la chasse aux phoques, qu'elle soit menée dans les eaux de l'Europe ou du Canada.

## Renseignements pour la France :

ATTACHÉ DE PRESSE

AMBASSADE DU CANADA

35, Avenue de Montaigne  
75008 Paris, tél. 723-01-01

## ÉDUCATION

### Les premiers jalons d'une politique de la petite enfance

#### Réapprendre à vivre avec les plus jeunes

Le conseil des ministres du 15 décembre a entendu une communication de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, secrétaire d'État à la famille, sur les orientations de la politique en faveur de la petite enfance et a décidé un premier train de mesures (lire page 35).

La France n'a jusqu'à présent, aucune politique de la petite enfance. Aux actions multiples et parcellaires qui caractérisent ce secteur, M<sup>me</sup> Georgina Dufoux veut substituer une politique globale de nature interministérielle. Les mesures adoptées en faveur des plus jeunes par le conseil des ministres en sont les premiers jalons. « La mise en œuvre d'une politique de la petite enfance, nous a déclaré M<sup>me</sup> Dufoux, ne doit pas se contenter du secrétariat d'État dont j'ai la charge : la promotion de politiques horizontales engage l'ensemble des départements ministériels. » A cet égard, le programme adopté est une réussite puisque plusieurs départements ministériels ont été associés à sa préparation à travers un rapport commun extrêmement taillé (1) et sont, aujourd'hui, concernés par sa mise en œuvre.

M<sup>me</sup> Dufoux a-t-elle pour autant les moyens d'une telle politique de l'enfance ? Incontestablement. Les consignes de rigueur budgétaire de son ministre de tutelle, M. Pierre Bérégovoy, étaient strictes. M<sup>me</sup> Dufoux en présentant ces mesures a évoqué le « redéploiement » des dépenses, le programme envisagé est, notamment pour le budget de l'État, peu coûteux. Cette timidité financière a cependant été compensée par une grande imagination. Ainsi, des crèches, le nombre en France est dramatiquement insuffisant : 69 280 places dans les crèches collectives et 34 120 dans les crèches familiales pour près de 2,28 millions d'enfants de moins de trois ans. L'État ne consacra en 1983 que 30 millions supplémentaires pour la construction de crèches — soit 110 millions au total. A défaut, on encourage les municipalités, dûment informées par une « Petite Enfance dans la commune », à tirer le meilleur exemple, à investir des espaces nouveaux, à créer des « pôles » de crèches « pivot » de l'animation, les locaux collectifs résidentiels, jusqu'alors réservés aux associations, désormais ouverts aux enfants ; les centres de protection maternelle et infantile, ces « lieux de parole » ; encore les haltes-garderies en milieu rural ou ces « caravanes » équipées de toute la logistique, que le ministre propose d'accueillir aux salles des fêtes.

Le fonctionnement des crèches sera en partie pris en charge par les caisses d'allocation familiale grâce aux contrats-crèches (le Monde du 7 mai), auxquels près de 250 millions de francs ont été affectés, condition que les organismes gestionnaires augmentent le nombre de places disponibles. L'amélioration de l'accueil — et non plus de la « garde » — des enfants ne saurait se limiter à ces aspects financiers. Il s'agit avant tout, a rappelé M<sup>me</sup> Dufoux, d'aider les parents à tendre leur rôle de meilleures conditions.

A cet effet, des conseils de parents devront être prévus par les contrats-crèches. Les conditions d'accès des enfants légèrement malades ou légèrement handicapés seront facilitées, encore que ces notions gagneraient à être affinées : « L'enfant légèrement sourd », évoqué par M<sup>me</sup> Dufoux est, en effet, malaisé à cerner à un âge où le handicap s'évalue difficilement.

#### Un environnement favorable

Le sort des personnels de l'enfance est également envisagé par ce programme, qu'il s'agisse de l'amélioration des conditions d'éducateurs de jeunes enfants et de puéricultrices, de la « forfaitisation » de la rémunération des assistants maternels, voire d'un rapprochement des différents professionnels de l'enfance, y compris les instituteurs et agents de service des écoles maternelles.

Encore plus ambitieux est le deuxième volet de la politique proposée : créer un environnement favorable à l'enfant ; changer la vie quotidienne de celui-ci, qu'il s'agisse de ses rapports avec le gardien d'immeuble, par exemple, ou des conditions de son hospitalisation, s'il est malade. « Vivre en ville avec les jeunes enfants », a déclaré M<sup>me</sup> Dufoux, cela peut devenir vite insupportable. Il suffit de penser à ces deux mille accidents mortels, dont 30 % sont de nature domestique, de la noyade à l'étranglement, sur lesquels l'information va être dispensée : à l'enfant, à danger, trop vite décapitulés par le jeune enfant, pour lesquels des bou-

chons plus élaborés vont être conseillés ; à ces logements trop étroits des centres-villes, dont les habitants ont besoin d'aides ; à ces trains sans compartiment pour les jeux des enfants et les biberons des plus petits, dont l'aménagement va être repensé. « Et cela n'est pas fini : rendez-vous fin 1983 », a annoncé M<sup>me</sup> Dufoux, décidée à ce que « notre réapprentissage à vivre avec l'enfant ».

NICOLAS BEAU.

(1) L'Enfant dans la vie, par Nicole Bouyala et Bernadette Rousselle, Documentation française, 45 F.

### Le Syndicat national des lycées et collèges

#### a manifesté pour la première fois depuis 1905

« Même une manifestation il y a des règles », un membre du syndicat de l'éducation nationale ; il n'est pas convenable que des « vigiles insolentes » repoussent violemment en bloquant une lourde porte sur son bras innocent. M. Champion, vice-président du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), qui organisait, le 15 décembre, la première manifestation depuis la création de l'organisation en 1905, nait durement le métier : il ne retrouvait la liberté de mouvement qu'après l'intervention de la force publique représentée par l'adjoint débonnaire du commissaire de police du septième arrondissement.

La coutume, lors des manifestations, est que le ministre de l'éducation nationale, se voit qu'une délégation de cinq membres puisse pénétrer librement pour y déposer une pétition. Le ministre se serait enrichi des revendications de ses adhérents. Leur combat ? Celui des élèves qui ont droit à une école qui leur garantisse la meilleure formation possible, des familles qui souhaitent que les professeurs continuent d'être des « substituts » d'elles, de tous ceux qui sont attachés à un système de liberté (y compris, pour ces enseignants du public, la liberté de l'enseignement privé).

Mais les manifestants, pour cette première, ont voulu après le refus d'audience qu'ils essayent d'entrer en force. Par la force, ils ont été repoussés ; une vitre a été cassée, « pour la première fois depuis mai 1981 », leur a-t-on précisé au ministère.

Tout cela justifiait-il que les manifestants, qui avaient regagné d'eux-mêmes le siège de leur syndicat, se soient interpellés dans la soirée, conduits au commissariat et confrontés à un appariteur du ministère légèrement blessé durant la bousculade ?

N'était-ce pas leur donner des preuves inutiles que « l'écrou de la République est devenue une école partisane » ? — N.B.

### LE PROJET DE RÉFORME DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS

#### M. Savary veut mettre fin au système « reproduisant les anciennes facultés »

Dans une entretiens accordés au quotidien la Croix, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, précise que le rapport de M. Claude Jeantet sur la réforme des enseignements supérieurs est un « rapport interne » qui n'a pas été « stabilisé en vue d'une publication, c'est un bilan, des travaux que M. Jeantet a conduits d'une façon dont je tiens à le féliciter et à le remercier ». Évoquant le projet de loi qui pourrait être déposé à l'Assemblée nationale au début de 1983, M. Savary annonce que « la pluridisciplinarité suppose que soit écarté l'obstacle des unités d'enseignement et de recherche reproduisant les anciennes facultés... L'avant-projet de loi démantèle les unités de formation et de recherche (elles) comprennent des départements de formation et des laboratoires de recherche ; ces unités correspondent à un projet éducatif finalisé et à un programme de recherche ; elles font

appel à des enseignants-chercheurs et à des chercheurs relevant de plusieurs disciplines ».

En ce qui concerne les différents cycles d'études, le ministre affirme que « l'orientation doit avoir sa place à côté de l'acquisition d'une qualification et de l'initiation à la formation et à la recherche. Dans le premier cycle nouveau, il y aura pour l'étudiant une doublement de formation correspondant à un grand secteur professionnel ».

À ce sujet des carrières des enseignants du supérieur, le ministre confirme son choix pour deux corps universitaires, mais souligne « tout ce qui est commun » : accès aux mêmes fonctions, à égalité de dignité pour les maîtres de conférence et pour les professeurs ». M. Savary annonce, enfin, qu'il fera dans quelques jours des propositions plus précises aux syndicats à ce sujet.

#### PÉDAGOGIE ACTIVE SANI

Enseignement privé assuré par une « équipe » d'enseignants POST-BAC : Préparations individuelles Se-PO-HEC, LATH SUP-MEDEC, avec en plus : un enseignement d'INFORMATIQUE intégré pour préparer TOUS CES ÉTUDIANTS ET FUTURS CITOYENS à se mouvoir dans un monde baigné d'informatique, qui ne devront pas subir physiquement les trames variées qui leur sont proposées, qui devront pouvoir dans non à toutes les manipulations d'ordinateurs et ne pas capituler devant un terroriste pseudo-scientifique. (Bull. E.N.)

PRE-BAC : 2 à 7. ABCD, avec toute langue (AR-HEB-RUS-GREC-LATIN), 9 h à 12 h - 14 h à 17 h, et cours particuliers de 17 h à 19 h. Pour préparatoires : sessions spéciales janvier à mai. Écrire : 68, av. d'Alsace, 75116 Paris.

## INDEX ANALYTIQUE Le Monde

11 années disponibles : 1944/45 - 1946 - 1947 - 1948 - 1949 - 1950 - 1951 - 1965 - 1966 - 1967 - 1968

Un instrument de bibliothèque.  
Toute l'information d'une année :

résumée  
analysée  
classée

PRIX DU VOLUME : 900 F  
En vente chez l'Éditeur, à Saint-Julien-du-Sault-Yonne

Sur votre demande et sans engagement de votre part, vous recevrez une documentation complète.

**FRLOBIES.**

Éditeur, 8-10, Place de la Mairie, 89330 St-Julien-du-Sault.

PRE

21

DEL

20

22

PRE

11 h

12 h

13 h

14 h

15 h

16 h

17 h

18 h

19 h

20 h

21 h

22 h

23 h

DEU

10 h

11 h

12 h

13 h

14 h

15 h

16 h

17 h

18 h

19 h

20 h

21 h

22 h

23 h

24 h

25 h

26 h

27 h

28 h

29 h

30 h

31 h

32 h

33 h

34 h

35 h

36 h

37 h

38 h

39 h

40 h

41 h

42 h

43 h

44 h

45 h

46 h

47 h

48 h

49 h

50 h



## JUSTICE

### LA MUTILATION D'UNE FEMME APRÈS UNE CÉSARIENNE

#### Le procès d'une « chirurgie du désespoir »

Brive. — Un accouchement promoué sans problème. Une complication brutale. La mort du bébé attendu. L'ablation, après césarienne, de l'utérus et des ovaires chez une femme de vingt-six ans. Son transfert dans un état critique — un centre hospitalier distant d'une centaine de kilomètres. Une nouvelle intervention, salvatrice. Les séquelles majeures d'une castration. Voilà le scénario dramatique

Le 11 juillet 1978, Geneviève Demonjean, vingt-six ans, est admise à la clinique du Parc que dirige Brive (Corrèze) le docteur Guy Montbazeat. La patiente n'avait pas posé de problème. M<sup>me</sup> Demonjean avait été examinée quatre jours auparavant par le M<sup>me</sup> Montbazeat qui avait conclu à un fœtus viable. Pourtant, en quelques heures, la situation se complique. Elle est la moins l'opinion du docteur Le Balc'h, chirurgien qui remplace pour le docteur Edmond Andrau, l'associé du docteur Montbazeat.

Un hématome rétro-placentaire est diagnostiqué. On décide de pratiquer une césarienne. Le bébé — viable — est extrait. Mais il ne respire plus tard qu'il n'a pas respiré. Par la suite, le docteur Le Balc'h pratique une hystérectomie (ablation de l'utérus) puis une ovariectomie bilatérale (ablation des deux ovaires). Il s'agit, expliquait-il, de juguler une hémorragie catécholaminique — après que le médecin anesthésiste de la clinique ait signalé ne pas disposer d'un matériel suffisant.

Vers midi, l'état de Mme Demonjean est critique. Des membres du personnel s'en inquiètent. Le mari et la famille présents, au courant de l'évolution de la situation, voient leurs offres de sang refusées.

Il faut attendre 13 h 58 pour que le M<sup>me</sup> Limoges-ville distante d'une centaine de kilomètres — soit alerté. Le secours arrive à 16 h 30. Mme Demonjean avec un pouls de cent cinquante pulsations par minute, quatre pinces hémostatiques lui sont appliquées. Des soins sont prodigués durant le transport. A 20 heures, le professeur Jean (service de gynécologie obstétrique, C.H.U. de Limoges) est

qui amenait, le 14 décembre, le docteur Yves Le Balc'h, âgé aujourd'hui de soixante-trois ans, inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné l'incapacité partielle de plus de huit jours », devant le tribunal correctionnel de Brive (Corrèze) présidé par M. Alain Milhet.

L'affaire, qui a été l'ouverture d'une information judi-

#### De notre envoyé spécial

alerté. En une heure, après que dix-sept flacons de sang ont été transfusés à Mme Demonjean, il a été décidé que l'intervention commencée la matinée par le docteur Le Balc'h.

Le professeur Baudet reprendra devant le tribunal les termes de son compte rendu opératoire. Il soulignera notamment que la plaie opératoire n'avait pas été refermée, que le matériel utilisé pour l'hystérectomie était défectueux et que l'arrêt de l'hémorragie n'avait pas été

#### Un dommage

Il précisera aussi que Mme Demonjean ne présentait aucun symptôme biologique ou clinique des troubles de la coagulation allégués par le docteur Le Balc'h. Au total, un témoignage circonstancié, dit le professeur Baudet, était entièrement en accord avec l'air extérieur par l'intermédiaire d'une flaque de sang qui clapotait. De plus, on n'enlève jamais les ovaires d'une femme de vingt-six ans. C'est un dommage grave en tout point comparable à celui qui résulte de la castration d'un homme de même âge.

Le professeur Baudet — ou le M<sup>me</sup> Demonjean — a-t-il, dit le M<sup>me</sup> Demonjean le rapporteur, dit qu'il s'agissait d'une « opération de boucher » ? Que la clinique du Parc s'apparentait à une « boucherie » ? Le professeur Baudet le nie. « Je n'ai pas prononcé une telle phrase, s'écrit-il, et pour une raison simple : cela aurait été imprudent. »

Il y a quelques mois, le docteur Montbazeat, qui avait été inculpé de « non-assistance à personne en danger » bénéficiait d'un non-lieu.

Fatigué, tremblant, visiblement ému, le président, le docteur Le Balc'h, soixante-trois ans, s'est défendu avec difficulté. Sa technique est critiquée. Elle a été décrite en 1934 et « le corps des femmes change pas ». Les rapports d'expertise ? Il y a bloc, produisant d'autres références, d'avis. Son avocat n'a pas jugé utile de demander une contre-expertise.

« Chose d'autant plus étonnante, a déclaré Guitard, procureur de la République, que l'expertise était défavorable, concluant que l'intervention n'avait pas été conduite selon les règles de l'art. » Une expertise, a-t-il ajouté, qui enlève à l'accusé tout espoir de défense.

Pour la défense, les responsabilités n'ont pas été retenues. M<sup>me</sup> Demonjean vivante étant au moment de la bien-fondée de l'action menée par le docteur Le Balc'h. La clinique du Parc n'a pas commis d'imprudence en demandant d'effectuer un remplacement de l'opération. « aux exceptions », qui a été, en 1975 et 1977, directeur d'enseignement clinique à la faculté de médecine de Nice. Si c'est lui qui a eu, elles furent commises par l'anesthésiste — qui avait jugé les provisions de sang insuffisantes, qui, par la suite, s'est écrié faux — ou par les infirmières publiques de Brive ou du Tulle, qui avaient débranché au téléphone — point contesté — que les stocks sanguins étaient

Pour M<sup>me</sup> Marine Gout, avocate des époux Demonjean, les faits mettent en évidence des égarements et manquements graves. Selon elle, on ne peut avancer l'hypothèse d'une querelle d'experts. « Les médecins cités par l'accusé s'étant basés que sur des indications non conformes à la vérité. » Il faut avoir le courage de ses limites, a-t-elle déclaré, et le Corrèze d'aujourd'hui ne ressemble pas à l'Algérie, au Maroc, à la Tunisie qu'il y a quelques années. « Sa carrière le docteur Le Balc'h. »

#### Vieilles et gênantes

M<sup>me</sup> Demonjean n'aura plus d'enfant. La castration qu'elle a subie, contrainant à suivre un traitement hormonal substitutif sans fin. Le couple a vu sa vie se modifier complètement, la thérapeutique suivie au premier pas, notamment, retrouver ses rapports sexuels identiques à ceux d'avant 1978.

Qui est M<sup>me</sup> Demonjean ? Pour l'un des défenseurs de l'accusé, son client « a mené son intervention avec bonheur jusqu'à ce qu'il se soit vu sang ». Pour l'autre, « il faut être humble et ne pas se baser sur un seul rapport ». Pour M<sup>me</sup> Gout, M<sup>me</sup> Demonjean vivante et gé-

« Je ne sais pas, a conclu le professeur Baudet, si j'ai sauvé la vie de M<sup>me</sup> Demonjean, mais je sais que si elle était morte dans mon service, c'est moi qui l'aurais tuée. »

Le procureur de la République a requis une peine d'emprisonnement de six mois assortie du sursis. Le préjudice dans l'attente d'une expertise médicale a été estimé, pour le couple, à 180 000 F.

Jugement le 14 janvier 1983.

JEAN-YVES NAU.

### LES DEUX AFFAIRES JUDICIAIRES DE PARIBAS

#### Une centaine d'inculpés et deux hommes en fuite

Les deux affaires judiciaires de Banque Paris des Pays-Bas sont vraisemblablement jugées en 1983. Les deux affaires, c'est-à-dire « l'énorme » fraude organisée vers la Suisse par l'établissement bancaire et le transfert irrégulier, anecdotique, conséquent, de trente-cinq mille pièces d'or vers le Canada...

Le premier dossier est toujours l'Instruction. M. Jean-Pierre Michau, magistrat instructeur à Paris, dé-

savoir quel prétoire pourra accueillir tant...

#### 35 000 pièces d'or

Le deuxième dossier judiciaire de Paribas, dit M. Latécoère, est de moindre ampleur. L'Instruction est finie. Le « renvoi » en correctionnelle ordonné. L'histoire tient en quelques lignes. M. Pierre Latécoère, fils du célèbre constructeur d'avions, avait hérité, en 1943, de trente-cinq mille pièces d'or (d'une valeur actuelle de millions de francs). Celles-ci reposaient sagement dans les sous-sols du domicile familial, à Ramonville-Saint-Agne (Haute-Garonne), jusqu'au jour, en 1980, où M. Latécoère s'en parla à la Banque de Paris des Pays-Bas. Au début de 1980, les pièces d'or furent transportées clandestinement au Canada. Non, la banque pré-

« commission (3 millions) qu'une plusieurs personnes permettent soustraire des pièces de valeur pour les remplacer par des pièces ordinaires... »

Quatre dirigeants de Paribas — dont M. Pierre Moussa, ancien P.D.G. — la banque — M. Latécoère devraient comparaître devant les magistrats de la deuxième chambre correctionnelle en 1983. Le conditionnel est rigueur puisque M. Latécoère s'est réfugié en Suisse, avec sa famille, fin 1981, que M. Jean Richard, ancien directeur général du service gestion privée de Paribas, l'a suivi, depuis quelques semaines, des voies de la fuite.

Les instructions de la justice de l'administration sont fraudes et sont toujours claires : rapatrier les pièces placées en Suisse. Quelque 70 millions de francs ont été saisis. L'Instruction est à présent presque terminée. En attendant des inculpés, on se préoccupe déjà, au palais de justice de Paris, de LAURENT GREILBAMER.

Stylo WATERMAN habillé d'argent, plume or 18 carats. L'écriture aussi en

# WATERMAN

WATERMAN W



# JUSTICE

## Les plaidoiries au procès du docteur Falk

La seizième chambre correctionnelle de Paris doit statuer le 17 janvier sur le sort du Dr Joseph Falk, anesthésiste, soixante-cinq ans, poursuivi après la mort de trois opérés : M<sup>me</sup> Pitavy en 1976, M<sup>me</sup> Martinez et Blanc en 1979 (*le Monde* 10 décembre). La première audience ayant été consacrée le 15 décembre à l'interrogatoire du prévenu, les avocats des familles des victimes, M<sup>me</sup> Kalfon, Libman et Montigny, ont souligné, le 15 décembre, qu'ils appellent l'« incompétence » de « praticien auquel était confiée la vie des patients ». M<sup>me</sup> Genovève Augendre a réclamé, de son côté, un franc « dommages-intérêts » nom de l'ordre des médecins, également partie civile.

Puis M<sup>me</sup> Georgette Benas, substitut, a requis dix-huit mois d'emprisonnement « sur la base de 30 ans d'umende contre le docteur Falk, dont les défenses, M<sup>me</sup> Garaud, Chastant, ont sollicité la relaxe. Ceux-ci ont évoqué « la loi des séries », trois décès n'étant « leurs » que des accidents, déplorables certes, survenus au cours d'une longue carrière marquée par plus de vingt mille interventions. Et « soulignent que si plusieurs chirurgiens éminents lui avaient accordé « confiance absolue, c'est qu'ils appréciaient hautement ses qualités ».

Les suites de l'affaire Thodoroff. — La cour d'assises de Paris, qui jugeait, mercredi 15 décembre, MM. Elie Cohen, trente-sept ans, et Marchel Lachant, cinquante-deux ans, impliqués dans l'affaire du rapt de l'industriel Guy Thodoroff, le 14 février 1976, a condamné ceux-ci respectivement à dix-sept ans et deux ans de réclusion criminelle pour recel qualifié de la rançon.

Un premier arrêt prononcé l'an dernier (*le Monde* du 8 mai 1981), les condamnant à seize ans et deux ans d'emprisonnement, avait été annulé par la Cour de cassation le mars 1982.

Le secrétaire de l'union locale C.G.T. de Valenciennes (Nord), M. Robert Fromont, ainsi que MM. François Dumes, secrétaire départemental de la C.G.T., et François Padovan, secrétaire du même syndicat à la SOPEP, entreprise fabriquant des barils de forage de pétrole, ont été inculpés, lundi 13 et mardi 14 décembre, de séquestration et d'extorsion de documents par M. Jean-François Bancal, juge d'instruction au tribunal de Valenciennes. Les faits remontent à octobre 1981 lorsque, un délégué C.G.T. de la SOPEP venant d'être licencié, deux cadres de l'entreprise ont été séquestrés un moment et la chambre syndicale de la métallurgie a été occupée par des ouvriers en grève.

## SPORTS

### SKI ALPIN

## Triomphe des descendues françaises à San-Sicario (Italie)

Deuxième épreuve de vitesse de la saison comptant pour la Coupe du monde de ski alpin, la descente de San-Sicario (Italie) a été gagnée, le 15 décembre, par la Française Caroline Attia (1 min. 24 sec. 57), qui signait son premier succès après deux saisons perturbées par des blessures (*le Monde* du 9 décembre).

Conformément à ce qu'avait annoncé l'entraîneur Michel Boyer après la descente de Val d'Isère, les Françaises, qui ont mis à profit une amélioration du temps, ont réalisé une impressionnante tir groupé : Claudine Emonet (1 min. 24 sec. 86) s'est classée deuxième, Catherine Quittet, la championne du monde juniors, quatrième (1 min. 25 sec. 59), Françoise Bozon cinquième (1 min. 25 sec. 68), Marie-Luce Waldmeier dixième (1 min. 26 sec. 38).

Cinq Françaises dans les dix premières d'une descente, cela ne s'était pas vu depuis des lustres. Ce résultat survient au moment où Marie-Cécile Gros-Gaudenier, chef file de l'équipe, est indisponible pour le reste de la saison.

Quelques jours de première série ont protesté les mauvaises conditions qui les gênent, mais la championne du monde canadienne Gerry Soerensen a reconnu qu'il aurait été anormal de les faire.

Au classement général de la Coupe du monde, Caroline Attia (29 points) est en cinquième position derrière l'Américaine Tamara McKinney (65 points), la Suissesse Erika Hess (60 points), l'Autrichienne Elisabeth Kirchler (47 points), Hanni Wenzel, du Lichtenstein (42 points).

## Royale-V diffusion

VEND

ses collections de représentants  
Briquets, stylos et montres  
de grandes griffes françaises

Vendredi 17 et samedi 18  
de 10 heures à 17 heures

5, rue Royale, 3<sup>e</sup> étage. 75008 PARIS. Tél. : 265-10-14

# CARNET

## Naissances

Jean-Louis BORNAND, Michèle MAILLARD, Sarah, Benoit, leurs parents et amis, ont accueilli Alice, le 15 décembre 1982.  
23, rue de la Bourse-Sillingy.

Jacques et Solika CHAMPAGNE LABRIOLLE ont la joie d'annoncer la naissance de leurs fils Antoine, le 10 novembre 1982, 46, rue Chapal, 92100 Levallois-Perret.

## Mariages

Dominique WOHRER et Jean-Pierre SAMUEL ont la joie d'annoncer leur mariage, le 7 décembre 1982, 23, rue de la Bourse-Sillingy, Paris.

## Décès

PIERRE-EUGÈNE GILBERT On prie d'annoncer le décès de M. Pierre-Eugène GILBERT, ancien ambassadeur de France, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre, de la Résistance.

le 11 décembre 1982 dans sa propriété « Les Grands Arbres » à Saint-Nicolas-de-Bligny (Seine-Maritime), à l'âge de soixante-sept ans.

De la part de : M. Erik Gilbert, son fils, M. M. Daniel Gilbert, ses frères et belle-sœur, Et de toute la famille. Selon la volonté du défunt, ses obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité.

131, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.  
64, rue Pierre-Demours, 75017 Paris.

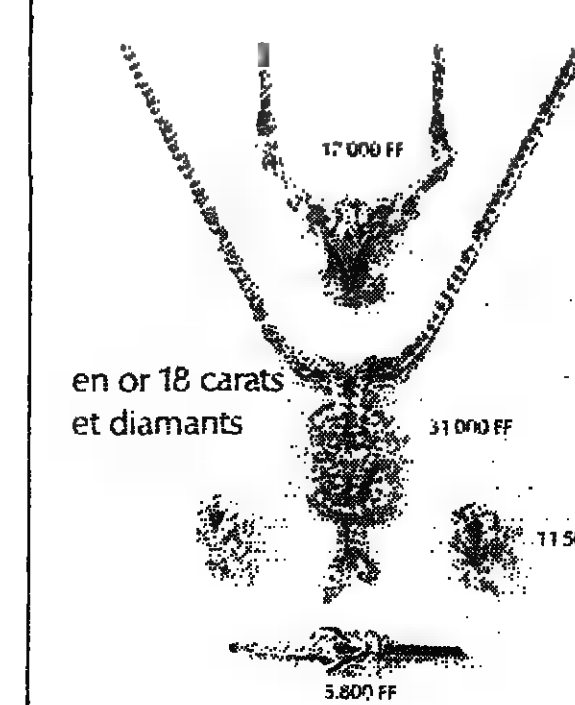
le 11 janvier 1982 à Rozoy-en-Brie (Seine-et-Marne), ancien de plusieurs diplômes en lettres classiques et modernes, en langues orientales et en droit, M. Pierre-Eugène Gilbert était entré à la sous-direction d'Asie des affaires étrangères en 1928. Sa carrière s'est déroulée dans divers postes : directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale.

Devenu diplomate, M. Gilbert fut nommé directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale.

Il fut nommé directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale, directeur des affaires asiatiques à l'Asie-Orientale.

SONA LA MAISON DE L'INDE Boutique officielle du Gouvernement de l'Inde des cadeaux de Bombay, Delhi Calcutta, Madras à Paris 11 rue Saint-Honoré - 75001 Paris

## Le Nœud d'Hercule



en or 18 carats et diamants  
17 000 FF  
31 000 FF  
11 500 FF  
5 800 FF  
ilias LALAOUNIS  
PARIS - 11 RUE SAINT-HONORÉ - PLACE VENDÔME TEL. : 261-53-05  
ATHENS - NEW YORK - GENEVE - ZURICH - TOKYO - HONG KONG

M<sup>me</sup> Jean-Michel Dousselin, son épouse, Ses enfants, Les familles Dousselin, Maurer, Tulas, Lacour, Nicolas et Nerot ont la douleur de faire part de la perte de son époux, de l'âge de cinquante-trois ans, de

Jean-Michel DOUSSELIN, contrôleur de gestion de la Société Leroy-Somer. Les obsèques religieuses auront lieu à l'église Saint-Ausone d'Angoulême le 17 décembre, à 11 heures, 3, chemin de la Garenne, 16000 Angoulême.

Les Moteurs Leroy-Somer ont le regret de faire part du décès, à l'âge de cinquante-trois ans, de M. Jean-Michel DOUSSELIN, contrôleur de gestion de la société.

M<sup>me</sup> Henry Frydman, M<sup>me</sup> Henry Frydman, M<sup>me</sup> Maurice Bojanowski et M<sup>me</sup> Kelly Frydman ont la douleur de faire part de la perte de leur époux, de l'âge de cinquante-trois ans, de M. Henry FRYDMAN, leur époux, père, frère, beau-frère, parent.

Le 14 décembre 1982, Les obsèques auront lieu le vendredi 17 décembre 1982 à 14 heures à l'église Saint-Etienne de Bagneux-Parisien. Les obsèques auront lieu le vendredi 17 décembre 1982 à 14 heures à l'église Saint-Etienne de Bagneux-Parisien.

3, villa Jocelyn, 1, square Lamarine, 75016 Paris. Résidence-Club « La Kasbah », Agadir, Maroc.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

Martine Stregloff, Nicolas Karbasnikoff, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, de l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

M<sup>me</sup> Lucien LARES, directeur honoraire au Sénat, prie d'agréer ses vifs remerciements.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Charles de KINKELIN PELLETAN, survenu, le 15 décembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans. Il a trouvé sa paix après une longue maladie.

## Annales

Économies • Sociétés • Civilisations  
Revue bimestrielle fondée en 1929 par Lucien FEBVRE et Marc BLOCH, publiée avec le concours du C.N.R.S.

Le sommaire du n° 3 - 1982  
L'entraide en Chine rurale : l'intervention communiste, C. Aubert, Y. Cheng, K. Leung - Les socialistes russes et les pogroms de 1881-1883, C.S. Ingelholm.

Analyse économique et modèle social : une ville de Hongrie, M. Demont, G. Granasszoi.  
Grands planteurs du Maryland au XVIII<sup>e</sup> siècle, R. Foster, E.C. Pappafuse - Marronnage et culture servile en Caroline du Sud, P.D. Morgan.

Grécques et idéologie indo-européenne, D. Briquet - La rhétorique dans l'Europe moderne, J. Le Brun - L'Intellectuel et le travail, D. Roche - Les origines des Lumières, R. Haveli.  
Les Etats-Unis - Culturelle (comptes rendus)

Au sommaire du n° 4 - 1982  
La politique énergétique française, L. Puiseux - Placido Tramita, la légende d'Eustache, A. Bourreau - Paganisme, christianisme et merveilleux, C. Lecoutoux - Etude comparative des érudits de (1576-1789), J.-M. Constant - Les poètes à Paris - XVIII<sup>e</sup> siècle, C. Romon - Islamisation et arabisation dans le Bassin tchadien, C. Decobert - La secte contre la prophétie : les Multiplicateurs de Montpellier, D. Vidal - En Allemagne : confession et société urbaine, E. François.

Penser - mal-penser - Indo-Européens, B. Sergent - Pouvoir central - régions dans l'Inde ancienne, G. Fussman - L'Inde coloniale : nationalisme et histoire, C. Markovits.  
L'Islam - ses bordures (comptes rendus)

Le numéro : 50 F  
Abonnement 1982 : France : 100 F - Etranger : 275 F  
même tarif 1983

ARMAND COLIN







# Jean GIRAUDOUX


## Théâtre complet

"Quoi de plus moderne que son obsession de l'entre-deux : entre le ciel et les hommes, l'action et le songe, l'individu et le groupe, la société et l'instinct!"

Bertrand Boncompagni / Le Monde

LA PLEIADE

### Le singe de la montre.



GILLES LAPOUGE  
le singe de la montre

**Lapouge**

Une promenade érudite, mais pleine d'humour. À l'histoire de l'utopie, aux thèmes, les machines et l'architecture qu'elle dresse dans l'imaginaire. Et les inventions qu'elle suscite. 112 pages, 11 F.

**Flammarion**

Editions du Progrès Mir

## Albert Manfred

# NAPOLÉON BONAPARTE

60 F

"Quelle intelligence et quel sens de la nuance historique, quel talent littéraire aussi! Un ouvrage passionnant."

LE MONDE

"Even dans une langue supérieure, une œuvre unique sur l'histoire de notre pays."

L'HUMANITÉ DIMANCHE

Editions du Progrès Mir  
En librairie  
et plus particulièrement à la Librairie du Collège  
3 rue du Buci - 75006 Paris

### L'« affaire » Kosinski déchire la critique américaine

La torche dans le petit américain de la critique littéraire. L'affaire Kosinski a commencé en juin dernier, lorsque le Village Voice a accusé Jerzy Kosinski, l'auteur de *L'oiseau bariolé*, de n'être pas l'auteur de ses livres et d'avoir utilisé les services de la C.I.A. en 1957, lors de son arrivée aux États-Unis, pour faire traduire et publier son premier livre.

Par un très long et très détaillé article de John Corry, le *New York Times* se range aux côtés de Kosinski (1), replaçant les attaques du Village Voice dans la campagne politique anti-Kosinski que mènent depuis dix-sept années les autorités polonaises en général et Wieslaw Gornicki en particulier. Gornicki est cet ancien correspondant de presse polonais longtemps associé aux Nations unies, à New York, et qui devint porte-parole du général Jaruzelski après le coup de force du 13 décembre 1981. Depuis 1986, il poursuit Kosinski de ses attaques dans la presse polonaise, l'accusant allégrement de « plagiat », d'être « un maître chanteur, un menteur et un gigolo ».

La défense — convaincante — de Kosinski a fait réagir *Newsweek*. Sous la plume de Charles Kaiser (un transfuge du *New York Times*), l'hebdomadaire s'en prit non pas à Kosinski mais au directeur du *Times*, Abe Rosenthal, et au responsable du supplément littéraire, Arthur Gelb. Ils sont accusés de manquer d'objectivité, de leur position et de leur système de travail.

Le nouvel angle d'attaque a été aussitôt repris par le Village, qui affirme alors que « Rosenthal et Gelb confondent leurs responsabilités de journalistes et leurs intérêts particuliers ». L'hebdomadaire du village, dont les accusations contre le *Times* ont été relayées par le *Washington Post*, a promis pour bientôt d'autres attaques.

La *New York Times* n'a répondu que par le mépris aux accusations dont il est l'objet, si l'on fait abstraction d'une chronique vengeresse de William Safire, pamphlétaire ultra-conservateur de talent. Kosinski, lui aussi, se tait et se refuse à tout procès, car, dit-il, il a trop défendu la liberté d'expression lorsqu'il était président du Pen-Club américain pour se réfugier aujourd'hui dans les robes des juges. Les accusations portées contre lui n'en ont pas moins blessé cet écrivain à la fois flamboyant et tourmenté, extrêmement secret, dont personne ne peut nier le grand talent.

HENRI PIERRE.

(1) 7 novembre 1982.

### Après la mort de Lucia Joyce

Après la mort de Lucia Joyce (voir le carnet du Monde du 15 décembre), un long martyre prend fin, martyre qui fut douloureusement et tendrement ressenti par son père pendant les dix dernières années de sa vie, et subi en silence résigné par sa mère pendant dix ans encore. Cette jeune fille gracieuse, fine, douce — couramment trois langues — pratiquant avec talent la danse, le piano, le chant, — celle que Joyce, dans un poème souvent nommé « my »

### la vie littéraire

child », à l'âge où la vie appelle, fut frappée de signes à ne pas méconnaître, des troubles psychiques qui lui ont valu plus d'un demi-siècle de séjours dans des institutions spécialisées en France, en Suisse et, depuis 1951, en Angleterre, où elle avait trouvé un foyer médical chaleureux.

On voudrait croire que les visites régulières et amicales que lui rendait Miss Harriet Weaver jusqu'à sa disparition en 1933, et celles de la nièce de Miss Harriet Weaver, Jane Liddardale, auxquelles il faut ajouter d'autres visites et des échanges de lettres avec des vieux amis, auront réussi à apporter un souffle de fiabilité et affectueuse amitié dans ce cruel exil.

MARIA JOLAS.

### Les Prix, une passion bien française

Pour le monde, tout le monde en parle : les prix littéraires illustrent une passion bien française. Après la FNAC, la bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou présente, jusqu'au 10 janvier prochain, une exposition sur cette institution de la vie littéraire. Les organisateurs de l'exposition n'ont pas voulu se situer par rapport à la polémique habituelle : ils veulent seulement inviter le public à une réflexion plus générale sur la place de la littérature dans la société française. De grande panoplie de prix littéraires, l'exposition des principaux prix et leurs conséquences sur la machine éditoriale et la vie des auteurs récompensés. À cet égard, les réponses de sept lauréats et des interviews illustrées par des photos d'Hélène Bromberger ont au préalable ou non avec les prix.

### Pour que les enfants ne soient plus mineurs

« Création pour enfants : le mépris. » C'est ainsi qu'une nouvelle association tente d'attirer l'attention des pouvoirs publics, de la presse et des lecteurs sur le fait que les créations destinées aux moins de seize ans ne doivent plus être considérées comme un genre mineur.

Baptême Astérisque, cette association, que dirige Patrice Wolf, lance un appel « aux journaux, revues, radios, télévisions, pour qu'ils créent, ou développent, des rubriques et des émissions régulières consacrées aux livres, aux spectacles, aux jeux et aux spectacles pour jeunes ». Des centaines de comédiens, de musiciens, d'illustrateurs, de responsables de groupements, ont déjà signé, estimant nécessaire une critique sérieuse sur un genre méprisé. En effet, alors qu'il existe en France un véritable mouvement de création en direction de l'enfance et de la jeunesse, l'information du public — adulte et enfant — est insuffisante au regard du nombre et de la qualité : près de cinq mille titres par an, dont mille huit cents nouveaux, soit plus de 9 % du chiffre d'affaires total de l'édition ; plus de deux cents troupes de théâtre ; une quarantaine de chanteurs professionnels ; deux cent cinquante disques nou-

veaux pour l'enfance et la jeunesse représentant 1 % du chiffre d'affaires total de l'édition phonographique française.

Sans préoccupation commerciale, c'est l'opinion que veut exprimer Astérisque (212, rue La Fayette, 75010 Paris. Tél. : 208-66-60).

### Le retour aux sources de la librairie Fontaine

Avec ses huit magasins dans Paris et 80 000 ouvrages en stock, la librairie Fontaine, dirigée par Christian Bon, est un des plus gros vendeurs de livres de la capitale. Fondée en 1834, passage des Panoramas dans le deuxième arrondissement, elle eut une activité de bibliophilie jusqu'en 1950, année durant laquelle elle choisit, face à l'évolution du marché du livre, de se développer en implantant des librairies de quartier. Toutefois, depuis de nombreuses années, les lecteurs demandaient des Mémoires qui n'étaient plus réédités. C'est pourquoi Nicole Bon a décidé de relancer l'activité éditoriale de la librairie en publiant quatre ou six livres de Mémoires ou de correspondances chaque année, à un prix relativement bas pour des tirages de l'ordre de 2 000 exemplaires, obtenus grâce au circuit direct imprimeur, libraire, lecteur. Mais les confrères de Christian et Nicole Bon pourront aussi se procurer l'ouvrage auprès d'un distributeur (Distique, 9, rue Edouard-Jaques, 75014 Paris. Tél. : 322.82.62).

Le premier ouvrage réédité contient *Les Mémoires de Madame de Mottville*, qui corripent parmi les textes les plus intéressants du dix-huitième siècle, et que Sainte-Beuve compare aux récits du cardinal de Retz et de Philippe de Commines. C'est, à coup sûr, un témoignage de première main sur la régence d'Anne d'Autriche à laquelle elle fut attachée durant vingt-deux ans. (Librairie Fontaine, éditeur, 95, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris).

### Chroniques des états d'âme

Hegel répétait volontiers que la conscience de la vie est la conscience du malheur de la vie. Cette doctrine, dès lors qu'elle est partagée, prend un tour désolatoire. Ainsi, nous apprenons avec soulagement qu'en date du 19 décembre 1985 Léon Bloy écrivait dans son journal : « Nuit d'épouvante et d'agonie » ou que le 30 décembre 1935 Wopff notait : « Mais aujourd'hui, moi à faire, impossible d'écrire un mot. Trop mal à la tête ».

Bien qu'il ne prenne pas au titre de bienfaiteur de l'humanité, Pierre Enckell résumait le « prix de la compassion » pour avoir rassemblé sous forme d'agenda « Les Jours de l'Année ». Ce livre, 141 p., Diffusion en France : Alternative, 36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris) les lamentations quotidiennes de nos meilleurs écrivains. Cette inintermittente complainte, taquée par son auteur même, si elle nous apprend pas à dire de nos maux, permet au moins à ceux pour qui n'est qu'une « dépression » de malheur d'établir jour après jour de subtiles comparaisons avec les états d'âme ou les troubles physiques des gloires de la littérature.

ROLAND JACCARD.

### Vient de paraître

JACQUES KERMOAL, Collinaire  
1939 : les derniers jours d'Antonio Machado. Racontés d'après des documents de l'époque par un maître-écrivain de l'université de Perpignan. Des poèmes, dont un inédit de Salvador Espriu, accompagnent le texte. (Fondation Antonio Machado, Collinaire.)

JEAN MANFRED, Montaigne  
en face de la critique. J.-J. Rousseau, la Transparence, l'Obstacle, les variations qui renouvellent la lecture de Montaigne. (Gallimard, Bibl. Idées, 177 p., 86 F.)

Document  
JACQUES KERMOAL, JEAN DU-FLOT : Les Jours de l'Année. Une enquête sur les manipulations financières des banquiers du Vatican qui ont au jour le jour de Mgr Marcinkus, directeur de l'Institut des œuvres pour la religion, à Calvi, directeur de la banque Ambrosiano, retrouvé pendu au-dessus de la Tamise. (Editions Megrelia, 177 p., 86 F.)

Histoire  
DANIELE LANCU : Les Juifs (1475-1500). De l'invasion à l'expulsion. La montée de l'intolérance à l'époque moderne. (Institut historique de Provence, archives communales, 1, place Auguste-Carlier, 13001 Marseille, 350 p., 90 F.)

ANDRÉ BESSON : Males, l'homme qui fit trembler Napoléon. Une reconstitution de la conjuration menée par Males, qui faillit renverser Napoléon. (Editions France-Empire, 110 p., 11 F.)

### en poche

### Le musée imaginaire de Raymond Roussel

RAYMOND ROUSSEL, quand il publie *Impressions d'Afrique* en 1909, fait insérer en haut de la première page l'avis suivant : « Les lecteurs qui ne sont pas initiés à l'art de Raymond Roussel auront avantage à lire ce livre d'abord de la page 212 à la page 215, ensuite de la page 1 à la page 211. » Une démarche tout à fait dans la manière de l'auteur de *Comment j'ai écrit certains de mes livres* : imiter le mode d'emploi et, en même temps, le procédé de fabrication.

Le livre de poche n'a pas reproduit, pour cette nouvelle édition, le conseil audacieux de l'auteur. Les lecteurs plongeront sans garde-fou dans la deuxième partie. Elle occupe les dix premiers chapitres des *Impressions d'Afrique*. Sur la place des Trophées, un décor héroïque a été planté pour le sacre du roi Talou VII, empereur du Ponoklé, roi du Dreikheff. Tableaux vivants, statues grandeur nature, mystérieuses inscriptions, dispositifs complexes. C'est un musée imaginaire, rempli d'incompréhensibles menaces. Sur cette toile de fond en forme de rébus multiples se déroulent successivement une série de massacres et un spectacle éblouissant : le gala des incompréhensibles, où dominent les monstres, et les machineries saugrenues. Plusieurs miracles concluent cette première partie.

Les explications de ces spectacles, de ces crimes, de ce rassemblement de personnages bizarres viennent donc en deuxième partie, à partir du dixième chapitre. Elles justifient « mathématiquement », dit Roussel, les scènes du sacre. On assiste en fait à un enchevêtrement de récits emboîtés comme des poupées russes où préside une logique qui augmente le délire à mesure qu'elle en fonde les origines : une trahison, un naufrage, des destins croisés, des passions de guignol. Tout cela n'a d'ailleurs pas tant d'importance. Le but explicite, ce sont les machines, fabuleuses matrices de tous les arts, métaphores d'un rêve de création rationnelle, systématique.

*Impressions d'Afrique* n'eut aucun succès. Ce n'est pas un livre que Roussel ne fut admiré, avant son suicide en 1918, que de peu de temps. Ils s'appelaient, ces rares admirateurs, Apollinaire, Breton, Montequiou, Poesia, Duchamp, Michel Leiris, ou Deenon.

Les machines, le langage, les calembours de l'inconscient : comme Jules Verne qu'il révérait, Raymond Roussel est de la race des inventeurs aux intuitions de génie, découvreurs de ces terres hypothétiques où les jeux d'enfance rejoignent les grandes découvertes scientifiques.

GENEVIEVE BRISAC.

\* IMPRESSIONS D'AFRIQUE, de Raymond Roussel. Livre de poche, n° 3 010.

### en bref

LE JURY DU PRIX FRANCE-BELGIQUE de l'Association des écrivains de langue française (ADELF), réuni à l'Université de Belgique, à Paris, a décerné son prix à Jacques Dardès pour l'ensemble de son œuvre. Le jury, présidé par le professeur de littérature, a également décerné le prix de la critique à Jacques Dardès pour son livre *Le Temps d'une réinvention*. Jacques Dardès, après avoir été journaliste, est devenu professeur de littérature à l'Université de la Sorbonne. Il a écrit de nombreux livres, dont *Le Temps d'une réinvention*, *Le Temps d'une réinvention*, *Le Temps d'une réinvention*.

« OBLIQUES », en proie à des difficultés matérielles, a été créé par un comité, très près du pouvoir et de la littérature, qui a pour but de donner un coup de main à la création littéraire. Une publication de soutien vient de se constituer pour soutenir les fonds nécessaires au développement de la revue. L'Université de la Sorbonne a également été sollicitée pour soutenir la revue. L'Université de la Sorbonne a également été sollicitée pour soutenir la revue.

LE PREMIER TITRE DE « FINNEGANS WAKE », de James Joyce (4-000 exemplaires) a été réédité par la Librairie Fontaine. Le livre, qui a été réédité par la Librairie Fontaine, a été réédité par la Librairie Fontaine.

LE JURY DU PRIX DU MEILLEUR LIVRE KIRANDESI a été réuni à l'Université de la Sorbonne. Le jury a décerné le prix à Jacques Dardès pour son livre *Le Temps d'une réinvention*.

LE PRIX DES ENVELOPPES SUISSES INDEPENDANTES a été décerné à Jacques Dardès pour son livre *Le Temps d'une réinvention*. Le prix a été décerné à Jacques Dardès pour son livre *Le Temps d'une réinvention*.

مكتبة الامم المتحدة



# Plaidoyer pour José Giovanni

Les histoires que José Giovanni nous raconte font partie de ce fantastique social cher à Mac Orlan. Elles sont tellement extraordinaires qu'il suffisait de les observer, peut-être de les vivre, pour les relater et en faire des romans. En tout cas, les historiens de la petite histoire pourront toujours y puiser les plus précieux renseignements concernant la période des années noires. Exactement.

Avec son dernier roman, *Un vengeur est passé* (titre westernien s'il en est), [REDACTED] [REDACTED] héros cher à son cœur. Pour plus de sûreté, de rigueur ascétique, il s'appelle tout simplement « l'Homme », comme on dirait *Hombre* en espagnol. Tout commence sur une aire

... l'ombre d'un remords, et la détermination à la fin de sa vie de se faire tuer le dernier coup de fusil.

**ALPHONSE BOUDARD.**  
★ UN VENGEUR NE PASSE, de  
Joël Giovanni ; Ed. Laffont, 213 pages,  
55 F.

## Une sultane française

Do-romanesque en venant en  
vols ! Aimée Dubuc de Rivière est  
liée à la fameuse prophétie d'Euphé-  
mie David : « Tu seras plus que  
royne ! » Pour elle, la pythionèse  
généralise un pouvoir immense, mais  
une vie reculée dans un magnifique  
palais. Aimée embarque de la Mar-  
tinique pour la France : la voici à  
Nantes, où elle débarque en 1785, et  
rebarquette pour son pays natal, lors-  
que la Révolution devient gronde-  
dante. Enlevée par les Barbaresques,  
elle se retrouve à Alger, où *le dey*  
l'offre au sultan de Constantinople,  
Abdoul Hamid, qui en fait sa favori-  
te. Elle a quinze ans. Le vieil  
homme, qui a sa finistère au plaisir

« Est-ce le romantisme extrême de l'aventure qui plaît ? Est-ce le dépaysement ? La vie au ■■■■■ est admirablement rendue ici, les amours folles ■■■■■ les rivalités qui y surgissent, le sang, le poison élégamment versé pour mille vengeances, l'atmosphère ■■■■■ la fois luxueuse et confinée de ces palais ■■■■■ femmes sont-enfermées à perpétuité, ça dort ou infernalement, selon la chance, la beauté, la rouerie, les lois impénétrables du destin.

**GINETTE GUITARD-AUVISTE.**

■ **LA NUIT DU SÉRAIL** ■ M. MICHAL de Grèce. 457 p. Olibet Orban, 75 F.

## Tropes et tripes

Si Sylvie ■■■ reoit et rescoute Céline ■■■, bien qu'elle les trouve trucs ou rétros, c'est qu'ils l' ■■ émotionnent ■■, qu'ils mettent ■■ leurs trucs pas si géniaux ■■ un génie qui ne s'acquiesce par la douleur, la hargne, la ■■■. Ils se sont plongés ■■ dans le cirque jusqu'au cou ■■. Contrairement ■■ simples felseurs, ■■ mesquins, ils ont payé de leur personne le droit de dire n'importe quoi, mieux que d'autres.

**CHAI**  
**LOT**  
**THEATRE • NATIONAL**

**POESIE** Rendez-vous avec  
**ANNIE ZADEK**  
**Grand Foyer** (entrée libre)  
Lundi 20 décembre à 20h30. 727 8115

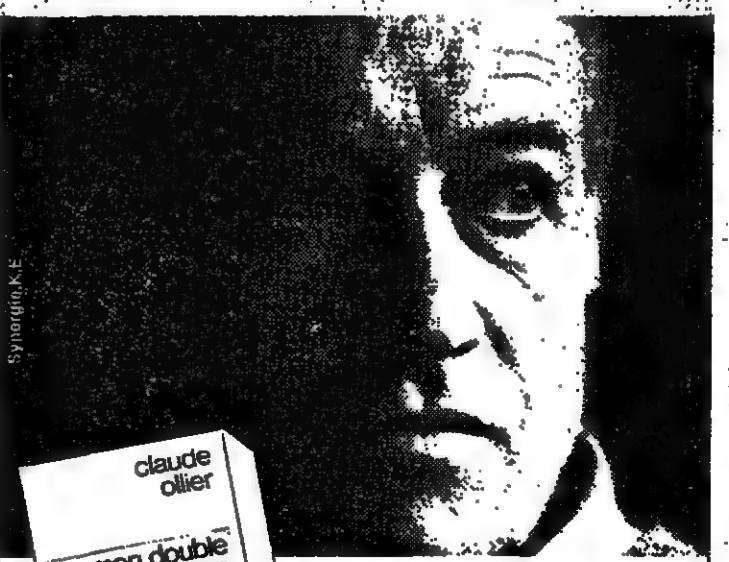
GUY DEBORD

LA SOCIÉTÉ  
DU SPECTACLE

EDITIONS CHAMPLIBRE

Vous avez découvert au **"JOUR DU SEIGNEUR"**  
un conteur biblique **VINCENT-PAUL TOCCOLI**  
retrouvez la **SAISON** de **"histoires"**:  
**SI LA BIBLE M'ETAIT CONTEE...**  
**LE CENTURION** - CHEZ VOTRE LIBRAIRE

# Claude Ollier.



"Un très grand et beau livre comme il en paraît deux ou trois par décennie, un livre qui devrait enfin mettre Ollier à la place qui lui revient dans la littérature française contemporaine, l'une des toutes premières."  
**Michel Nuridsany Le Figaro.**  
Mon double à Malacca. 65 F.

Collection Textes  
dirigée par Bernard Noël.

La mise ■ scène.  
Prix Médicis 1958. 19 F.  
GF-Flammarion.  
**Flammarion**

# Antoine de Saint-Exupéry

## Ecrits de guerre

avec la  
**Lettre à un otage**  
et des témoignages et Documents

Préface de Lucien Aron

"L'écriture fut pour cet homme une autre manière de vivre... Un livre passionnant."

GALLIMARD *nrf*

**Vient de paraître**  
IGNON - La Compend

**Un nouveau disponible :**

**JEAN-PIERRE COLIGNON : « Le Pontcaution », 1980, 64 pages, 17 F.**  
(Auto-édité : par l'auteur, 25, avenue Ferdinand-Buisson, 75014 PARIS.)

**F + P de envoi 17 F.** [6 F en « lettre », 4 F en « P.N.U. »].

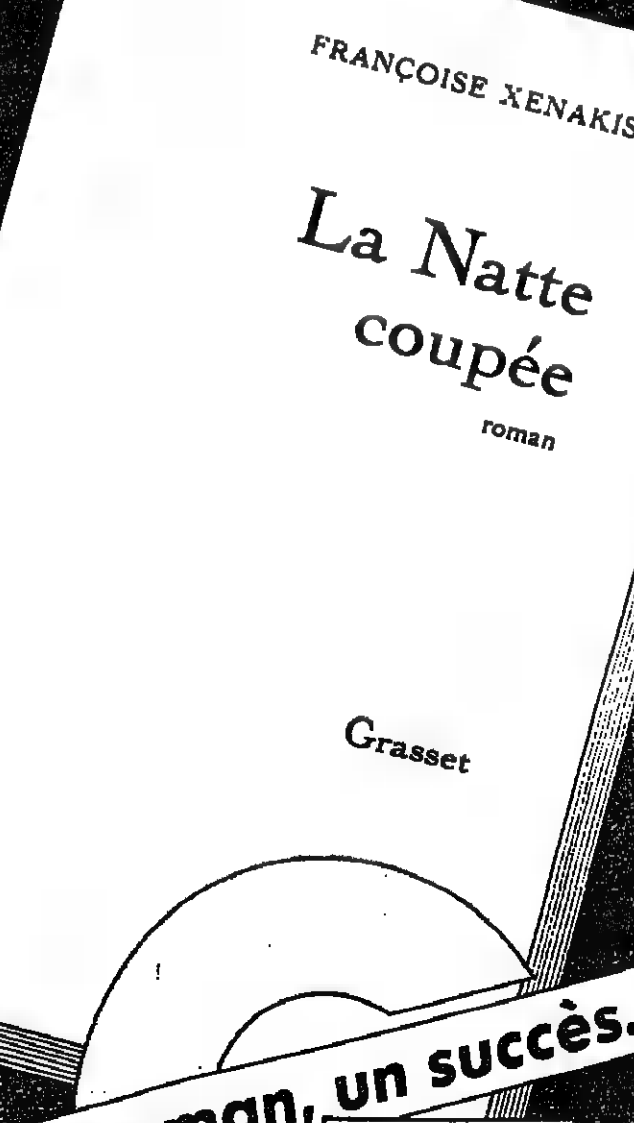
Les commandes à adresser à : Jacques Colignon, 171, rue Saint-Jacques, 75014 PARIS).



**VOLKOFF**  
s'explique  
**l'exil est ma patrie**  
LE CENTURION

Lisez, s'il vous plaît, 12 ans à 100 ans !  
**LA DOUCEUR SUR LA TERRE**  
de Tatiana KLETZKY-PRADERE (275 pages)  
— Une promenade romantique et mystérieuse  
— une région du Midi à découvrir  
— un certain air de vivre.  
1 000 EXEMPLAIRES VENDUS EN 18 MOIS !  
ENVOI IMMÉDIAT DÉDIÉ contre 59 F (chèque ou mandat). Port gratuit à T.K.P. - écrivain - Canillac - 11500 QUILLAN.

**PASCAL SEVRAN**  
  
**UN GARÇON DE FRANCE**  
roman  
Jérôme Garcin  
Les Nouvelles Littéraires  
La ballade d'un jeune égaré du sentiment. Un ton rapide, une écriture exacte. Des nostalgies douces-amères.  
Pierre Kyria  
Le Monde  
**OLIVIER ORBAN**

**FRANÇOISE XENAKIS**  
  
**La Nette coupée**  
roman  
Grasset  
**Un roman, un succès.**  
**GRASSET**

## centenaire

# Un homme fragile de corps,

Il y a cent ans naissait Charles Du Bos. Son œuvre a été occultée toutes ces dernières années. C'est qu'il avait une conception de la critique littéraire qui correspondait peu aux nouveaux critères : l'élaboration scientifique d'une méthode, la littérature, l'abandon de tout rapport subjectif entre l'œuvre et son lecteur. Du Bos, au contraire, il a perçu très vite qu'il ne serait pas un créateur, il a perçu très vite, et il a, lors, splendement vu, le propre chef, il s'affirmait de biais, en parlant des ouvrages des autres.

Ce qui fait exceptionnel, c'est que l'examen auquel il se livre, passant de la bibliothèque au musée et au concert, lui devient un indispensable exercice spirituel, une expérience intérieure contrainte et en même temps la littérature la plus intime par la littérature d'autrui, et en même temps les grands concepts que sont la morale, la foi, la vie, il faut ajouter qu'il fut exemplaire d'un temps dont nous n'avons plus idée : celui d'une Europe aux frontières intellectuelles qui n'avaient pas encore cessé, malgré le traité de Versailles, de hanter les esprits. Il fut cosmopolite, il fut naturel par là.

## La découverte de Bergson

Se famille est de souche picarde, il avait un berceau à Péronne. Il avait une grand-mère anglaise, une mère anglaise. Il naît à Paris le 27 octobre 1882, en sa première langue anglaise. Son père était un bourgeois d'importance, ayant des entrées dans le meilleur monde aristocratique. Edouard VII, M. De Broglie fut vice-président de la Société du Steeple-Chase d'Auteuil, où il fut un prix qui porte son nom. Charles, en crise de révolte, une politesse un peu narquoise, s'arracha de ce milieu, prit ses distances, et même, un comble ! le démissionnaire du Jockey-Club, le club où le monde souhaite entrer.

C'est qu'il a, fort jeune, d'autres ambitions, et qui tiennent à la vie de l'esprit. Il écrit : « Je suis né à dix-sept ans », mais que d'âge du dix-sept ans qu'il découvre Henri Bergson. C'est ce moment, son exigence, l'impérieuse, ses lectures plus aiguës, plus profondes. Il s'aperçoit que les livres de la bibliothèque sont porteurs d'univers, et que ces univers ne maille à partir avec ce qu'il lui faut bien nommer son « être ».

## L'«approximation» critique

COMMENÇONS par constater que Du Bos, peut-être le meilleur critique de son époque, fut simplement un être qui, par humilité, par sentiment profond de son statut d'homme, n'a jamais tenté de se mesurer aux autres, qu'il étudiait. Vis-à-vis d'eux il ne se sentait jamais comme un juge ou comme un adversaire. Ce qui le rend si difficile à apprécier, même aujourd'hui, c'est qu'il a, lui critique, il ne s'est efforcé de s'affirmer comme un être indépendant, dans ses opinions ou dans ses personnes, examinant les dehors les personnes ou les œuvres vers lesquelles son attention se flexion le portait.

Jamais, au contraire, un critique ne s'est trouvé si docile, si disposé à accepter ce qu'il découvre dans l'intériorité d'autrui, aussi oubeuse de ses préférences et aussi soucieux de celles qu'il trouvait chez un autre que lui.

La critique qu'il pratiquait n'aspire pas à faire apparaître les différences. Elle ne souhaitait qu'une seule chose : accueillir, dans une préférence, l'offrande du livre ou du poème dont il se considérait comme le destinataire. La lecture, tout ce qu'elle implique, l'oubli de soi, la concentration, l'aptitude à éprouver, rien, dans ces nuances, qui ne s'éprouve par autrui, telles que les qualités scrupuleusement montrées par Du Bos dans ce qu'il appelle l'approximation.

Cette approximation, il faut cependant pas la figurer, ainsi que l'on pourrait inciter à le faire, comme une relation tendant à rendre plus voisines l'une l'autre deux attitudes pensées gardant d'autre part chacune leurs caractéristiques séparées. La critique de Du Bos, au contraire, ne se contentait jamais d'un simple rapprochement, c'est-à-dire d'une mise en rapport qui maintiendrait les distances, si minimes qu'elles pussent être.

Au contraire, il lui fallait que l'approximation critique s'accomplisse à l'intérieur même l'œuvre critique, et que celle-ci réalisât ainsi entièrement, parfois d'une façon presque occulte, dans la profondeur de la pensée explorée. Point donc ici d'étude biographique, historique, sociologique, voire structurale ou psychanalytique. Ces disciplines d'ailleurs auraient été difficilement admises par Du Bos, quels qu'en fussent les mérites. Elles lui auraient paru intolérablement externes, et par conséquent inefficaces. Car, à l'inverse même, tout ce qui lui offrait par elles, seule voie qui lui parût tentante, la seule susceptible de lui donner l'espoir d'arriver, but, ou, tout au moins, d'en approcher, c'était la voie qui sur son cours se situait les profondeurs de la vie mentale.

## Une subjectivité exigeante

Point de critique plus rigoureuse et plus subjective que celle de l'auteur des *Approximations*. Et l'exigence même de la subjectivité, lui, était telle qu'elle n'accordait somme toute, qu'une très petite importance au monde de toute vie interne. Ce qui était, en effet, tellement important pour elle, c'était, non le contenu, mais le contenant, non les objets qu'elle passait la pensée pouvait donner, mais la pensée elle-même, libérée de son objet, et libérant ainsi, en son objet, de la pensée elle-même, par-delà les points particuliers, lesquels elle s'arrête, une profon-

deur secrète dans laquelle elle bien que mal l'on cherchait à s'orienter.

En d'autres termes, la critique pratiquée par Du Bos doit nous apparaître non comme une étude plus ou moins statique, opérant à distance sur des objets, des personnes, des idées, des images et des mots arrangés en quelque système, mais comme le mouvement continu par lequel on voit se transférer dans le cortège d'idées particulières d'une conscience à une autre par une opération purement humaine impliquant la reprise de la pensée première en une pensée seconde, cette fois-ci proprement critique.

Y a-t-il la simple reproduction ? Non, sans doute, la critique n'est jamais une photographie. Les consciences ne peuvent jamais être des pures répliques les unes des autres. Mais elles peuvent se mirer les unes dans les autres, révéler en un nouveau lieu mental leur forme ou leur substance. Il se peut que la pensée de l'auteur se retrouve, se prolonge dans la pensée du critique, mais par un processus qui fait qu'il n'y ait plus entre les deux de coupure irrécusable, mais, au contraire, quelque chose de la dévotion d'un même être à la conscience.

## Une transmutation de l'œuvre

Ainsi, dans les meilleures pages critiques, Du Bos ne se contente pas de reprendre pour son compte le thème qu'il analyse ; il ne prétend pas en donner un « double », car le double, ou le redoublement de l'être, ne peut être qu'une opposition ou une scission se déclarant entre deux versions identiques mais rivales. Ce qu'il cherche à créer, au contraire, c'est une transmutation, une pensée par laquelle le thème premier se mue dans la version critique qu'il donne ; de sorte que son action propre peut être comparée au processus d'une eau courante, suivant sa pente, transformant son lit, étendant son domaine, et ainsi subissant la forme qu'il avait à sa source, une transmutation considérable.

Sans doute, Du Bos ne se contente pas toujours à opérer cette transmutation. Il n'établit pas toujours clairement le lien qui unit sa propre pensée à celle de celui qui lui a donné un point de départ. Beaucoup de ses essais sont aussi marqués par le désir trop visible de donner une tournure trop intellectuelle aux figures qui lui ont servi d'inspiration. Enfin, il perd parfois dans la multiplicité des étapes parcourues par son thème, il arrive ainsi que les longs développements qu'il fait subir à l'objet de sa pensée s'embrouillent, puis s'interrompent, révélant un blocage ou une impuissance. Alors la critique duboisienne éprouve de grandes difficultés. Elle hésite, elle tergiverse, elle se propose d'approfondir. La vision se trouble, et la pensée se trouve mal éclairée qu'elle explore un autre univers où triompherait une sorte de long tâtonnement d'aveugle.

Pensée critique qui n'est jamais absolument limpide, qui n'est jamais exempte d'une certaine confusion. Mais une pensée confuse n'est pas nécessairement une pensée obscure. Son tâtonnement lucide, elle atteint souvent les profondeurs de l'ombre. Elle garde de substituer à l'univers souvent mal éclairé qu'elle explore un autre univers où triompherait un mystère la netteté. En bien, cas, sa confusion même lui permet mieux d'approcher la clarté.

GEORGES POULET.

Il fait d'éblouissantes études à l'école Gerson et à Janson-de-Sailly, et couronne par une année (1900) passée au Balliol College d'Oxford. Il gardera, sa vie durant, comme la nostalgie de cette vie recluses et de ce paysan anique. Mais, éternel étudiant, et déjà enseignant, il suivra les cours à Berlin, en 1904 et en 1906, du philosophe Georg Simmel, apôtre spiritualiste d'une théorie de la vie et de la mort, l'une et l'autre s'engendrant sans fin.

## La «conversion» de 1927

La conception à la fois spiritualiste et spiritualisme prend forme, découvrant sa finalité dans cette chose de beauté, dont Keats a dit qu'elle est une joie pour toujours. Les lectures d'Emerson, de la Bible, de la fondation, plus encore que de formation : Emerson, Carlyle, Heine, Elisabeth Browning, Taine, Keats, Stefan George, Hofmannsthal, Amiel, Walter Pater, Novalis le confortent. Il faut y ajouter la découverte de Wagner : la fréquentation des toiles de Botticelli et de Turner ; la rencontre de Joseph Baruzzi, il commence à cerner ce que plus tard il définira comme étant « la fidélité au génie poétique en lui-même », et dont la mise en jour contribuera pour partie à sa conversion de 1927.

Après l'Angleterre, après l'Allemagne, Du Bos découvre l'Italie (1906) : ce sont là, avec Paris, ses points d'ancrage. Il ne pourra jamais plus qu'une littérature fermée sur elle-même, prisonnière de son langage linguistique. Du Bos dirige, chez Plon, une « Bibliothèque d'auteurs étrangers » ; il sera responsable de la « Bibliothèque de la Pléiade », puis responsable littéraire des Éditions de la Pléiade dans leur ensemble, où il donnera tous ses soins à la collection des « Écrivains intimes ». Dans le même temps, il dirige des revues privées, devant un public peu nombreux, dans les salons de la rue de la Harpe. De là, il consacrera les divers volumes des *Approximations*. On en trouvera la manière dans ceux qu'il a consacrés à Robert et Elisabeth Browning, et qui furent d'abord réunies et publiées aujourd'hui seulement.

Charles Du Bos a vingt-quatre ans. Il visite des expositions et va au spectacle en compagnie d'une jeune fille, Juliette Stry, dont le grand-père a

## A la recherche des Browning et de l'amour humain

UN livre de Charles Du Bos paraît au sein de la collection des *Approximations*. Après sa mort (5 août 1939), il laisse une grande quantité de manuscrits, écrits de sa main ou dactylographiés, qui ont été déposés à la Bibliothèque de la Pléiade Jacques Doucet dans le fonds Charles Du Bos. La plupart de ces manuscrits ont été publiés depuis. En particulier deux cours au Collège de France (1939), de Georges Eliot, et de John Ruskin, Walter Pater) ont été publiés dans la collection des *Approximations*. Tous ces textes coordonnés en base principale d'ouvrages qu'il n'a jamais pu vraiment réaliser.

Les livres qu'il a terminés ont pour sujet les grands écrivains avec lesquels il ne se sentait pas en complète harmonie : Byron, Goethe, André Gide — comme si cet éloignement qu'il éprouvait à leur égard lui était un devoir de s'acquiescer d'abord d'une amitié avec eux. Les livres auxquels il tenait le plus n'ont été en partie réalisés (par exemple Walter Pater) ou même n'ont pas été réalisés comme le *Saint-Augustin*, le *Botticelli*.

Or parmi ces livres qu'il avait écrits, il y avait un manuscrit intitulé : *Robert et Elisabeth Browning, la plénitude de l'amour humain*, résultat de cours qu'il donna en 1931 et qu'il reprit une dernière fois durant son séjour aux États-Unis en 1938. Les premiers chapitres furent mis au point pour une publication ; les trois derniers, assez nombreux, restèrent inachevés.

Très vite Charles Du Bos s'était attaché à cette œuvre : plénitude de l'amour humain, qui irradiait du couple à ces deux grands poètes ; l'amour, ce thème qui au premier regard peut passer pour un parfait lieu commun, mais il a vu que le lieu commun n'est qu'une résultante sociale, qu'il n'y a pas de lieux communs, qu'il y a une pensée toute individuelle.

Tout d'abord il s'agit de presque tous ceux qui ont réfléchi sur l'amour ne voient de possibilité de s'en aller que si le sentiment initial qui a précédé le mariage est immuablement fixe. Or il n'en est rien : le changement ne doit pas être envisagé (ce qui n'est souvent) comme une décroissance, mais il doit être accepté comme une croissance.

Ensuite le couple doit être assez solide pour regarder en face, tels qu'ils sont, les sentiments, l'un pour l'autre, aucun des partenaires ne doit avoir honte de son amour. Comme le poète *Au coin du feu*, tout écar qui se dressait eux deux tomber. Ce triom-

phie de la sincérité, Robert Browning l'exprime dans cet autre poème de couple dans la campagne romaine. *Ni à toi, ni à moi, ni esclave, ni libre. A qui la fauve ? Oh est le fond. De la plaine, puisque plaine, il y a.*

Enfin il faut reconnaître que dans un amour n'est jamais deux, mais trois : nous sommes les deux amants et un troisième personnage, qui est le fait de leur plus précieuse interaction : l'œuvre, qui est un tiers témoin devant qui chacun est responsable de l'amour ; responsabilité qui contraint à être juste, l'un pour l'autre, et qui par là même constitue un fondement pour la continuité du sentiment.

Dans cet amour exceptionnel, l'homme fit preuve d'un attachement sans faille ; mais le génie de Browning, qui était de l'animal, ne se contentait pas de l'attachement, mais de la puissance, la vitalité, comment aurait-il pu se contenter de ce qui, « vit » ? Au début de *Pauline*, le poète s'écrit : « Mon âme a des langoures, des tendresses, des désirs étranges. Ce mouvement à la fois un et multiple que j'appelle l'amour, c'est ce que Du Bos appelle cette appellation que résume une singulière alliance de mots : « polygame fidèle ».

Le climat de la sensibilité anglaise faisait jaillir en Du Bos une source profonde, et d'une plus cachée, de l'humour. Bernard Bruguère, dans une importante étude sur *l'univers imaginaire de Robert Browning*, a rédigé pour le livre de Charles Du Bos une pénétrante préface. Il parle ainsi des « formules heureuses » que Du Bos trouve en ce grand nombre : formules où il se traduit de « noyaux radioactifs ».

Le climat anglais ne lui apportait pas que l'humour, mais la rigueur, la distance que certains écrivains de la-bas (dont Byron est un des plus notables exemples) prennent à l'égard de leurs œuvres. Et c'est ainsi qu'à la fin de son livre sur les Browning Charles Du Bos est appelé à reprendre la parole qu'Elisabeth appliquait à Robert : « Son génie n'est pas une faculté quasi miraculeuse, c'est une chose de la vie, la moins importante en ce qui le concernait ».

JEAN MOUTON.

(\*) ROBERT ET ELIZABETH BROWNING OU LA PÉNÉTRATION DE L'AMOUR HUMAIN. Charles Du Bos. Klincksieck. Préface de Bernard Bruguère. 177 pages, 80 F.

**Le Discours Psychanalytique n°5**  
**De la psychanalyse avec les enfants**  
est en librairie  
Prix du Numéro : 40 FF.  
Prix de l'abonnement pour un an (4 Numéros) : 150 FF.  
Le Discours Psychanalytique, 66, rue de l'Université 75007 Paris.

**Robuste**  
L'ar...  
Page inédite  
Deux soirées de l'...  
entre les Brontë...



Charles Du Bos

## mais robuste d'âme

inventé les compteurs à gaz. Un soir qu'ils viennent d'applaudir une représentation de *Pelléas et Mélisande* à l'Opéra-Comique, ils décident de se fiancer. Juliette Sirey deviendra la Zéaube ou Z. du *Journal*, et la compagne dévouée que l'on sait. Ils s'épousent en 1907, vivent ensemble, en 1909, la Belgique et les Pays-Bas. Charles Du Bos reprend son exploration à la fois de l'art et de lui-même.

Les textes de saint Augustin le bouleversent. Il se pose des questions fondamentales, hésite à y répondre pleinement, s'y décide enfin, et c'est la « conversion » de 1927. Elle n'a rien de brutal, cette conversion. Elle est préparée depuis un long temps. Parler de méprisement de la foi serait peut-être plus juste.

A cette époque, Du Bos achevait sa première grande biographie (ce qui est ici un mot impropre) : *Byron et le besoin de la fatalité*. Il faudra plus tard y joindre *Grandes études de la littérature* et *Goethe*. Il est très lié avec André Gide, auquel il a consacré plusieurs études. La conversion de Du Bos met le trouble entre les deux hommes. Ce qui les séparait s'accroît, et lorsque Du Bos publie, en 1929, son *Dialogue avec André Gide*, on verra le fossé se creuser, et l'opposition s'accroître. Ils ne cessent pas pour autant de dialoguer, par leurs *Journaux* interposés, et Béatrice Didier (1) en raison de comparer ce dialogue-là à celui qu'ont mené, à des décennies de distance, Montaigne et Pascal, et qui est loin d'avoir perdu de son actualité.

En 1937, Charles Du Bos est prié de venir à South Bend, dans l'Indiana, enseigner à l'université Notre-Dame. Il accepte aussitôt. Et lorsqu'il rentre en France, c'est pour y mourir le 9 août 1939. C'était un homme fragile de corps, mais robuste d'âme. Il était d'une santé plus que médiocre, mais d'un courage spirituel étonnant. C'est exact qu'il n'a pas fondé une théorie de la critique ni une science des textes. Mais il a vécu avec les textes, les feuilletant et les refouillant jusqu'à ce que l'intensité de la vie lui soit devenue insupportable. Et il en a fait un aliment de l'âme, puisqu'il y a brûlé la sienne jusqu'à rejoindre et accepter l'humilité du croyant.

HUBERT JURN.

(1) Béatrice Didier : *Un dialogue à distance - Gide et Du Bos* - Dactyle De Broever, 1976.



Dessin de CAGNAT.

## L'archiviste de son moi

CHARLES DU BOS n'est pas de ces diaristes épisodiques qui entretiennent un journal dans une période de crise pour le laisser ensuite. Il le publie au contraire très régulièrement toute sa vie. Si « le journal quotidien figure un idéal rarement atteint », le sien n'en est pas moins extrêmement régulier et abondant. Il est souvent dicté à des secrétaires de choix, ce qui explique peut-être que, passé à travers lui le flux de la parole, qu'il ait conservé la fluidité de l'oral : il est toujours daté — condition première du journal — et avec une précision extrême, parfois à la minute près : « Jeudi 19 février 11 h 22 ». Il s'agit pour l'archiviste de son propre moi de respecter tout rigueur, précision, scientificité dans ses notations.

Dans sa masse considérable, ce journal n'est pourtant pas monotone, beaucoup moins « en tout cas que d'autres journaux célèbres ». C'est qu'il connaît des registres très divers et reflète à la fois une personnalité très riche et une époque qui ne l'est pas moins. Certains journaux, de travail, sont essentiellement des bancs d'essai, la première version d'une conférence ou d'un

article qui prendra place dans les *Approximations*. Parfois aussi le journal permet un recul par rapport à l'œuvre critique. Ainsi Du Bos y juge et même y rectifie son *Byron*, ou son *Dialogue avec André Gide*. Entre la critique, éminemment créatrice, et le journal, créateur aussi, et inventeur du moi, il y a un échange permanent.

Le journal est encore le lieu où Du Bos relate ses rencontres, ses échanges avec les hommes de son temps. Car ses journaux sont contemporains. Car ses journaux sont la vie intérieure et les autres. Car les journaux sont les journaux de son temps et relate ses conversations avec eux, longues, substantielles, toujours reprises, et toujours s'abandonnant que l'essentiel. Il se trouve lié avec les écrivains de la N.R.F., Gide surtout (avec qui le dialogue se poursuit, parfois tragique dans les divergences, pendant des années), mais aussi Martin du Gard, Jacques Rivière, d'autres critiques, tels Ramon Fernandez, le philosophe Gabriel Marcel. On n'en finirait pas d'énumérer toutes les figures que rencontre le diariste, et donc son lecteur. Du Bos est un fidèle des

« *Journal* de Pontigny, dont le journal nous laisse une chronique pressante, quotidienne, vivante, nuancée, passionnée.

Pour cet homme si extraordinaire, le journal n'est pas un simple outil des littératures, pas plus qu'un art de la littérature ou des lettres, ni entre les morts et les vivants. C'est dans ce journal aussi bien Pascal, Proust, Browning, Tolstoï, Dostoevski, Nietzsche, que Giorgio, Franz de la Francosa, Bertolli, Holbein, Degas, Renoir, Manet, Bach, Debussy, Schumann, Chausson, Wagner. Au gré des grandes expositions, des concerts, de la vie intellectuelle, de la vie artistique qui va jusqu'à la dernière guerre.

Charles Du Bos se servait aussi du journal comme d'un instrument de perfectionnement spirituel. Il se définit ainsi la triple fonction : « le journal est clair, il délivre, et finalement le rend à lui-même ». A mesure que le journal progresse, il devient davantage la relation d'une expérience quasi mystique. Comme toutes les formes autobiographiques, il est lié, par ses origines, à une discipline de la vie intérieure, à l'examen de conscience, à la confession. Pour Charles Du Bos, c'est le carnet de route d'un pèlerin qui retrouve la foi après des années de désaffection, d'un être aussi qui va se trouver confronté à la maladie, à la souffrance, presque à la mort, et enfin à l'angoisse de l'approche de la guerre.

L'écrivain prit vite conscience que ce journal était en définitive (après qu'il eût connu la tentation de s'essayer à d'autres domaines, le roman, par exemple) son œuvre essentielle, le Grand Œuvre. « Là plus que nulle part ailleurs réside mon œuvre », affirme-t-il. C'est ce que lui avait dit l'abbé Mugnier, lorsqu'il lui avait confié le journal pour écrire. Car le journal fut entrepris pour conjurer l'inhibition de la parole chez un esprit que paralysait, avec la volonté de perfection, une certaine

« *Journal* de Pontigny, dont le journal nous laisse une chronique pressante, quotidienne, vivante, nuancée, passionnée.

Un antidote à la précipitation

De son vivant même, Charles Du Bos publia des fragments de cette œuvre dont cependant il pensait devoir laisser la majeure partie posthume. Par la suite, l'essentiel a fait l'objet d'éditions devenues maintenant introuvables. D'autre part, grâce au travail de Jean et Madge Marnet, de nombreuses pages inédites ont été découvertes. Il est ainsi possible désormais de donner une publication nouvelle et intégrale de ce journal qui sera susceptible de susciter un public beaucoup plus vaste que ne le fut celui de l'édition de 1939.

Charles Du Bos, s'il a le mérite d'avoir été lié à la vie artistique et intellectuelle de la première moitié de notre siècle, a surtout celui d'être parvenu à l'âge de son journal une œuvre littéraire capable de rendre une telle variété de la « météorologie » de son être et de son esprit : il a créé un style de la vie intérieure, avec une ample phrase polyphonique répondant à ce tempo lent de la patiente méditation qui développe sa creuse sans limite l'intuition première. Notre époque qui se meurt de précipitation a besoin de lire Charles Du Bos comme un antidote.

MATHIEU DIDIER.

## Deux soirées de lecture : entre les Brontë et Barrès

Re Saint-Louis, 15 juin

ACHEVÉ l'article sur May Sinclair qui débute aussi mal que possible, mais dont le terme ne me suis pas mécontent. Notons les impressions qui me sont venues en cours de route : d'abord May Sinclair m'a amené aux Brontë, et rien qu'en feuilletant leurs œuvres et leurs lettres, je suis rendu compte qu'il y a pour moi une belle mine ignorée.

Le son de Charlotte Brontë, celui d'une voix qui fait comme un appel à la justice même : il semble que l'on tremble parce qu'elle ne tremble pas. Ce que l'on sent de la Brontë, Emily me fait penser à une Walsbyrie — non pas à Brunehilde (la grandeur spéciale d'Emily c'est qu'on ne puisse même pas qu'un Siegfried traverse jamais sa route) mais plutôt à Waltraute quand, dans la scène du *Crépuscule des Dieux*, elle fait à la transfuge Brunehilde le tableau d'une sombre couleur cosmique de ses sœurs demeurées auprès de Wotan.

Après trop fatigué pour travailler dans le train, j'ai lu le *Jardin sur l'Oronte* qui m'a fait passer par toute une gamme d'impressions curieuses et m'a ramené au sujet de mon étude sur la prose de Barrès. — Livre où Barrès fait appel, si non en vain, à toutes ses ressources.

Aucun des thèmes qui lui sont propres n'est absent, et c'est sans doute le fait que les rencontres sont réunies ici dans un même volume qui m'apporte cette sensation d'un livre complaisant (je sais si bien ce que j'entends par ce mot : je me souviens d'une longue conversation, malheureuse,

pas notée, l'an avec Z. sur la complaisance et la facilité en littérature, mais toutes abordées leurs plus subtiles racines.

L'adresse de Barrès, ici comme partout, c'est que cette complaisance ne se laisse jamais prendre sur le fait dans la phrase isolée. Et ceci se rattache à ce que j'ai noté dans mon étude et qui me frappe chaque jour davantage sur le *Jardin* du *Jardin* de Barrès. Jamais il n'y a chez lui le bien dit du meilleur Régner, et de France lui-même.

France s'oppose le mieux à Barrès à cause de l'attitude relative à l'égard : oui, mais les deux pôles, le négatif et le positif. Il y a quelque chose d'une indicible rouerie dans le *Jardin* où, dans la prévision d'une chute possible, Barrès prépare avec soin dans sa phrase le gazon sur lequel il pourra tomber sans déshonneur. Combien plus roué que Chateaubriand lui-même, ce dernier toujours si d'être assez grand, assez imposant — et puis, tout à coup dans une de ces phrases personnelles de Chateaubriand, un vide comme peccolés.

On dit, et l'on n'a pas tort, qu'il y a dans le *Jardin* sur l'Oronte comme une influence de Mme de Noailles sur Barrès : comme leurs rapports auront été curieux tout de même ! C'est au moment où pendant des années il a coupé tous les ponts entre eux que cela ressort. Cependant il ne faut rien exagérer : il peut y avoir analogie dans les thèmes, Barrès reste maître, presque le maître glacé, mais instrument.

CHARLES DU BOS.

## James JOYCE Œuvres

« Le plaisir d'y découvrir la genèse d'un génie »

Michel Braudeau / L'Express

LA PLÉIADE

GALLIMARD nrf

## THOMAS MORE L'UTOPIE

présentée par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres  
PREMIÈRE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE  
du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS,  
Charte de l'humanisme et de la pluralité.

UN PRESTIGIEUX VOLUME 18 x 24, 784 pages. Tables.  
Biographie de More, deux portraits par Holbein.  
Texte original et, en face, traduction nouvelle.  
Édition de l'Association Française, Mame.

AU CHOIX : reliure toile de lin sous écrit 160 F franco.  
Reliure cuir, pleine peau, édition numérotée,  
400 F franco. Livraisons par retour.

COMMANDES : A. PRÉVOST, C.G.P. 1.462-61 Lille  
ou chèques bancaires, 16, avenue des Fleurs,  
59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16.  
Spécimen gratuit sur demande.



## PRIX INTERALLIÉ 1982

retrouvez  
vos souvenirs  
d'enfance avec...

## ERIC OLLIVIER L'ORPHELIN DE MER...

ou les mémoires de monsieur Non

roman / danois

## JACQUES LAURENT Les Dimanches de Mademoiselle Beaunon

roman

Grasset

Un roman, un succès.

GRASSET



## lettres étrangères

Pour le centenaire de Virginia Woolf

## Entre « Journal » et romans

■ Cette vie en quête d'une jouissance totale.

« *E*n moi, il y a une recherche. Pourquoi la vie n'offre-t-elle pas une découverte ? Une chose à laquelle poser la main, pour dire ensuite : c'est ça. » Virginia Woolf, *Journal*, tome 1, 1915-1922. Elle s'agit de sa recherche. Pourquoi la vie n'offre-t-elle pas une découverte ? Une chose à laquelle poser la main, pour dire ensuite : c'est ça. » Virginia Woolf, *Journal*, tome 1, 1915-1922.

Cette quête, cette vie en quête d'une jouissance totale, définitive, qui aboutit à l'orgasme, toujours remis en question, c'est la recherche de la romancière Woolf, dont on a

tant dit qu'elle était frivole et que son œuvre, la vie, était scandaleuse aux rythmes de la sexualité, réparatrice, reconduite dans les décors, toutes les voix, ses gestes, ses lacunes aussi.

Mais qui est la dame conformiste, bavard, d'une telle platitude, d'un *Journal* si intime, dont le deuxième volume vient de paraître en français ? Leonard Woolf en avait publié des extraits dans le *Journal* d'un écrivain. Il répondait ainsi au vœu qui figure dans le *Journal* même : « Je savais qu'en écrivain, en supprimant comme on sculpte, en négligeant les conversations ineptes, les comptes rendus d'activités qui n'intéressent plus Virginia Woolf, je pouvais dépeindre ce discours mort d'un texte vivant. Le *Journal* d'un écrivain repère Virginia Woolf au travail, stimulante même lorsqu'elle est découragée ; une femme arrogante, épouvantée, en plein épuisement, battante ou horrifiée. Une voix. »

La version intégrale ? Cette voix y disparaît presque toujours, étouffée par le langage d'une romancière

sanglée dans un personnage qui n'est ni le sien, comme une caméléon, ni la force, Virginia Woolf, travestie, joue mécaniquement le rôle d'une mondaine, sotte, rieuse, son humour subtil, féroce, font place à une épaisse moquerie. Ce n'est pas le personnage qu'elle joue qui manque d'intérêt, c'est le fait qu'elle joue un personnage et qu'il n'y a d'authentique que le manque d'authenticité. Pour ne pas être exclue, pour se mêler au monde, Virginia Woolf procède à un meurtre lent d'elle-même qu'est sa vie quotidienne et elle consigne dans le *Journal*, chaque jour, sa vie.

Être elle-même signifie créer jusqu'aux limites, risquer la folie, le banissement. Elle prend ce risque, mais elle ne le fait pas pour elle-même. Et elle donne à Madame Bovary à l'envers, qui fuit l'imaginaire, la sensualité, la perception ivre d'exactitude, pour se vautrer dans l'indifférence ambiante. « Madame Bovary c'est moi », écrit Virginia Woolf. « Virginia Woolf, ce n'est pas moi », pourrait dire Virginia, si elle n'était pas elle-même. Elle s'efface pour mieux se soumettre.

## Le lent meurtre de soi

Les écrivains du souffle et de la chair on ne doit refuser aucune trace, même celles, désastreuses, du massacre de soi. « Il faut être mort plusieurs fois pour peindre ainsi », notait Van Gogh à propos de Rembrandt. Virginia Woolf tentait d'échapper à ses agonies, à ses résurrections successives déclenchées par la production de ses romans. D'où la pratique

de langages, de comportements étrangers à elle, si exilée parmi les siens. Ses romans, cependant, surgissent sa voix incarnée, inextinguible, sa voix singulière, exercée à moduler chaque détail, évocatrice d'autres voix, se situant avec précision au sein du silence, de manière à faire entendre ce qu'elle tait, ce qu'elle ne dit pas, mais ce qu'elle pense, ce qu'elle sent, ce qu'elle vit.

## Le désir, la nostalgie, le danger

Roman du désir : les Vagues, écrit à six voix, trois femmes et trois hommes qui, de l'intérieur à la vieillesse, chacun avec son propre langage, convoient à l'autre la nostalgie de soi. La Promenade au phare, roman de la nostalgie. Mrs Ramsay laisse dériver sa vie par les autres et joute du supplice exquis de se sacrifier à son amour pour mieux se soumettre.

Mari, enfants, chacune, chacun des invités qui envahissent sa maison de vacances, au bord de la mer, l'accaparent, au cours de ses journées où son petit garçon attend ce qu'il fasse assez beau pour que sa vieienne possible d'aller en bateau jusqu'au phare. Et puis Mrs Ramsay meurt, à Londres, brusquement. La première guerre mondiale est déclarée. Rien au monde de ces zozos de pages - quel tour de force ! - que la romancière, Virginia Woolf, a su faire de son ménage qui vivait

épouser, parfois. La guerre achevée, après la disparition, naît le manque : les survivants reviennent ; s'abîment. Mrs Ramsay ne se souvient plus d'elle, forcée. « Vouloir et vouloir ne pas avoir », pleure son amie Lily Briscoe, criant en vain, dans un espoir : « Mrs Ramsay ! Mrs Ramsay ! » L'enfant, grandi, atteint cette fin du phare, mais n'est qu'un phare - ce n'est pas la perte.

Mrs Dalloway, Mrs Dalloway embrassait, briguait des choses et parvenait à juguler ses attentes, à canaliser sa frénésie dans la futilité. Mais, respirant le même air, entendant les mêmes bruits de la ville de Londres, défilant les mêmes comportements, ce homme jeune, fou, qu'elle ne connaissait et ne connaîtrait pas, jusqu'au moment où elle se préservait. Roman du danger, du doublement, de l'effacement de l'auteur menacé et de la destructrice du *Journal*, qui s'empêche de desirer que son roman s'empêche de déjouer.

Entre les actes, enfin, roman de Virginia Woolf qui capte les signaux fugaces d'une déperdition miraculeuse : la vie ; une représentation racontée, entre les actes de laquelle, chacun s'empare de quelques bribes de la dramaturgie générale, pour en faire la sienne, alors qu'en vérité « ils étaient tous capturés, encastrés ; prisonniers ; à regarder le spectacle. Il n'y avait pas de moi ».

Virginia se tuera, le roman achevé, mais non encore publié. Elle qui savait si bien capter vive la partition présente, de l'instant, disparaît, noyée dans les eaux de la

rièbre Onse afin mourir stridente encore non disparue. Les pièges mortifères de l'autodestruction. « Quelle est cette phrase que je me rappelle toujours - ou me fable ? Jette un dernier regard sur la beauté. »

VIVIANE FORRESTER.

★ JOURNAL (1915-1922) de Virginia Woolf. Volume 2 (version intégrale). Traduit de l'anglais par Colette Huet. Editions Stock. 1982. 190 pages. 15 francs.

## BIBLIOGRAPHIE

- ★ La Traversée des apparences. Traduit par Ludmilla Savitzky. Préface de Julie Fournier. Flammarion.
- ★ Instants de vie. Traduit par Viviane Forrester. Stock. 1977.
- ★ Orlando. Traduit par Charles Mauron. Poche Hachette.
- ★ Mrs Dalloway. Traduit par Colette Huet. Poche Hachette.
- ★ Les Vagues. Traduit par Marguerite Yourcenar. Poche Hachette.
- ★ Journal. Tome I. Traduit par Colette Huet. Stock.
- ★ La Mort de la phrase. Traduit par Hélène Lefebvre. Points.
- ★ La biographie de Virginia Woolf, par Quentin Bell. 2 vol. Stock.
- ★ A paraître en 1983 : Naît et Joie. Flammarion. (anglais).

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse et télévision.

Au manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions limitées par correspondance. Notre roman habituel est offert par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

## PEER GYNT

Texte intégral de la pièce. Matériaux, documents et commentaires. En vente chez les librairies et au Théâtre de la Ville de Paris. BEBA 13, rue de l'Aude, 75014 PARIS.

Livres anciens Aviation, Auto, Chemins de fer. ACHAT - VENTE. Liste sur demande.

SORBETS, librairie spécialisée, 148, av. de Clichy, 75017 Paris. 263-62-84.

## Han Suyin contre les sinologues

A l'occasion de la parution de son nouvel ouvrage *Jusqu'au matin*, Han Suyin se répand partout en invectives, donnant, de-ci, de-là, interviews provocatrices où elle traite les sinologues français d'envieux et frustrés, affirmant qu'il faudrait « fuir les sinologues » plutôt que les « fuir », car ils ne savent pas à quoi ils parlent, ni la moitié d'entre eux, ni la soidie de Taiwan.

Elle proclame aussi *urbi et orbi* qu'elle est la femme de son beau mari Vincent, qu'elle n'a pas couché avec lui. En fait, qu'E. Bellefroid aurait dû lui demander conseil quand il a rencontré Li Shuang, etc. (cf. *Paris-Match*, 12 novembre 1982 ; *le Nouveau F*, novembre 1982).

On comprend mieux ce tapage quand on a lu son dernier roman. La trame de l'histoire, ce sont les tumultueuses années de la jeune Américaine (Stéphanie), née en Chine, journaliste en 1939, et Yong, un médecin chinois issu d'une famille de capitalistes, mais qui devient un militant communiste.

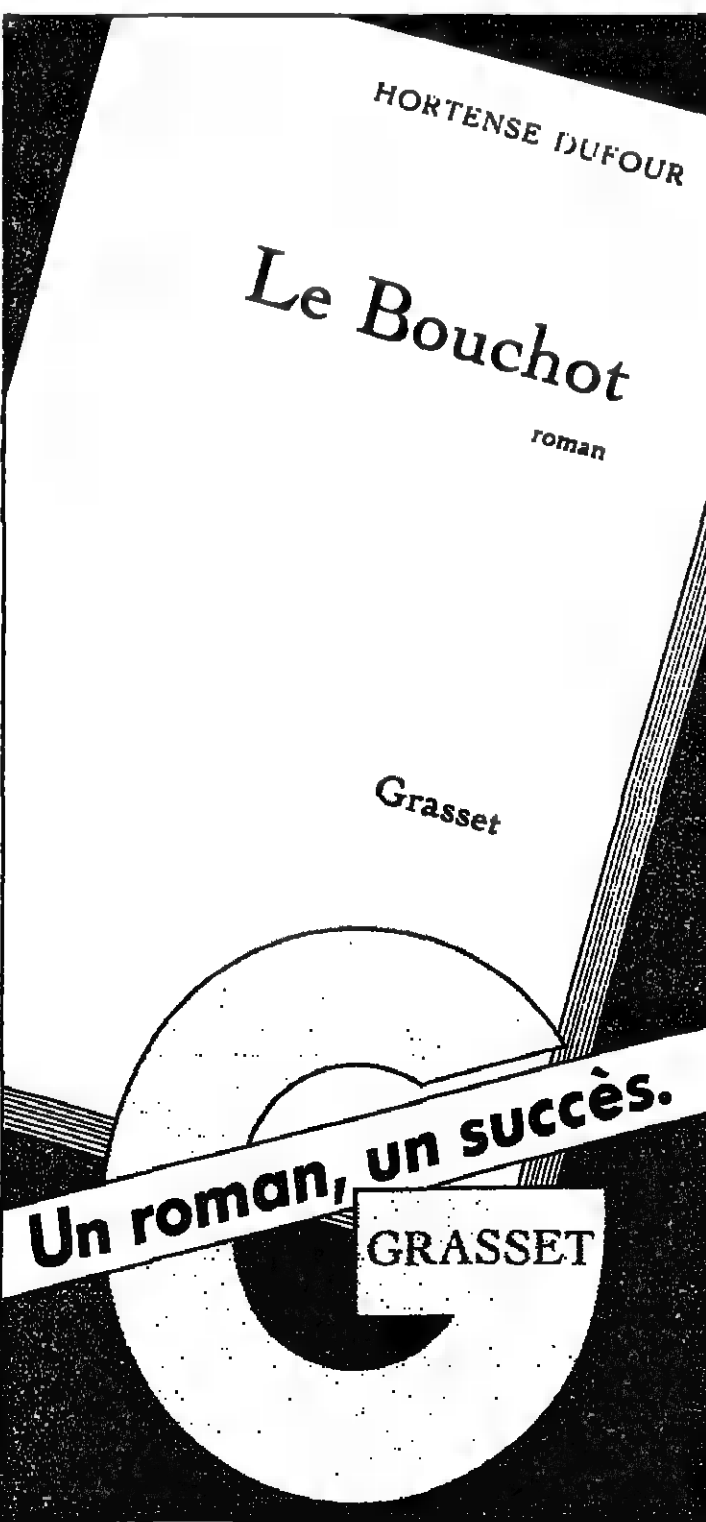
L'intrigue est filandreuse et soumise à l'architecture du roman démesurément boursouflée. On ne peut s'empêcher de penser à un roman policier cartésien du genre S.A.S. mieux au feuilleton visé par le côté machiavélique est pesant : d'un côté (chez Han Suyin, ce sont les communistes, purs et durs), l'autre, les méchants (capitalistes occidentaux ou brutes du Kouomin-tang). Le roman étant saupoudré de quelques descriptions ad hoc du type : « Il commença à nouveau à houle douloureuse qui déferlait dans ses entrailles et dressait son sexe vers le dos de Stéphanie » (page 165), descriptions qui font dorénavant partie des ficelles obligées de la littérature.

Mais plusieurs autres passages évoqueraient plutôt la presse : « Les clichés stéréotypés sont les mêmes : »

« Ça, c'est l'ennuie pas, vraiment, que je ne sois plus vierge. Yong ?... Pour moi, tu es vierge. Stéphanie. Même maintenant, le reste. Ton âme est incapable d'impureté » (page 168).

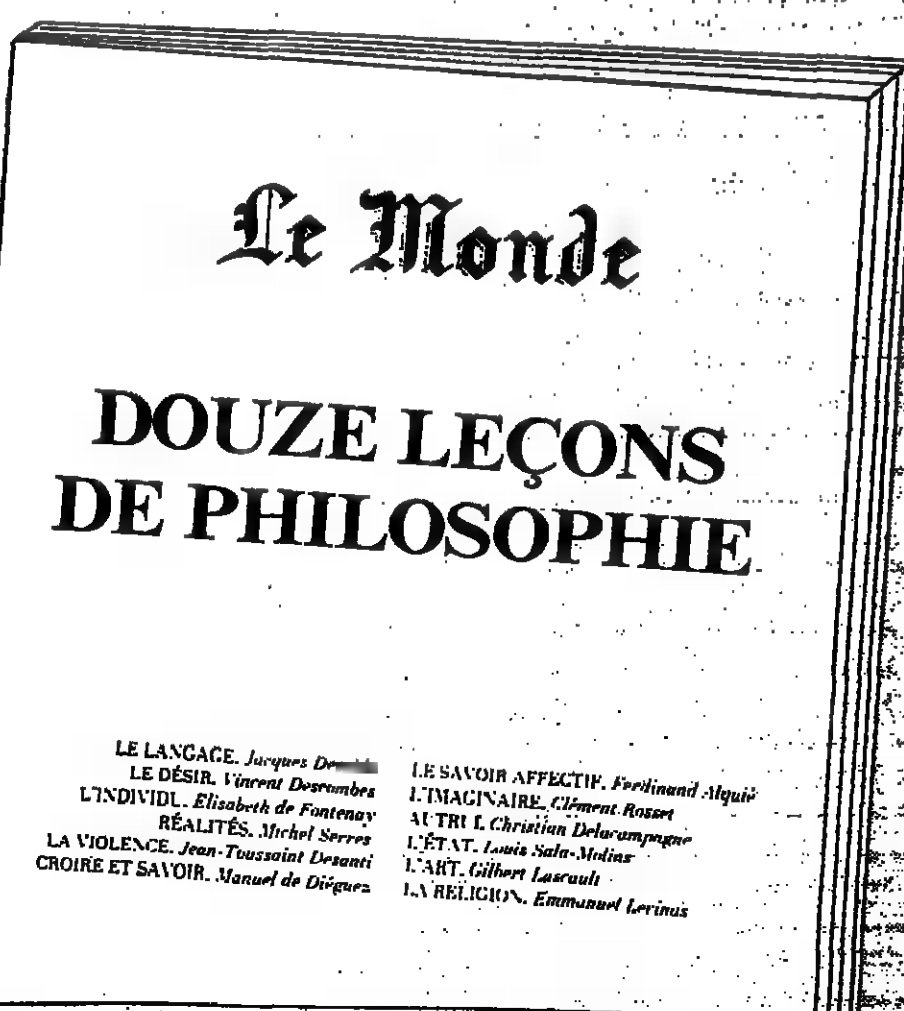
Bref, un roman intéressant. ALAIN PEYRAUBE.

★ JUSQU'AU MATIN, de Han Suyin. Traduit de l'anglais par Magali Berger. Stock. 1982. 89 F.



## UNE BROCHURE DE 36 PAGES ÉDITÉE PAR « LE MONDE »

« LES DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE » PARUES DANS « LE MONDE DIMANCHE » DE L'ÉTÉ



## EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

BON DE COMMANDE « DOUZE LEÇONS DE PHILOSOPHIE »

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
Nombre d'exemplaire (s) ..... x 15 F (Frais de port inclus) ..... F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE  
Service des ventes, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX-08



## ● *Le Joyce du sertão*

Guimaraes Rosa ■ impossible ■ dissocier  
œuvre n'est pas ■ régionaliste ■, ■  
étroit. ■ n'a pour but ■ ni  
d'énoncer ni d'analyser les éléments  
physiques ■ sociologiques ; elle ■  
veut pas non plus imiter, ou copier,  
les formes populaires de ■ narra-  
tion. C'est un rapport intime et vécu

Ce n'est pas la première fois, dans la littérature brésilienne, que la lan-

Comment traduire une prose si riche, si neuve ? M. n'utilise ou peu, de étrangers. Son langage n'est pas une traduction re-création du monde, qui puiserait

**JORGE COLI**  
**ANTOINE SEEL**

★ **João Guimarães Rosa : Premières histoires.** Traduit du brésilien par Inès Oeckl Depré. Éditions A. M. Métailié, 224 pages, 64 francs. Du même auteur, ont déjà été publiés en France : *Buriti* (Seuil), *les Nuits de Sertão* (Seuil), *Hautes Plaines* (Seuil) et *Diadorim* (Albin Michel).

*Le Mat argentin* (1) nous faisait patiauger dans l'étrange bourbier où un homme frappé d'hébétéude fusillait accidentellement sa femme, fait divers qui autorisent l'auteur, chois-

Et voici qu'en ce troisième roman : *Nadie Nada Nuda* — cette fois le titre n'a pas été traduit, pour plus de prudence — la quinquiescence du désespoir, du nul, du négatif absolu nous est enfin proposée : *Personne, Rien, Jamais*, tels sont les termes exaltés ici, qui ouvrent sur l'énigmatique première phrase : *Il n'y a, au début, rien. Rien*, suivie de l'établissement du décor définitif : *La rivière, lisse dorée, sous une seule ride, et derrière, en plein soleil, basse poissièreuse, en pente douce vers l'eau qui ronge sa rive, l'île.*

(1) *Le Mai argentin*, trad. A. Bensoussan, Denoël, « Les Lettres nouvelles », 1976.  
(2) *Les Grands Paradis*, trad. Laure Guille-Bataillon, Flammarion, Barroco, 1980. Cf. « Le Monde des livres » du 31

**ALBERT BENSOUSSAN.**

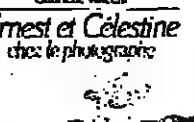
★ **NADIE NADA NUNCA**, traduction (toujours excellente) de Laure Guille-Bataillon, Flammarion, Berrero, 1982, 264 pages, 70 F.

L'ignorance du public français  
à l'égard critique  
les grands noms auraient  
amplément suffi en guise de surprise  
— que  
O.-M. Carpeaux, A. Candido,  
Campos, plus jeunes  
R. Schwarz, W.-N. Galvao, parmi  
d'autres. Rendez-vous moitié  
réussi, donc, pour littérature  
qui n'en finit  
heure.

J.-C. et A.-S.  
● EUROPE — Littérature du Brésil, n° 640-641, 40 F.

**EDITIONS DUCULOT**

*Gabrielle Vincent*  
**Ernest et Célestine**  
*chez le photographe*



Dargaud

**PRIX  
DE LA FONDATION  
DE FRANCE**

*Ernest  
et Célestine  
chez  
le photographe*

*Ernest et Célestine par Gabrielle Vincent*

**Sélectionné par le NEW YORK TIMES parmi  
les dix meilleurs albums de l'année 1982**

FRANCE : Diff-Edit, Paris. BELGIQUE :  de Belgique, Bruxelles.

roman

●

ITALO CALVINO

contes populaires  
italiens

tome I: **Italie du Nord** - tome II: **Italie du Centre**  
 tome III: **Italie des Apennins**  
 tome IV: à paraître

OLIVIER TODD

Un cannibale  
très convenable

roman

Grasset

Un roman, un succès.

GRASSET



### avis aux collectionneurs bibliophiles...

L'édition en 8 volumes des ŒUVRES DE MOLIÈRE (revues et corrigées par MOLIÈRE lui-même et son comédien La Grange) n'existe plus qu'en quelques rares exemplaires dans les archives de la Comédie Française. Une souscription est ouverte pour une fidèle reproduction de ce chef-d'œuvre. 30 illustrations d'origine. Reliure pleine peau à l'ancienne. Tirage limité à 500 exemplaires. Ecr. à VALMER BIBLIOPHILES, Ecr. à VALMER BIBLIOPHILES, 75002 Paris.

## ASIE

Vient de paraître un catalogue de 160 pages de 1 630 livres de 100 à 1 000 pages.

Envoi 20 F (premier achat).

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75016 PARIS  
Tél. : 288-58-06 - 288-73-59.

## PREVENIR

Collection de Cahiers Thématiques réalisée par des scientifiques et des acteurs sociaux

consacre son numéro 6 à :

## HABITAT, CADRE DE VIE, SANTE.

Comment en perçoit-on les relations dans notre vie quotidienne ?

Pour commandes et abonnements :

PREVENIR-C.V.M. - 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 45, 47, 49, 51, 53, 55, 57, 59, 61, 63, 65, 67, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 81, 83, 85, 87, 89, 91, 93, 95, 97, 99, 101, 103, 105, 107, 109, 111, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 127, 129, 131, 133, 135, 137, 139, 141, 143, 145, 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159, 161, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 199, 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 2789, 2791, 2793, 2795, 2797, 2799, 2801, 2803, 2805, 2807, 2809, 2811, 2813, 2815, 2817, 2819, 2821, 2823, 2825, 2827, 2829, 2831, 2833, 2835, 2837, 2839, 2841, 2843, 2845, 2847, 2849, 2851, 2853, 2855, 2857, 2859, 2861, 2863, 2865, 2867, 2869, 2871, 2873, 2875, 2877, 2879, 2881, 2883, 2885, 2887, 2889, 2891, 2893, 2895, 2897, 2899, 2901, 2903, 2905, 2907, 2909, 2911, 2913, 2915, 2917, 2919, 2921, 2923, 2925, 2927, 2929, 2931, 2933, 2935, 2937, 2939, 2941, 2943, 2945, 2947, 2949, 2951, 2953, 2955, 2957, 2959, 2961, 2963, 2965, 2967, 2969, 2971, 2973, 2975, 2977, 2979, 2981, 2983, 2985, 2987, 2989, 2991, 2993, 2995, 2997, 2999, 3001, 3003, 3005, 3007, 3009, 3011, 3013, 3015, 3017, 3019, 3021, 3023, 3025, 3027, 3029, 3031, 3033, 3035, 3037, 3039, 3041, 3043, 3045, 3047, 3049, 3051, 3053, 3055, 3057, 3059, 3061, 3063, 3065, 3067, 3069, 3071, 3073, 3075, 3077, 3079, 3081, 3083, 3085, 3087, 3089, 3091, 3093, 3095, 3097, 3099, 3101, 3103, 3105, 3107, 3109, 3111, 3113, 3115, 3117, 3119, 3121, 3123, 3125, 3127, 3129, 3131, 3133, 3135, 3137, 3139, 3141, 3143, 3145, 3147, 3149, 3151, 3153, 3155, 3157, 3159, 3161, 3163, 3165, 3167, 3169, 3171, 3173, 3175, 3177, 3179, 3181, 3183, 3185, 3187, 3189, 3191, 3193, 3195, 3197, 3199, 3201, 3203, 3205, 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217, 3219, 3221, 3223, 3225, 3227, 3229, 3231, 3233, 3235, 3237, 3239, 3241, 3243, 3245, 3247, 3249, 3251, 3253, 3255, 3257, 3259, 3261, 3263, 3265, 3267, 3269, 3271, 3273, 3275, 3277, 3279, 3281, 3283, 3285, 3287, 3289, 3291, 3293, 3295, 3297, 3299, 3301, 3303, 3305, 3307, 3309, 3311, 3313, 3315, 3317, 3319, 3321, 3323, 3325, 3327, 3329, 3331, 3333, 3335, 3337, 3339, 3341, 3343, 3345, 3347, 3349, 3351, 3353, 3355, 3357, 3359, 3361, 3363, 3365, 3367, 3369, 3371, 3373, 3375, 3377, 3379, 3381, 3383, 3385, 3387, 3389, 3391, 3393, 3395, 3397, 3399, 3401, 3403, 3405, 3407, 3409, 3411, 3413, 3415, 3417, 3419, 3421, 3423, 3425, 3427, 3429, 3431, 3433, 3435, 3437, 3439, 3441, 3443, 3445, 3447, 3449, 3451, 3453, 3455, 3457, 3459, 3461, 3463, 3465, 3467, 3469, 3471, 3473, 3475, 3477, 3479, 3481, 3483, 3485, 3487, 3489, 3491, 3493, 3495, 3497, 3499, 3501, 3503, 3505, 3507, 3509, 3511, 3513, 3515, 3517, 3519, 3521, 3523, 3525, 3527, 3529, 3531, 3533, 3535, 3537, 3539, 3541, 3543, 3545, 3547, 3549, 3551, 3553, 3555, 3557, 3559, 3561, 3563, 3565, 3567, 3569, 3571, 3573, 3575, 3577, 3579, 3581, 3583, 3585, 3587, 3589, 3591, 3593, 3595, 3597, 3599, 3601, 3603, 3605, 3607, 3609, 3611, 3613, 3615, 3617, 3619, 3621, 3623, 3625, 3627, 3629, 3631, 3633, 3635, 3637, 3639, 3641, 3643, 3645, 3647, 3649, 3651, 3653, 3655, 3657, 3659, 3661, 3663, 3665, 3667, 3669, 3671, 3673, 3675, 3677, 3679, 3681, 3683, 3685, 3687, 3689, 3691, 3693, 3695, 3697, 3699, 3701, 3703, 3705, 3707, 3709, 3711, 3713, 3715, 3717, 3719, 3721, 3723, 3725, 3727, 3729, 3731, 3733, 3735, 3737, 3739, 3741, 3743, 3745, 3747, 3749, 3751, 3753, 3755, 3757, 3759, 3761, 3763, 3765, 3767, 3769, 3771, 3773, 3775, 3777, 3779, 3781, 3783, 3785, 3787, 3789, 3791, 3793, 3795, 3797, 3799, 3801, 3803, 3805, 3807, 3809, 3811, 3813, 3815, 3817, 3819, 3821, 3823, 3825, 3827, 3829, 3831, 3833, 3835, 3837, 3839, 3841, 3843, 3845, 3847, 3849, 3851, 3853, 3855, 3857, 3859, 3861, 3863, 3865, 3867, 3869, 3871, 3873, 3875, 3877, 3879, 3881, 3883, 3885, 3887, 3889, 3891, 3893, 3895, 3897, 3899, 3901, 3903, 3905, 3907, 3909, 3911, 3913, 3915, 3917, 3919, 3921, 3923, 3925, 3927, 3929, 3931, 3933, 3935, 3937, 3939, 3941, 3943, 3945, 3947, 3949, 3951, 3953, 3955, 3957, 3959, 3961, 3963, 3965, 3967, 3969, 3971, 3973, 3975, 3977, 3979, 3981, 3983, 3985, 3987, 3989, 3991, 3993, 3995, 3997, 3999, 4001, 4003, 400







Christian Dior, atteint une concentration de l'Extrait à un prix accessible. Dior est toujours aussi chypré, la fraîche de bergamote, corps fleuri sur fond de moquette de chêne qui réunit tous les composants. A partir de l'hiver, le vaporisateur compact de Dior.

Yves Saint-Laurent glisse dans une très belle boîte ovale dorée à glisser avec bandoulière à glands, suggérant celle de Fabergé, un poudrier et un rouge à lèvres avec fermeture à son sigle.

**POUR LUI**

Après « Drakkar noir » de Guy Laroche, « Gros Monsieur sport du printemps », Louis Féraud apporte « Fer », premier parfum pour hommes, par Avon, le géant du genre : un mélange de cardamome, patchouli et pommier sur fond épicié de muscade, mandarine et géranium.

« Devix » d'Aramis, accompagné de produits, répond à l'appel écologique par un citadin dans l'attente du week-end campagnard, à notes boisées, fleuries et herbacées sous le soleil.

« De viris » rappelle les latines avec Jacques Bogart, gère le feu de cheminée hivernal avec une pointe de cuir et de tabac.

Pour lui d'Oscar de la Renta, dans un bleu nuit allie le chypre aux notes vertes, légèrement ambrées, et s'accompagne d'un après-rasage « lotion ».

Roger & Gallet, dans les coffrets, propose, à 120 francs, un flacon d'eau de toilette à 100 ml, un savon. Une boîte à 125 francs contient deux flacons au santal, 500 francs.

Men's Club, d'Hélène Rubinstein, comporte une eau de toilette, un savon moussant. Grey flannel de Geoffrey Beene, en cuir gris, contient eau de toilette, après-rasage et savon.

Chez Hermès, la trousse « Équipage », en simili-daim, contient un vaporisateur de toilette, un après-rasage et un savon, dans une façon corne cerclée argent, à 145 francs.

Paco Rabanne pour homme, présente dans un beau coffret noir, réutilisable, 60 ml chaque d'eau de toilette et d'après-rasage plus un savon.

Balafré, de Lancôme, comporte, comme il se doit, un rasoir mécanique dans un après-rasage et une mini-bombe de mousse à raser.

**Royale**

LES MONTRES  
ET ORFÈVRES  
DE PARIS

Il existe  
la grande  
de précision  
du 19<sup>e</sup> siècle  
à Paris  
Montres de  
Paris

**PIONNIER**  
EN VIDÉO  
PARIS - FRANCE

**AUX VERTUES**

**JACQU**







# INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

### Sur la table

Les arts de la table sont en mutation. Les listes de mariage, qui ont fait la fortune de bien des magasins, changent et s'allègent : moins de services ornements et davantage d'objets divers, plus fonctionnels.

Les achats de vaisselle sont devenus plus impulsifs et ponctuels, pour changer de décor de table avec de nouvelles assiettes, sans s'engager d'une soucoupe et de plats. Un certain nombre de détaillants ont su s'adapter à cette évolution des goûts et du mode de vie. En particulier les cinquante magasins à l'enseigne Arts et Maison, répartis dans toute la France.

Il y a huit ans, plusieurs spécialistes des arts de la table, ayant constaté leurs problèmes d'expansion et de recherche de produits nouveaux, décidèrent d'unir leurs efforts. Le groupement d'achats Arts et Maison était né. Il adoptait la forme coopérative qui permet à tout moment d'administrer de nouveaux membres et assure à tous les adhérents les mêmes droits, selon le principe coopératif : un homme égale une voix.

« Se regrouper pour mieux acheter », dit M. Thierry David, directeur d'Arts et Maison, « a été la première motivation. Mais nous avons, parallèlement, développé une politique de choix des produits pour affirmer notre image de marque. » Sur une sélection faite par Thierry David et son équipe, le conseil d'administration (élu par l'ensemble des adhérents) détermine le choix des objets qui seront vendus dans tous les magasins du groupement. Trois critères orientent les décisions : la qualité, le prix et l'esthétique.

Porcelaine, orfèvrerie de table et cristallerie sont des fabrications françaises de grande qualité. Le groupement des achats pour les cinquante magasins permet (sous un bon rapport qualité-prix) d'assurer la régulation de l'approvisionnement de chaque boutique. Les clients peuvent ainsi obtenir dans des délais très courts les objets qu'ils commandent.

« La qualité esthétique de nos collections », dit M. Thierry David, « est notre objectif primordial. »

nouveautés, les aspirations des consommateurs. Arts et Maison développe d'ailleurs une conception originale de la vente en se rendant à domicile pour présenter, dans l'ambiance de la pièce, divers modèles de services de table. Ceux-ci peuvent toujours s'acheter pièce à pièce, selon les besoins de chacun.

La puissance commerciale d'un tel groupement d'achats lui a permis de faire fabriquer des modèles exclusifs. Pour la porcelaine, huit services ont été créés à Limoges par Bernardaud, Haviland, Lefebvre, Hérault et Paron, Raynaud. Parmi ces exclusivités, une assiette octogonale blanche avec une fleur rose à longue tige, une assiette en céladon ornée d'une rose (120 F) et une assiette somptueuse dont tout le bord est décoré d'un motif du dix-neuvième siècle, 320 F. Dès l'an prochain, Arts et Maison créera ses propres décors, fruits d'une collaboration entre ses stylistes et les porcelainiers de Limoges.

Le métal argenté est une autre spécialité des magasins de ce groupement. Si les couverts se choisissent toujours dans les styles classiques des orfèvres français de renom, les accessoires de table (qui connaissent un grand succès) ont un côté « mode » qui incite aux créations. Arts et Maison a ainsi lancé une ligne « torsade » qui allie la beauté du métal argenté à un motif très épuré. Dans cette collection, des assiettes à champagne (simples ou doubles), des conservateurs à glaçons (320 F), des supports et des plats. D'autres

argenterie : confitures, moutardiers, etc.

JANY AUJAME.

\* Arts et Maison, 10, rue de Paradis, 75010 Paris. Tél. : 770-35-98, indique ses points de vente à Paris et en province.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

Jeudi 16 décembre :

DES ARRÊTÉS

Relatifs au concours d'admission à l'école polytechnique ;

Recrutement particu-

lier de professeurs des disciplines littéraires et de sciences humaines et des disciplines scientifiques ;

Portant ouverture à titre expérimental du service Radiocom 200 et fixation de la tarification applicable à ce service.

LOTÉRIE NATIONALE				LISTE DES NUMÉROS DES SOMMES À PAYER		DES BILLETTS ENTIER	
TRANCHE DE DÉCEMBRE DES SIGNES DU ZODIAC				TRANCHE DE DÉCEMBRE DES SIGNES DU ZODIAC			
TRANCHE	NUMÉROS	BIGES	BIGES	TRANCHE	NUMÉROS	BIGES	BIGES
TRANCHE	NUMÉROS	ZODIAC	PAYER	TRANCHE	NUMÉROS	ZODIAC	PAYER
1	1 911	taureau	10 000	6	9 888	taureau	10 000
	1 912	taureau	10 000		9 889	taureau	10 000
	1 971	taureau	10 000		9 926	taureau	10 000
	1 971	taureau	10 000		9 944	taureau	10 000
2	7 182	taureau	10 000	7	24 888	taureau	10 000
	3 772	taureau	10 000		4 387	taureau	10 000
		taureau	10 000		8 887	taureau	10 000
		taureau	10 000		2 387	taureau	10 000
3	3 282	taureau	10 000	8	17 387	taureau	10 000
	3 282	taureau	10 000			taureau	10 000
	3 688	taureau	10 000		3 888	taureau	10 000
	9 688	taureau	10 000		5 888	taureau	10 000
4	60 843	taureau	10 000	9	57 888	taureau	10 000
	20 388	taureau	10 000		60 876	taureau	10 000
		taureau	10 000			taureau	10 000
		taureau	10 000			taureau	10 000
5	64 934	taureau	10 000	0.		taureau	10 000
	4 894	taureau	10 000			taureau	10 000
	33 894	taureau	10 000			taureau	10 000
	62 894	taureau	10 000			taureau	10 000
6	8 888	taureau	10 000		taureau	10 000	
	36 888	taureau	10 000		taureau	10 000	
	62 888	taureau	10 000		taureau	10 000	
	6 888	taureau	10 000		taureau	10 000	
PROCHAINES TIRAGES LE 23 DÉCEMBRE 1982							
TRANCHE DE LA REDE & MALLOFF (St-Maur)							
L'ARLEQUIN & PARIS							
LOTTO 4 6 28 40 41 49							
PROCHAIN TIRAGE LE 23 DÉCEMBRE 1982 VALADATION JUSQU'AU 21 DÉCEMBRE APPROXIMATIF							
LOTÉRIE NATIONALE - TRANCHE DES SOMMES DES SIGNES DU ZODIAC - N° 78							

**OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATIONS**

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS JEUDI 6 JANVIER 1983, à 14 h

**UN APPARTEMENT**

de 2 pièces princ. au 5<sup>e</sup> ét., bte. cave, ds un imm. sis à PARIS (17<sup>e</sup>) 13, r. du Docteur-Paul-Brousse

**MISE À PRIX : 100 000 F**

S'adr. pr ts renseignements à M<sup>e</sup> G. ELIAH, avocat, 43, r. Richelieu, PARIS (1<sup>er</sup>). T. 339-03-74. Tél. des trib. de gde inst. PARIS, BOBIGNY, NANTERRE, CRETEIL. Sur pl. pr vis. en demandant l'avis à M<sup>e</sup> Blah.

**SERVICE DES DOMAINES**

Prochainement à Lille

**VENTE**

**ASPIRATEUR À GRAINS FLOTTANT**

Construit en Italie par la Sté Reggiane, pour la partie aspirateur et par les Chantiers de Normandie pour le ponton.

Année de construction : 1952 - Mise en service : 1953

Renseignements : Commissariat aux Ventes des Domaines, 22, rue A-Lesclap, 59033 LILLE Cedex - Tél. : 18 22 44 33

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 18 DÉCEMBRE

« Musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné, M<sup>e</sup> Allaz.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Garnier-Ahlberg.

« La Montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, vestibule d'honneur de la Sorbonne, M<sup>e</sup> Leprévost.

« Port-Royal », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal, M<sup>e</sup> Lemarchand.

« De Carthage à Kairouan », 15 heures, Petit Palais, M<sup>e</sup> Angot.

« Exposition Oudry », 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art).

« La peinture française XVII<sup>e</sup> siècle », 15 heures, Louvre, porte Denon.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Garnier-Ahlberg.

« Exposition Fantin Latour », 11 heures, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Les Impressionnistes », 11 heures, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Musée de l'Assistance publique », 14 h 30, 47, quai de la Tourneffe, M<sup>e</sup> Hager.

« Place des Vosges, maison de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges, M<sup>e</sup> Hanler.

« L'étrange univers de la Dame à la Licorne », 15 heures, musée de Cluny (Histoire et archéologie).

« Abbaye de Port-Royal », 14 h 45, 123, boulevard de Port-Royal, M<sup>e</sup> de la Roche.

« La Seine, ses vieux ponts, leur histoire », 14 h 30, devant le Théâtre du Châtelet (Paris antérieur).

« Une école de danse », 15 heures, angle rue Spontini et Bonaparte (Paris et son histoire).

« Quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice (Rénovation parisienne).

« La Concorde », 14 h 30, 4, boulevard du Palais, E. Roman.

« L'art triadique », 15 h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

« Caves, ruines inconnues du Marais, abbaye Maubuisson », 14 h 30, 2, rue de la Harpe (Le Vieux Paris).

« Exposition Fantin Latour », 10 h 45, Grand Palais.

« Musée de la police », 14 h, 1, rue des Carmes, M<sup>e</sup> Agnès.

## CONFÉRENCES

14 h 30, 30, rue Cabanis, Ch. Guasco : « Le Temple avant les Temples » (Littérature-Vieilles).

15 heures, Palais de la Découverte, G. Langlet : « L'informatique et visualisation des molécules ».

15 heures, 12, rue J.-L. Bernard : « Théologie », et 17 heures, C. Trudet : « Le Raja yoga » (projections) (Ergonomie).

16 heures, 84, rue de Grenelle, Rodovan Nedelkovic : « Les origines réelles du christianisme » (Société nationale d'histoire de la France).

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>e</sup> Garnier-Ahlberg : « Eglises cisterciennes de France » (projections).

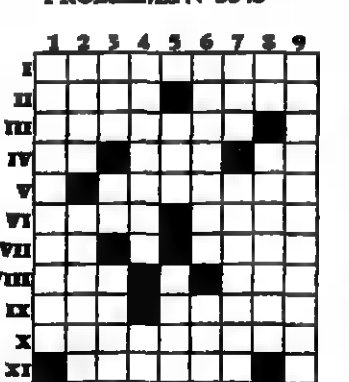
20 h 30, 199 bis, rue Saint-Martin, L. Baudouin : « La connaissance de soi, des autres et la graphologie » (AMORC).

21 heures, 195, rue Saint-Jacques, J.-Y. Blot : « Au large de la Méditerranée, la mer du Nord » (Institut océanographique) (projections).

21 heures, Palais de la Découverte, A. Morla : « De l'homme à l'homme » (débat, diaporama) (entrée gratuite).

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3343

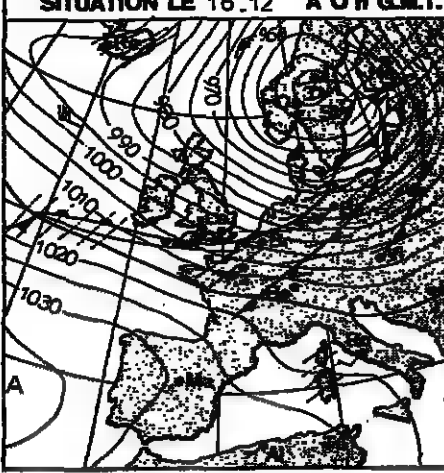


### HORIZONTALEMENT

I. Pour elle, le temps est l'argent. II. La petite généralement plus que la grande. III. Le mot à le droit de partager leur gaitte. IV. Caractères en l'air. On l'éleve pas la douceur. Interjection. V. Rail pour train-train administratif. VI. Il faut une... VII. Préposition. Est... VIII. Personnage... IX. Patron lucien. Longue... X. Peut monter un bateau avec une certaine

## MÉTÉOROLOGIE

### SITUATION LE 16.12 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 17.12 DÉBUT DE MATINÉE

La France restera située dans le courant perturbé d'ouest à nord-ouest qui circule de Terre-Neuve à l'Europe occidentale. Une zone de pluie ayant abordé les côtes de la Manche jeudi matin, achèvera de traverser les régions méditerranéennes. Ensuite, amorce d'un rafraîchissement vendredi. Sur l'Aquitaine, les Pyrénées, le Massif Central, les Alpes, le temps sera encore très doux pour la saison et il pleuvra. En haute montagne, quelques chutes de neige, en moyenne montagne, fonte de la neige au sol. Sur les autres régions, soit un peu plus que la moitié nord, il fera un peu plus frais, le ciel sera très changeant avec succession d'éclaircies et de nuages dominants des ondées.

Au cours de la journée, aggravation par l'ouest. Une nouvelle zone d'averses abordera la Bretagne, elle gagnera l'après-midi Normandie, région parisienne, Val-de-Loire, Vendée et Charentes puis l'ouest du Massif Central. L'Est et toutes les régions méditerranéennes. Le vent d'ouest à nord-ouest soufflera assez fort en général et l'après-midi, avec le passage au nord-ouest, fortes rafales.

Entre le matin et l'après-midi, les températures ne bougeront pas beaucoup : sur la moitié nord 5 à 7 degrés et sur la moitié sud 9 à 11 degrés. Le rafraîchissement qui amorcera près de la Manche sera sensible sur la moitié nord samedi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 16 décembre à 7 heures, de 1003,7 millibars, soit 754,3 millimètres de mercure.

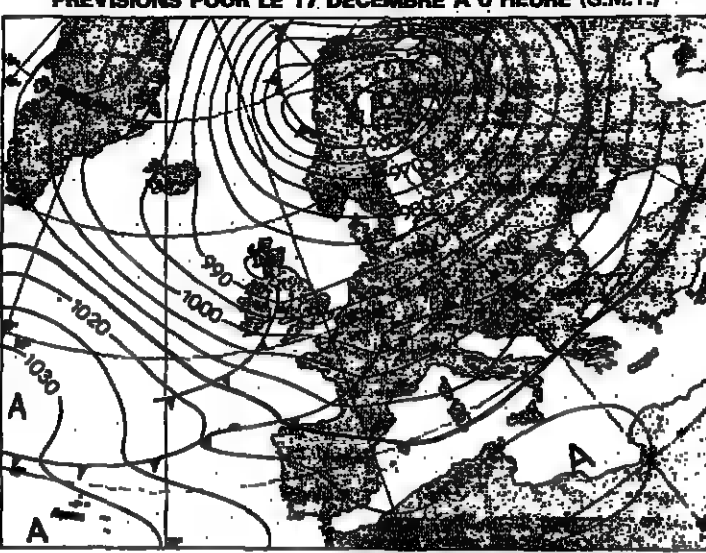
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 décembre ; le second le minimum de la nuit du 15 décembre au 16 décembre) : Ajaccio, 13 et 14 ; Biarritz, 13 et 13 ; Bordeaux, 14 et 12 ; Bourges, 12 et 11 ; Brét, 12 et 11 ; Caen, 12 et 10 ; Cherbourg, 11 et 11 ; Clermont-Ferrand, 13 et 12 ; Dijon, 9 et 5 ; Grenoble, 3 et 3 ; Lille, 12 et 9 ; Lyon, 3 et 3 ; Marseille-Marguerite, 11 et 4 ; Nancy, 7 et 6 ; Nantes, 13 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 7 ; Paris-La Bourne, 13 et 12 ; Pau, 13 et 12 ; Perpignan, 16 et 15 ; Rennes, 14 et 12 ; Strasbourg, 9 et 9 ; Tours, 13 et 11 ; Toulouse, 13 et 12 ; Poitiers-Pi, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 4 degrés ; Amsterdam, 12 et 6 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 6 et 6 ; Bonn, 13 et 8 ; Bruxelles, 12 et 9 ; La Caba, 22 et 13 ; Les Canaries, 20 et 17 ; Copenhague, 9 et 3 ; Dakar, 23 et 20 ; Djibouti, 17 et 11 ; Genève, 4 et 4 ; Jérusalem, 13 et 6 ; Lisbonne, 14 et 11 ; Londres, 13 et 6 ; Luxembourg, 10 et 5 ; Madrid, 10 et 0 ; Moscou, -3 et -2 ; Nairobi, 26 et 16 ; New-York, 9 et 0 ; Palma-de-Majorque, 15 et 11 ; Rome, 15 et 7 ; Stockholm, 2 et 1 ; Téhéran, 17 et 7 ; Tunis, 16 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



### PRÉVISIONS POUR LE 17 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



## UNE LETTRE DU DIRECTEUR DE LA MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

### Les prévisions peuvent être améliorées

Dans le Monde du 1<sup>er</sup> décembre, nous rapportons les propos de M. René-Guy Soula, directeur du laboratoire associé (au C.N.R.S.) de météorologie physique à l'université de Clermont-Ferrand-II. M. Soula critique « une trop forte centralisation de la météorologie dans notre pays ». M. J. Labrousse, directeur de la Météorologie nationale, nous a adressé, en réponse, une lettre dans laquelle nous extrayons les passages suivants :

Le vendredi 26 novembre, les informations du centre régional de Lyon, ainsi que celles des stations rattachées de Clermont-Ferrand et de Saint-Etienne, donnaient en début d'après-midi la prévision suivante, sur la région considérée, pour le soir et la nuit à venir : temps frais, ciel couvert, avec précipitations plus abondantes sur le relief, sous forme de neige au-dessus de 600 à 800 mètres. La prévision était manifestement trop optimiste, surtout pour ce qui concerne la limite inférieure de la neige. Cependant, et il ne s'agit pas de signalisation, puisque le phénomène venait de débuter, la station de Saint-Etienne commença à alerter dès 19 h 15 différents points sensibles : usine Renault voisine, l'usine de Lyon, gendarmeries du secteur (Saint-Etienne, Roanne, Montbrison...), etc. Le centre régional de Lyon diffusa à son tour vers 21 h 30, à l'ensemble de ses correspondants habituels (communauté urbaine de Lyon, S.N.C.F., diverses directions départementales de l'équipement, etc.), un bulletin spécial qui, valable jusqu'au samedi 27 à 10 heures, signalait des chutes de neige et du verglas au-dessus de 200 mètres.

Ce résumé appelle deux commentaires. D'une part, à grande échelle, le phénomène général, à savoir l'arrivée par l'ouest, puis le ralentissement et la stagnation sur place d'un front froid, - avait été bien prévu, et ce, au moins trois jours à l'avance ; d'autre part, les phénomènes petits à l'échelle de la France, mais si importants par leurs conséquences, qui ont échappé à nos prévisionnistes étaient, tout au moins dans l'état actuel de nos connaissances et de nos moyens, imprévisibles, à moins d'une intuition géniale pouvant aussi bien mener, en d'autres circonstances, à des mises en alerte intempestives.

On peut, à partir de là, mieux appréhender les moyens de progresser. Des épisodes tels que celui dont il s'agit ici sont très peu fréquents, et la climatologie (c'est-à-dire l'examen de longues séries d'observations) ne serait d'aucune aide ; c'est bien la prévision à court terme qu'il faut améliorer, dans sa précision et son efficacité.

Parler du monopole de la Météorologie nationale comme le fait M. Soula me semble erroné : ce monopole n'existe pas, et toute personne physique et morale peut organiser un service d'assistance météorologique. Surtout, cette approche aboutit à mesurer les vrais problèmes, qui sont comme on l'a vu de nature scientifique et technique, et qu'on n'a donc aucun espoir de résoudre en agissant sur les structures.

**NEIGE PLUS ULTRA**

**ET NOËL SYMPA !**

Enfants : remontées gratuites pour les - de 7 ans.

40% de réduction pour les 7/13 ans

Débutants : remontées-pentes gratuites

**Val d'Isère**

OFFICE DU TOURISME

BP 28 73150 Val d'Isère (73) 06 83-1060 980 077 F



Le Monde

## culture

PHOTO

## L'envers de la médaille

Quand une institution propose à Henri Cartier-Bresson une médaille, il demande d'abord si elle est purement décorative. Si oui, il s'excuse, très civilement : « Vous prenez un grand risque, je suis entre le fusil et le pickpocket. » Mais quand on lui promet l'argent, il accepte, avec empressement : il fait venir d'Amnesty.

Ainsi Cartier-Bresson vient-il de recevoir, en 1982, après Ansel Adams et Lennart Nilsson, le Prix de photographie de la fondation Erna et Victor Hasselblad, 150 000 couronnes suédoises.

Il y a un mois, Henri Cartier-Bresson reçoit une invitation et un photo pour colloque de l'acte photographique. Cartier-Bresson n'a pas besoin de l'acte des procès, des schémas ex-

ternels, des factuels et des apories, des mimésis, des apaisements, des dévaluations lumineuses, des élargissements sémantiques, des actes iconiques, des nombreux étant-ici, ici-maintenant, il prend sa plume sur le champ pour sabrer une franche réponse définitive : « Messieurs, j'ai bien reçu l'acte II, scène II, vous bien voulu m'adresser l'acte photographique. Profondément ému, je tiens à vous dire combien je vous dévouement. »

Il a l'acte II, scène II, grand organe visuel (voir : la dioptrique, du point de vue, la méthode, Descartes). Avec tous mes remerciements, je prends la parole. Je vous prie d'accepter l'hommage d'un photographe repentant.

H. G.

EXPOSITIONS

## L'HABITAT CRÉOLE AU CENTRE POMPIDOU

## Permanences

Tout droit après la « grande » entrée par la piazza, au fond et à gauche, dans la salle de l'habitat, du C.C.I. (Centre de création industrielle), est présentée une exposition, petite par la taille, mais grosse par la qualité, et consacrée à l'habitat créole en Guadeloupe. La présentation, soignée, rigoureuse, n'est pas si simple que ça paraît. Elle est faite d'attention fine, de recherche simple. Mais, faisant abstraction de ces défauts, on isole par la pensée les photographies, les plans clairs, les commentaires sobres (ils ne sont pas destinés aux spécialistes) de Jack Barthélot, architecte guadeloupéen, et en l'occurrence découvreur.

Car il n'est pas fréquent d'assister à la « découverte » d'une architecture vivante à tous, et pourtant inconnue à ceux qui l'habitent. C'est vrai de la belle, de bonne, et grande architecture, comme celle du Centre Pompidou. Une architecture métropolitaine, rentrée en grâce il y a quelques années. Ce l'est aussi, même si l'esprit du temps s'y prête désormais avec un peu de complaisance, de la « petite » architecture, ou de l'architecture traditionnelle. Il faut être de ses temps et patientes études pour inventer les formes, les techniques, les matériaux, les adaptations qui font la vie et la cohérence d'un ensemble. En témoignage le Corps de l'habitat, publié par le Musée des arts et traditions populaires et les éditions Berger-Levrault, dont chaque volume fait un cadeau tout indiqué, quoiqu'un peu austère, pour ceux qui passent Noël à la campagne, à la montagne ou à la mer (1).

Jack Barthélot, lui, a regardé les constructions et les jardins de son île, et ceux des autres îles des Antilles, la Martinique surtout. Il en a

recherché les constantes, les différences, en analysant l'évolution, souligné les originalités. De ce travail, il a tiré l'exposition du C.C.I. — qui sous une forme plus discrète a déjà circulé dans ses terres d'origine — et, avec Marguerite Gaurand, un livre en français, anglais et créole, publié à leurs frais (2). Un livre manifeste, car, à l'habitat guadeloupéen et martiniquais, on ne peut pas se contenter de dire que c'est différent, comme cela s'est déjà passé dans d'autres îles des Antilles, où la place à tel ou tel constructeur de maison en bois et à leurs stéréotypes ordinaires, ce ne sont pas des barreaux en tôle ondulée, comme on veut trop volontiers les voir, qui disparaissent, mais le mode de vie, des rites, une histoire originale qui passerait à l'as.

Or il se trouve que le cas traditionnel se trouve aujourd'hui immergé des techniques et des matériaux modernes, le bâtiment en béton, sans pour autant se renier, qu'il s'agisse de la trame des pièces ou du système constructif. L'ancien refuge des esclaves, éphémère et mobile, se révèle ainsi d'une étonnante permanence. Mais on a vu ailleurs ce qui valait telle permanence lorsque l'argent, sans clairvoyance ni scrupule, se mêle d'architecture.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

1) Dernier volume paru : le Comité de Nîmes.  
2) Kaz Auriel Jan Moun Ka Réti, l'habitat populaire aux Antilles, Editions Perspectives créoles, 1, rue Victor Hugo, Pointe-à-Pitre, 97110 Paris. Distribution en France : Editions caribéennes, 5, rue Lullier, B.P. 8709 - 75421 Paris, Cedex 09.  
3) Kaz Gwadeloup-Habiter créole, Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 24 janvier.

MUSIQUE

## CRÉATION A L'IRCAM

## « Bhakti », de Jonathan Harvey

Encore peu connu en France en dépit du succès de son opéra pour bande magnétique synthétisée par ordinateur : Mortuus plango, vives réalises à l'IRCAM, créée en 1979 au Festival de Lille, le compositeur britannique Jonathan Harvey (né en 1939), qui avait reçu commande de Vasso Dervizi pour l'IRCAM, vient à nouveau d'attirer vers lui les oreilles du monde musical avec Bhakti pour ensemble instrumental et synthétisé par ordinateur, dans l'Ensemble intercontinental placé sous la direction de David Cohen, a donné quatre exécutions successives (du 3 au 7 décembre) accueillies chaque fois avec le même enthousiasme.

Divisée en douze mouvements, l'œuvre est desquels l'auteur a tiré un opéra de Rigveda, cette composition présente une suite dans chaque section possède son caractère et sa forme propres. Le premier mouvement s'articule autour d'une note, c'est l'économie des moyens qui permet de prolonger la durée ; les instruments sont « directs » et « pré-enregistrés »,

que diffusent les haut-parleurs. Le deuxième mouvement est une perfection. Le troisième mouvement est un rythme impétueux. Le quatrième mouvement, au contraire, exclusivement instrumental, est consacré à l'élaboration mélodique progressive de la série de sons sur laquelle est basée la composition. Cette mélodie fera plusieurs fois l'objet de variations et de transformations. Il serait fastidieux de décrire aussi sommairement les phases successives de la partition, qui parvient à captiver l'attention durant cinquante minutes à réjouir d'une œuvre peu commune de l'écriture instrumentale et de l'utilisation musicale de l'ordinateur. Les interventions s'intègrent parfaitement dans le résultat final.

S'il fallait faire une réserve, elle concernerait la caractéristique curieuse de la composition : le style qu'on aimerait plus affirmé, mais rien n'est plus difficile à définir que le style d'un compositeur au vu d'une seule œuvre.

GÉRARD CONDÉ.

## « LA CLÉMENCE DE TITUS », à Nantes

## Une intensité racinienne

Après Chambéry, l'Enlèvement au sérail, l'engouement mozartien de nos provinces est confirmé par cinq représentations de la Clémence de Titus au Théâtre Graslin à Nantes, qui ont reçu un accueil étonnant pour un sévère opéra sera considéré pendant plus de cinquante ans comme une œuvre morte-née, incapable de tenir la scène. Ecrite après la Flûte enchantée, en un temps record, pour le couronnement de l'empereur Léopold II, la Clémence contient des airs et ensembles admirables, empreints de gravité, mais elle correspond nullement à la prodigieuse avancée que Mozart avait fait accomplir à l'opéra.

Karl-Ernst Hermann, récemment à Bruxelles, avait dû déployer toutes les ressources de la dramaturgie pour habiller cette musique (surtout les interminables réclames) d'un réalisme dramatique. A Nantes, Jean-José Rieu, pour ses débuts de directeur de scène, a mis essentiellement sur un fervent et une intensité quasi raciniennes, une grande pudeur d'atti-

tudes celle des demoiselles de Saint-Cyr, dans un beau décor de Claire Belloc : une salle de marbre veiné bleu et gris, une terrasse en fuite, jusqu'à une étroite anfractuosité lumineuse, repaire de Titus, le puissant, le solitaire.

Malgré des moyens limités, cette réalisation, en concentrant l'attention sur le lyrisme de Mozart à travers des personnages emblématiques, atteint à une sorte d'authenticité essentielle. La distribution très jeune, fait vibrer des personnages aux nerfs tendus à rompre dans lesquels on peut s'empêcher de voir Mozart jetant, avant de mourir, ses dernières forces, les derniers feux de sa génie.

Francine Laurent porte à son comble la dureté, l'ambition de cette Vitellia qui joue cruellement de l'amour de Sextus, l'oblige à assassiner Titus et le retient quand même Titus pour faire d'elle sa épouse. Pourtant l'étoffe de sa voix, malgré une indéniable technique, est un peu sèche pour l'heroïne de cette œuvre.

Margarita Zimmermann, au contraire, sublime le personnage de Sextus par la sombre beauté de son timbre, la richesse de sa phrase, la rigueur de son jeu, qui expriment le terrible intérieur d'un être d'une grande noblesse. La douce Servilia d'Alison Hargan et l'Annius très tendre de Sonia Nigoghossian imagent joliment les personnages secondaires dépassés par le drame qui les entoure.

Face à ces rôles finissants, Keith Lewis impose un Titus moins conventionnel que de coutume. Et s'il laisse vivre Sextus, il ne peut-être pas, comme le dit trop facilement, pour donner de sa image flatteuse, mais, du moins chez Mozart, par anité.

Malgré l'excellent style de Vittorio Negri impose à cette représentation, la réussite n'atteint pas celle du Turc en Italie (ici-même l'an passé). Rossini est moins exigeant que Mozart et l'Orchestre des Pays d'Loire ne semble pas assez affiné et homogène pour une œuvre d'une perfection aussi acérée.

ALCOULE LONCHAMPT.

Le grand prix de la chanson d'Outre-mer — d'une valeur de 10 000 F — a été décerné pour la première fois par la Société nationale de radio-télévision d'outre-mer (S.N.T.O.M.), le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, la SACEM, à l'auteur-compositeur martiniquais Martin Calder pour sa chanson en créole « Concerto pour l'océan ». Les Guadeloupéens Félix Prote et Jean Courtois ont de leur côté reçu, respectivement, un deuxième prix et un prix spécial d'interprétation.

THÉÂTRE

## « LA PETITE SIRÈNE », à Saint-Denis

## L'enfance saccagée

La mer, c'est, dans une lumière un peu froide et voilée, l'élégance d'une piscine avec un décor de façades et un chromes (décor de façade de Michel Quoist). S'y mêlent un tourbillonnement, la grand-mère, la mère et ses sœurs : de multiples jeunes filles aux longues robes, sinuées et glauques, le style Liberty, d'immortelles égarées. On rit beaucoup du nervosisme, à rien. Ce serait cela, l'enfance.

Un jour, un beau garçon noyé vient glisser sur la piscine, c'est-à-dire un bras et des jambes. Et la sirène s'élève de ce corps renversé, désirable. Alors, le jour de ses quinze ans, elle descend de monter à la surface des eaux, et la grande coupe un long robe, libérant ses jambes libellules, la libérant au risque de l'amour et de la vie.

Théâtre punk mais à voix superbe (celle de Nina Hagen) qui a donné pour le prix de ses jambes. Et elle s'effraie, autant qu'elle effraie, de cette humanité que lui rejette un qu'elle aime, qui la balaie et veut l'entendre chanter. Pour le prince, la sirène ne le rencontrera pas. L'histoire est, sous les caméras et les projecteurs. De nouvelles, la voix de Nina Hagen, devant un scintillant réseau d'algues vertes.

Avec cette lecture spectaculaire d'Andersen, Patricia Gires a réussi à faire de l'enfance une œuvre, à l'oser son désir. Mais à la douceur et à la rigueur de la conteuse, elle a substitué une violence presque sauvage, cri de révolte plutôt que plainte romantique, et d'autant plus fort qu'il se déploie sur un fond d'harmonie glacée, à travers la musique de Phil Elton et de Luciano Bérrio. Un cri qui dérange, celui de l'enfance saccagée.

BERNARD RAFFALLI.  
Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, jusqu'au 11 décembre, puis en tournée. Tél. : 243-00-59.

JOYCE  
ULYSSE  
THÉÂTRE  
PAR LE BAS  
16/20 DÉCEMBRE  
CENTRE G. POMPIDOU 274.42.19

CIRQUE DE MOSCOU  
SUR GLACE  
SPECTACLE  
DES FÊTES  
au Palais des Sports  
jusqu'au 16 Janvier

Matinées : les mercredis à 14 h 15  
Samedi 18 Décembre : 14 h 15 et 17 h 30  
Dimanche 19 Décembre : 14 h 15 et 17 h 30  
Samedi 25 Décembre : 1 matinée à 17 h 30  
Dimanche 26 Décembre : 2 matinées à 14 h 15  
Samedi 27 Janvier : 1 matinée à 17 h 30  
Dimanche 28 Janvier : 2 matinées à 14 h 15 et 17 h 30  
Soirées à 20 h 30 : Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi  
L'entrée au PALAIS DES SPORTS et toutes les villes par téléphone au 828.40.90

CINÉMA

## « TELL ME », DE LEE GRANT

## Le dernier départ

Voilà un film d'ambiance sympathique. Une femme (une actrice) formation à l'intelligence d'un être, détail la vie, d'humour et de compassion mêlés, le cinéma est un précieux lorsqu'il met en scène la qualité au service d'une œuvre.

L'histoire de Tell me est celle d'un couple. David (Melvyn Douglas) est un peintre en bâtiment. (Lila Kedrova) est la sœur d'un homme riche. Entre eux, il y a une grande différence de statut social et de leur milieu, lorsque le film commence, ils se rencontrent dans leur maison. David prend garde à elle est trop grande et lourde pour elle. Eve quitte son mari plutôt que son foyer et ses livres.

Lorsque David apprend qu'Eve est enceinte d'une fille, dont on meurt vite à l'âge de l'organisation pour deux un grand voyage à travers les États-Unis avec leurs enfants, après qu'ils aient en Californie après d'une de leurs petites-filles. Ils y découvrent la jeunesse d'aujourd'hui, mais aussi une vieille

amie d'Eve (une actrice) ultime exil, le couple revient à l'amour et à l'origine.

Grant a travaillé son récit, multiplié les ellipses, s'intéressant davantage aux prolongements psychologiques qu'aux événements eux-mêmes. Mais n'a pas été simple et rigoureux dans la direction des acteurs. Si Melvyn Douglas est un vieillard plein de dignité et de charme, Lila Kedrova est un peu trop souple et vive pour son rôle. Les images qui sont les images qui semblent peser sur les dos, elles finissent par devenir folkloriques.

Au fur et mesure, l'émotion perd de sa force. On a le sentiment désagréable de une des qualités parfois de l'œuvre de Lee Grant ne se dément pas.

CLAIRE DEVARREUX.

\* Voir les films nouveaux.

Le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris a ouvert, le 14 décembre, une nouvelle librairie d'art dans la salle du 11, avenue du Président Wilson, 75116 Paris. Renseignements : 723-61-27, poste 350.

drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris

Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 043290

Ligne téléphonique permanente : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu le veille des ventes de 11 à 18 heures. Indications particulières

LUNDI 20 DÉCEMBRE (exposition samedi 18)

S. 5-6 - Tableaux XVII, XVIII, XIX, XX siècles. M. ADAP, C. SOLANET.  
S. 7 - Tableaux, tapisseries, M. CORNETTE DE SAINT CYR.  
S. 8 - Objets d'art, M. ADAP, C. SOLANET.

S. 9 - Tableaux, tapisseries, M. CORNETTE DE SAINT CYR.  
S. 10 - Objets d'art, M. ADAP, C. SOLANET.  
S. 11 - Objets d'art, M. ADAP, C. SOLANET.

LUNDI 20 et MARDI 21 DÉCEMBRE (exposition samedi 18)

S. 2 - Objets d'art d'Extrême-Orient. M. ADER, PICARD, TAJAN, M. POUY.  
S. 3 - Objets d'art d'Extrême-Orient. M. ADER, PICARD, TAJAN, M. POUY.

MARDI 21 DÉCEMBRE (exposition samedi 20)

S. 4 - Bijoux, objets de vitrine, M. ADER, PICARD, TAJAN, M. POUY.  
S. 5 - Bijoux, argent, M. CORNETTE DE SAINT CYR.  
S. 6 - Objets d'art et d'ameublement, instruments de musique. M. ADER, PICARD, TAJAN, M. POUY, D. L. L.

MERCREDI 22 DÉCEMBRE (exposition samedi 21)

S. 1 - Tableaux, tapisseries, M. CORNETTE DE SAINT CYR.  
S. 2 - Tableaux, tapisseries, M. CORNETTE DE SAINT CYR.  
S. 3 - Tableaux, tapisseries, M. CORNETTE DE SAINT CYR.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADAP, PICARD, TAJAN - 12, rue Favart (75002) 261-80-07.  
AUDAP, GODEAU, M. ADAP - 32, rue Drouot (75009) 770-67-68.  
CORNETTE DE SAINT CYR - 2, rue de Provence (75008) 770-81-35.  
CORNETTE DE SAINT CYR - 24, rue de la Harpe (75005) 720-15-84.  
DEURBERQUE, 18, boul. Montmartre (75002) 261-36-50.  
OGER, DUMONT, 22, rue de la Harpe (75005) 246-88-95.

ODEON THEATRE NATIONAL  
direction Jacques Toja tél. 325 70 32

du 17 déc. au 8 fév.

LE GRAND MAGIC CIRCUS  
ALICE SÄPRITCH  
dans  
SUPERDUPONT  
ZE SHOW!

un spectacle de  
JEROME SAVARY

sur des textes  
de  
LOB et  
GOTLIB

Coproduction N.T.P.M.  
Nouveau Théâtre de Paris

CIRQUE DE MOSCOU  
SUR GLACE  
SPECTACLE  
DES FÊTES  
au Palais des Sports  
jusqu'au 16 Janvier

Matinées : les mercredis à 14 h 15  
Samedi 18 Décembre : 14 h 15 et 17 h 30  
Dimanche 19 Décembre : 14 h 15 et 17 h 30  
Samedi 25 Décembre : 1 matinée à 17 h 30  
Dimanche 26 Décembre : 2 matinées à 14 h 15  
Samedi 27 Janvier : 1 matinée à 17 h 30  
Dimanche 28 Janvier : 2 matinées à 14 h 15 et 17 h 30  
Soirées à 20 h 30 : Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi  
L'entrée au PALAIS DES SPORTS et toutes les villes par téléphone au 828.40.90







# COMMUNICATION

## « Libre expression à l'Assemblée nationale »

Libre expression à l'Assemblée nationale. Le thème de deux émissions qui seront diffusées, le 16 décembre sur TF1, et le 23 décembre sur Antenne 2, à 19 h 45. Ces deux émissions, réalisées par Daniel Martineau et Noël Guéhenne, ont un immense mérite : en montrant que les députés travaillent beaucoup dans l'hémicycle, dans les commissions, les groupes de travail ou lors des réunions politiques, ils peuvent aider à combattre l'antiparlementarisme qui existe dans l'opinion publique et qui, pour une part, a infondé.

Force est toutefois de constater que c'est une « institution » nationale très « institutionnelle » que montrent TF1 et Antenne 2, même si, pour la première fois, chaque groupe politique a accepté de caméras filmer l'une de ses réunions. Pour le reste, c'est le Palais-Bourbon tel que l'on peut l'imaginer : un cérémonial qui peut apparaître anachronique, par exemple la garde républicaine qui forme une haie, sabre au clair, pour le salut et l'arrivée du président de l'Assemblée nationale. La caméra s'arrête longuement sur les statues, les magnifiques peintures qui ornent les plafonds, sur les lambris dorés. Bref, un décor un peu figé, en dehors de la vie.

On comprend bien que les députés se dévouent à leur tâche, que les magnifiques peintures qui ornent les plafonds sont nécessaires pour préparer une intervention de dix minutes, comme le dit M. Mermeas, que l'atmosphère des commissions parlementaires est studieuse, la plupart du temps. On perd un peu le fil quand le commentateur tente d'expliquer la complexité de la discus-

sion budgétaire ; on comprend à peu près par quel cheminement passent les amendements, mais on retient surtout le propos de M. Goux (P.S.), président de la commission des finances, qui n'est pas satisfait de la procédure, qui n'hésite pas à parler des chaises, et qui reconnaît que le spectacle de la publicité « ne fait pas honneur à l'Assemblée nationale ».

M. Goux n'est pas le seul à penser. Cela, on ne le dit pas. Comme ne dit pas que le deuxième chapitre de la loi de finances est un assomant marathon, que, pour rien au monde, on ne peut supprimer, étant donné qu'il y a pour les députés de la gauche, une « unique » s'exprimer, la perte de vue ou presque.

### Et les rouges ?

En fait on comprend que la machine parlementaire fonctionne admirablement bien : que l'Assemblée regorge de gens très compétents. Mais on ne sait pas comment elle fonctionne, ni comment elle fonctionne. On ne parle ni des collaborateurs des députés, ni des administrateurs de grande qualité, ni du dévouement du personnel, huissiers, secrétaires, bref, ne parle pas de tous ceux qui ont fait travailler l'Assemblée nationale. Pas un mot sur les journalistes parlementaires ; ne sait pas quels leurs rapports avec les députés et avec l'administration, on ne peut pas rendre compte que les députés recherchent leur rôle ou les fuient, même l'humour, le mo-

l'opportunité. On ne dit rien de la chaîne, qui, à travers l'hémicycle ou dans les couloirs du Palais, portent de mystérieuses lettres.

On voit à quel point une « libre expression » peut tourner à la confusion la plus totale lors de la discussion d'un texte difficile, notamment en ce qui concerne l'expérience ou parfois - de la partialité du vice-président installé au « perchoir ». On assiste pas, évidemment, à des suspensions de séance pendant lesquelles, comme Delcroix, le représentant du gouvernement ou d'interminables palabres des députés à majorité pour échafauder un compromis. On voit pas les représentants de l'Élysée, de Matignon, de chaque groupe, qui surveillent les débats, prêts - en principe - à intervenir. On imagine pas non plus à quel point le règlement de l'Assemblée nationale peut être, pour celui qui le connaît bien, une redoutable pour-tarder à l'Assemblée.

On ne sait pas enfin que rares sont les députés qui rédigent leurs propres rapports parlementaires, laissés à des administrateurs ou à des commissions spécialisées. On pourrait ainsi multiplier les exemples. Au fond, on ne comprend pas la vie vécue aussi à l'intérieur de l'Assemblée nationale qui donne trop souvent, à tort, l'impression d'être un microcosme. Il n'empêche : ce n'est pas une émission. Il faudra faire d'autres émissions de l'Assemblée nationale. - L.Z.

(1) L'apprentissage du 16 décembre, la présidence de l'Assemblée nationale, qui a été déclarée de M. Goux, qui a été le 23 décembre, supprimé. Bizarre.

## HACHETTE : l'audiovisuel au secours de l'édition

Il n'est pas facile de transformer une grande maison d'édition en groupe multimédia. C'est ce que tentent depuis deux ans les dirigeants de la Librairie Hachette, encouragés par les perspectives de développement des moyens de communication audiovisuelle.

Fin 1980, lorsque Matra prend le contrôle de Hachette, les activités audiovisuelles ne représentent que 1 % des affaires du groupe d'édition. La même année, le groupe américain Time Inc., qui avait accédé à l'investir à perte pendant années dans la société de télévision par câble Home Box Office - voit ses recettes audiovisuelles passer de 10 à 100 millions de francs. Une comparaison qui pousse les nouveaux dirigeants de Hachette à réagir rapidement, s'il ne s'agit pas d'entamer une diversification à l'américaine.

« On ne peut plus être un géant de la presse périodique et un nain de l'audiovisuel », explique M. Yves Sabouret, directeur général du groupe. Les deux grandes sources d'activité de Hachette ont leurs limites. L'édition, c'est un grand travail. L'époque où un grand groupe d'édition générale pouvait subsister grâce à ses seules ventes de revues, Hachette doit devenir un groupe multimédia pour qu'à travers les investissements déployés par l'audiovisuel puissent préserver la valeur du secteur de l'édition.

Cela dit, Hachette n'est pas une entreprise spectaculaire, démontre ainsi ceux qui s'attendent à une stratégie plus audacieuse de la part du groupe Matra. Il est vrai que les espoirs nourris par M. Jean-Luc Lagardère se voient confortés par la télévision privée sur laquelle ont quelque peu déçu par l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialiste. Pour les dirigeants de Hachette, il s'agit donc d'investir avec mesure dans les secteurs de la communication, en particulier dans le marché rentable, aux règles du jeu précises, esquissées par la loi du 29 juillet 1982.

### Une position internationale

Hachette possède déjà avec Channel 80 - un outil de production qui intervient comme prestataire de services pour les chaînes de télévision. Ses équipements techniques ont d'ailleurs l'importance de ceux de la télévision française de production (S.F.P.), à la V.T.F., cette chaîne, filiale de la Compagnie luxembourgeoise de télévision. Mais, pour Yves Sabouret, « la vocation de Hachette n'est pas d'investir dans les techniques audiovisuelles. Channel 80 permet d'acquiescer au savoir-faire dans un domaine que nous maîtrisons mal, de mieux mesurer les techniques techniques et financières de type de production ».

Autre pied dans la télévision, Télé-Hachette, la société de Frédéric Joubert, qui vend depuis des années des séries aux chaînes. Mais là, la réduction des productions - liée aux incertitudes et tensions internes des sociétés de télévision - ne contribue guère au développement des entreprises privées du secteur. « Pour développer le type d'activité, il faut sortir du cadre strictement hexagonal », explique M. Yves Sabouret. Comme l'édition, la télévision est aujourd'hui un marché international. C'est pourquoi, avons créé, en avril dernier avec les Éditions Mondiales, une filiale destinée à prospecter le marché international. Hachette-Éditions Mondiales (H.E.M.) a déjà mis à chantier des projets de coproduction lourde, l'un avec Home Box Office, l'autre avec Public Broadcasting Service (P.B.S.).

Hachette s'intéresse aussi à un bien particulier où la production française est singulièrement absente, celui des animations pour la jeunesse. Un département vient d'être confié à Mme Nina Woolmark, créatrice de l'Ulysse 31, la série d'animation française qui connaît son dernier an certain international.

Mais la grande affaire reste le cinéma. Chez Hachette, les films, bien que le film de long métrage reste le produit audiovisuel le plus apprécié du public. La création, début 1982, de Hachette Première, société de production cinématographique, pour accueillir avec un certain scepticisme, il est vrai qu'on s'improvise pas producteur et dans ce domaine, les premières places sont déjà bien occupées. L'affaire prend une autre tournure avec la création en septembre dernier d'une commune avec la Twentieth Century Fox. Un accord qui permet de drainer sur le marché national 4 à 5 millions de dollars finançant la production de trois à cinq films par an. Des films français, en France, et dont Hachette garde l'entière responsabilité en tant que producteur exécutif. L'accord porte aussi sur la création d'un filiale de distribution dont la Fox conserve la maîtrise et qui est largement ouverte aux productions indépendantes.

Troisième terrain d'intervention : la vidéo. Le rachat de Film Office permet à Hachette de constituer un catalogue de vidéocassettes voisinent films de la Warner, d'United Artists ou de Walt Disney. La production originale reste plus timide : Vidéo, vidéo, un magazine gratuit financé par la publicité en liaison avec Publicis, l'Année choc, un dictionnaire d'actualités réalisé avec l'agence Gamma. Parallèlement, le groupe investit dans la distribution. Le rachat de la chaîne Nuggets va lui permettre d'ouvrir une trentaine de

sans multi-médias, au rythme de cinq par an.

Enfin, Hachette n'oublie pas l'informatic. Elle se donne, la technologie déterminée pour une bonne part les contenus, et l'investissement de l'éditeur passe par la création d'un groupe d'intérêt économique Matra. Le groupe lancera au second semestre de 1983 un micro-ordinateur domestique à moins de 3 000 F. Auparavant, Hachette éditera des logiciels éducatifs compatibles avec d'autres appareils.

### Redéfinir

notre rôle d'éditeur

Tous ces investissements mis bout bout font-ils une politique cohérente ? « Nous sommes dans une phase d'exploration du marché », chaque secteur du groupe développe ses propres initiatives, connaît M. Yves Sabouret. Le cohésion viendra ensuite, avec le développement de la quatrième chaîne de réseaux câblés. Ce sera des opérations audacieuses et délicates que nous suivons avec beaucoup d'intérêt. Nous souhaitons que les structures de programmation de nos différents réseaux soient largement ouvertes à l'initiative privée. Nous sommes présents sur le réseau expérimental de Lille à fibres optiques, comme nous l'avons été à Vézelay pour la télématique, et nous espérons que la quatrième chaîne si elle nous le permet.

Mais il y a déjà une unité dans nos initiatives. Nous cherchons à redéfinir notre rôle d'éditeur. En cinéma nous sommes à la télévision, nos investissements portent sur les programmes et non sur les techniques. Et ce, dans la continuité de traditions éditoriales : des produits de large diffusion qui respectent le public. Hachette est plus à l'aise dans l'accès à la culture que dans l'écritisme.

Une politique qui coïncide avec les objectifs du développement économique : Yves Sabouret prévoit que les activités audiovisuelles de Hachette atteindront en 1985 5 % du chiffre d'affaires du groupe, soit 100 millions de francs.

JEAN-FRANÇOIS LAUREN

« L'Est républicain » n'a pas pu, ce jeudi 16 décembre, publier d'un travail observé par l'ensemble du personnel pour protester contre le rôle du directeur de la gestion, M. Gérard Colin. Celui-ci a été accusé d'avoir transmis à M. Didry, directeur de l'Ardenne, alliée à M. Lignac (actionnaire de l'Est républicain) un adieu de M. Charles Didry pour le poste de P.-D.G.I.

Jeudi 16 décembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h Prix Kammas : Le coup de bot.  
Un téléfilm belge, réalisation de Jean-Louis Colman. Avec J.-P. Lortie, C. Maillet, G. Marty, F. Blistin.  
21 h 5 Poésie : Mon pays.  
Texte de A. Blanchot-Philippi qui a remporté le premier prix de la 82<sup>e</sup> de la communauté télévisions francophones.  
22 h 31 Giraudoux, aux sources de l'aurore.  
Avec des acteurs de la Folie Chaillot et la participation de C. Salviat, de la Comédie-Française. R. Rim- et professeur J. Body.  
23 h 15 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

h L'histoire en question : Pucheu ou le roi d'A. Decaux.  
L'affaire Pucheu, ministre de l'intérieur du gouvernement de 1941, organisateur de la section spéciale, juridiction trop fameuse condamnant des hommes précédemment jugés et sanctionnés de peines légères.  
Avec la participation de M.F. Grenier, député, ancien ministre, et M. J. Trape, un des avocats Pierre Pucheu.  
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.  
Un téléfilm de Tom Petty, 40. Dexty's Mid-night Runners : The Prendlers : Grace Jones ; Haute tension : le magazine de la vidéo.  
23 h Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

h 35 Sans visée : Dakhel l'occupation).  
Film indien (G. Ghose (1981), M. Shankar, R. Sengupta (v.o. sous-titré).

Une jeune femme ayant... tribu... nomades... lui demander asile... lutte pour garder la propriété d'un lopin de terre... l'estuaire du Gange qu'elle a rendu fertile avec son mari. La condition difficile des paysans du Bengale, le système des... qui rejette les nomades, le mauvais... fait... femme, les abus... pouvoir d'une classe privilégiée : on trouvera, dans ce film inédit, le... dramatique d'une société.

h 55 Débat.  
Avec M.M. G. Ghose, réalisateur, A. Vasudev, écrivain, Isar, journaliste, G. Hannebelle, de la revue « Cinéma-Action ».

h 45 Journal.  
23 h 20 Prélude à la nuit.

### FRANCE-CULTURE

19 h 30. Les progrès de la biologie et de la médecine : Les leçons. Le professeur J. Bernard.  
h. Répertoire dramatique : Du... illes, de P. Laville. Avec F. Bergé, A. Thomas, M. Teynac, B. Pradal, D. Labouret, M. Barbuté...  
22 h. Magnétiques : dans la maison.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30. Hommage à P. Souvchinsky (concert donné au Grand Auditorium de Radio France, le 17 juin 1976).  
«... pour chaque mixte... double quintette... Variations... Trois pièces à capella... Symphonie... pour chœur... or... Stravinsky, par le Nouvel Orchestre philharmonique, chœurs et maîtrise... Radio-France ; dir. G. Amy ; chef chœurs, J.P. Kreder, Chef maîtrise : J. Jossens.  
22 h. Œuvres de Beethoven, Schubert, Berg, Moussorgski, Stravinsky, Schumann, Wagner, Amy, Boulez.

Vendredi 17 décembre

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Vision plus.  
12 h Météorologie.  
12 h 30 Juge box.  
h 30 Atout cœur.  
13 h Journal.  
13 h 35 Émissions régionales.  
18 h C'est à vous.  
h 25 Le village dans les nuages.  
18 h 50 Histoire d'encre.  
19 h 5 A la une.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 S'il vous plaît.  
20 h Journal.  
h 35 Variétés : Les cinglés du music-hall.  
Emission de J.-C. Averty.  
Ensemble Mercadier, Nivelle, Artiste Brunet, la chanson de la fin du siècle dernier animée par des comédiens.  
h 35 Variétés : Madame S.O.S.  
Réal. A. Dhenaut. Avec A. Cordy, H. Deschamps, C. Brouet, R. Mironnet...  
Le fruit dégoûté : étrange coup de téléphone d'une dame paralytique qui ne peut aller voir son fils emprisonné. Muriel se rend près de sa vieille dame : feuilleton qui, heureusement, se termine bientôt.

22 h 30 Histoires naturelles : La chasse à la peluche.  
Emission d'E. Lalou, I. Barrère et J.-C. Fleury.  
Entre la mi-octobre et la mi-novembre, les différences techniques de la chasse à la palombe au Pays basque et dans les Landes.  
23 h Journal et Cinq jours en Bourse.

22 h 30 Histoires naturelles : La chasse à la peluche.  
Emission d'E. Lalou, I. Barrère et J.-C. Fleury.  
Entre la mi-octobre et la mi-novembre, les différences techniques de la chasse à la palombe au Pays basque et dans les Landes.  
23 h Journal et Cinq jours en Bourse.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.  
12 h Journal.  
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.  
12 h 45 Journal.  
h 35 Émissions régionales.  
h 50 Série : La vie des autres.  
14 h Aujourd'hui le vie.  
Histoire de l'aliment, du goût et de la faim.  
h 50 Série : Super Jérôme.  
15 h 45 Reprise : L'histoire en question.  
h 50 Itinéraires.  
17 h 45 Récit A 2.  
Légendes indiennes du Canada.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 20 Émissions régionales.  
19 h 45 Le théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.  
20 h 15 Feuilleton : l'Épingle noire.  
Après le roman de D. Saint-Alban, réal. M. Frydland. Avec P. Arditi, C. Allégret, C. Chaniolleau...  
N° 1. Les sept figures.  
Aventure, amour et politique à la veille de la révolution de 1848.  
21 h 35 Apocryphes.  
Magazine littéraire de B. Pivot.  
La... Avec M.-J. Jaubert (Ces hommes qui accouchent) ; L. Laga (Naissance) ; l'accouchement avant l'âge de la clinique) ; F. Leboyer (Le Sacre de la naissance) ; A. Minkowski (La Maternité) ; B. Tili (Requête des enfants à naître).  
22 h 55 Journal.  
h 5 Ciné-club (cycle Gary Cooper) : Sergeant York.  
Film américain de (1941), G. Cooper, W. Brennan, I. Leslie, G. Tobias, S. Ridges (v.o. sous-titré).  
Un fermier du Tennessee, mobilisé en 1917, déclare objecteur de conscience. Mais, après avoir lu l'histoire des États-Unis, il va à la guerre pour la liberté et devient un héros. Inspiré d'une histoire vraie et remarquablement interprété par Gary Cooper (Oscar 1941), ce film idéaliste a préparé l'opinion américaine à une nouvelle entrée en guerre des États-Unis.

19 h 10 Journal.  
19 h 20 Émissions régionales.  
h 55 Débat.  
h 50 Une fois l'espace.  
20 h Les jeux.  
20 h 35 D'accord, d'accord (I.N.C.).  
Les... de capitalisation.  
20 h 40 La minute... de M. Cyclopède.  
Essays vainement à faire apparaître la... Vierge.  
20 h 45 La... T'es... mon ami.  
h 50 quelques milliers... 1,30... moins... les appelle les « nains » ;... seulement d'entre... à s'insérer dans la vie sociale.  
Gaillard en enquête auprès... Un... documents rediffusés parce qu'il a récemment obtenu le Prix Oudis. Ce reportage a été complété par une séquence de dix minutes faisant état de changements dans l'existence de certains participants après diffusion de 5... dernier.

21 h 45 Téléfilm : La... or.  
Réal. R. Forissier, avec J. Degenne, P. David, J. Maurel, Adrien, plongeur dans... comédien  
théâtre, Laurette, une jeune fille seule... pauvre qui lui offrira en signe d'amour son robe en or...  
22 h 40 Journal.  
23 h Prélude à la nuit.  
Concerto en sol pour piano, de Ravel, B. Rigato.

### FRANCE-CULTURE

10 h Le... et... marge : Le baptême de l'ombre, avec C. Charrière.  
11 h 2. Musique : Schwarzkopf : chant en couleurs (les Lied) de Schubert, Mozart, Schumann, Liszt, Wolf (et à 13 h 30 et 16 h).  
12 h 5. Agora, avec D. Desanti.  
12 h 45. Panorama, avec J. Granier.  
14 h. Sona à Tokyo.  
h 5. Un livre, des voix : « Table d'hôte », de B. Boulanger.  
14 h 45. Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Magas, roi de Cyrène), avec A. Laronde et Y. Garland.  
18 h 30. Feuilleton : Droude.  
h. Actualités magazine.  
19 h. Les grandes avenues de la science moderne : l'apparition de la sexualité, avec J. Naudin.  
20 h. Émissions régionales : le mal au ventre les... avec l'émission TF 1 diffusée le 13 décembre).  
21 h 30. Black and blue : table ronde... journalistes.  
22 h 30. Nuits magnétiques :... la maison.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique du matin : Gottschalk, Méhul, Dvorak, Rameau, Chopin, Boccherini, Scarlatti, Brahms, Debussy, Messiaen, Weber.  
8 h 7. Ouverture musicale.  
h 9. Musiciens d'aujourd'hui : l'écoute des jeunes compositeurs : œuvres de Messiaen, Dufourt, Maigret, Nurnes, Krusa, Samkopf, Jarrett, Marco.  
12 h. Equivalences : J.-S. Bach, Vieme.  
h. Jazz s'il vous plaît.  
h. Jeunes... (en... de Stravinsky 118) ; œuvres de J. C. Bach, Boismortier, Telemann, Zelenka, Mozart, la Caecilia Consort de Paris.  
14 h 4. Musique :... de Haydn.  
14 h. Les... d'Orphée.  
h. Magazine international de...  
18 h. L'histoire de la musique : musique polyphonique en Espagne à la Renaissance ;... les... Vittoria.  
h 30. Concert, donné à la mairie du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le 16 août 1982 ;... de Haydn, J. Van Immerseel, pianoforte.  
h. Jazz : le clavier... rythmé.  
h. Musiques contemporaines.  
20 h. Concert, émis de... : «... Lieder... Letzter Zeit », « Symphonie n° 5 », « Mahler, l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. K. K. ; I. Björner, soprano.  
h 15. La nuit... France-Musique :... Française... ; 23 h 5. Écrans : 0 h 5. Musiques traditionnelles.

### TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 16 DÉCEMBRE

— M. Jack Ralite, ministre de la santé, répond aux médecins pendant l'émission « Rencontres médicales » sur Europe 1, à 20 heures.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

h 30 Pour les jeunes.  
Temps 3 : Adam.  
h 55 Tribune libre.  
U.J.P. (Union des jeunes pour le progrès).







Le Monde

# économie

## SOCIAL

### Réunion de la première conférence nationale annuelle de la famille

La première conférence nationale de la famille, convoquée le 16 décembre, avec la participation de M. Mauroy et de plusieurs membres du gouvernement, répond au vœu de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), exprimé le 21 novembre 1981, lors de la Rencontre nationale des familles à l'aube du troisième millénaire.

Cette conférence doit être l'occasion régulière pour le gouvernement et les représentants des familles de faire le point et réfléchir sur les problèmes de politique familiale.

La conférence se tient au ministère des affaires sociales, à Paris. Après une brève intervention de M. Roger Buisson, président de l'UNAF, le thème de la fiscalisation des prestations familiales doit être discuté. Si, pour l'UNAF, il est normal de reporter sur le budget certaines prestations - telles que le logement - certains dangers doivent être évités. L'UNAF s'oppose au financement des prestations par la T.V.A., qui pénaliserait les familles « pluriconsommatrices », selon l'expression de M. Buisson. Les sommes collectées fiscalement pour les prestations ne devraient pas être mêlées au budget, mais figurer dans un compte distinct géré par l'URSSAF. Enfin, en aucun cas, le percepteur ne devrait se substituer aux caisses d'allocation familiales dont le rôle est fondamental pour l'UNAF.

Cette première conférence, au cours de laquelle sont attendus M. Mauroy, Mmes Dufour et Lelièvre, MM. Badier et Savary, etc., doit réunir une centaine de délégués départementaux de l'UNAF et de divers mouvements familiaux. Quatre commissions, formées de représentants gouvernementaux et familiaux et réunies depuis plusieurs semaines, présenteront leurs réflexions préparatoires à la conférence. Si le thème de la « fiscalisation de l'action sociale », la première commission a examiné les conséquences possibles, positives ou négatives, sur la politique familiale, du transfert des pouvoirs locaux (après la loi du 2 mars 1982). Elle propose d'associer étroitement le mouvement familial à cette évolution, dans le cadre d'un futur comité départemental d'action sociale auprès du conseil général.

La deuxième commission, réfléchissant sur la représentativité, présente de faire émerger la famille « troisième partenaire » dans les instances sociales, outre le gouvernement d'une part, patrons et syndicats de l'autre. Les délégués familiaux devraient avoir droit au congé de représentation. Les deux autres commissions ont réfléchi sur l'habitat, l'éducation, la formation et la recherche.

La politique familiale du gouvernement est l'objet de critiques vives également de la part de l'opposition. M. Buisson, député U.D.F. du Morbihan, a, devant l'Assemblée nationale, interrogé M. Bergey sur le devenir de la politique, « un changement de cap brutal menaçant la politique familiale ». En substance, les critiques portent sur la re-

### LES SYNDICATS ET L'AUGMENTATION DES SALAIRES A.E.G.F.

Les cinq syndicats d'E.G.F. devaient faire connaître, le 15 décembre, aux directions leur position sur la conclusion des négociations salariales. Le texte proposé ne recueillera aucune signature. La C.F.D.T., F.O. et la C.F.T.C. ont fait connaître leur « non-opposition » à l'application du dispositif salarial prévu par les directions. La C.G.T. n'a rendu public sa position mais devrait « prendre acte » du dispositif.

Seule l'U.N.C.M.-C.G.C. a fait part de « son total désaccord », estimant qu'il n'y a aucune garantie de pouvoir d'achat pour l'évolution des masses salariales s'il y a plus de 5 % d'inflation en 1983. Malgré cette « opposition », le dispositif devrait s'appliquer, l'U.N.C.M.-C.G.C. n'ayant pas l'intention de demander l'arbitrage de la loi. En revanche, la C.G.C. signera, comme la C.F.D.T., F.O., et sans doute la C.G.T., un avenant à une convention du 31 mars 1982 permettant de retoucher les niveaux 1 à 1 de la grille des salaires. La C.F.T.C. a décidé de « signer cet avenant » en l'état.

Pour M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., une remise en cause brutale de l'indemnisation du chômage entraînerait un « risque de désordre social ». Le gouvernement aurait « sous-estimé ». S'expliquant à Reims le 15 décembre, il a suggéré aux pouvoirs publics d'examiner la possibilité de prolonger, au-delà de l'été 1983, la déception instaurée en février 1981.

### La C.G.T. tire les leçons de son recul aux prud'hommes

On a reçu un « coup de poing à l'estomac », explique un militant cégétiste du FNAC, entreprise qui s'est récemment vu infliger par la C.G.T. une sanction de l'échelle mobile, au lendemain du recul « historique » de la C.G.T. aux élections prud'homales. De fait, le FNAC n'a pas bénéficié à la C.F.D.T. d'une consolation pour une dégradation qui ne s'attendait pas à ce revirement d'une telle ampleur. « S'il y a un recul de 0,5 points je ne suis pas satisfait », confie un membre du bureau confédéral quelques jours après le 8 décembre.

Le 15 décembre, devant la commission exécutive dans la réunion de la C.G.T., M. Michel Warcholex, secrétaire de la C.G.T., a tiré les premières enseignements de ce que le FNAC a pu qualifier de « déroute ». Exercice difficile alors que la C.G.T. s'était elle-même efforcée de souligner « l'enjeu considérable du scrutin ».

« Par sa déroute nationale, affirmait un appel du comité confédéral national en octobre, le comité confédéral des représentants des organisations syndicales et, pour la C.G.T., témoigner de sa force dans la vie sociale et économique. Il nous influence sur l'orientation de la politique ».

Cette influence est à apprécier à un double égard : la vie interne de la C.G.T. et son attitude face au gouvernement. « Cette déroute », a souligné le bureau confédéral, « a une signification que la C.G.T. entend ne pas éluder ». La confédération, qui dit se répéter qu'elle doit agir « au plus près des travailleurs », n'est-elle pas « interpellée » par ce vote. Mais dans quel sens ? Le quarante et unième congrès à Lille, en juin dernier, avait émis un « avis » d'urgence interne. « La tolérance, avait lancé M. Mascarelli, en clo-

rant le congrès, à l'intention des militants « critiques », « n'est pas l'acceptation de tout ce qui tend à affaiblir la nature de classe de la C.G.T. ».

Mais, dans l'immédiat, la sanction des prud'hommes aura une période de « réajustement » des effectifs affaiblissant le caractère de masse de la centrale. La crise que la C.G.T. a traversée depuis 1979 a indubitablement influé sur l'orientation d'un certain nombre d'électeurs. La question est donc de savoir - mais que disent les militants - majoritaires - se sont déjà inquiétés de « la violence tempête qui a secoué » la C.G.T. face à la gravité de la situation, va ouvrir ou non les vannes de la démocratie pour être « plus près des travailleurs ».

M. Warcholex lui-même souligner devant la commission exécutive la volonté de la C.G.T. de ne pas changer de stratégie, de rester fidèle à celle qui a été définie à Lille. Mais la confédération ne peut pas modifier sa pratique. Cela aura nécessairement des conséquences dans son attitude face au gouvernement. Déjà, dans des entreprises, des militants ont été proches de la centrale d'être trop tranchés face au gouvernement, de manquer de fidélité dans la défense de ses revendications, de pratiquer même, comme F.O., « la politique de la gamelle ».

Ces déviances ont pu être sanctionnées par le comportement de la C.G.T. La C.G.T., qui devrait « rester » dans les entreprises, devrait être amenée à plus de fermeté puisqu'elle juge que son « mouvement » interpellé aussi le gouvernement et qu'il a la majorité. Mais un possible durcissement sera limité par la perspective des prochaines élections municipales. Il ne s'agit pas de mettre en difficulté le pouvoir.

MICHEL NOBLECOURT.

### CONTRATS DE SOLIDARITÉ ET ASSURANCE-CHOMAGE

#### Le gouvernement assouplit sa position

En raison des difficultés d'application du décret du 24 novembre et de la circulaire sur la réforme de l'assurance-chômage et la signature des contrats de solidarité, le gouvernement a, une nouvelle fois, assoupli sa position.

Pour les contrats de solidarité, M. Le Garrec, ministre de l'emploi, a précisé à l'Assemblée que « l'ensemble des dossiers déposés ou en cours de négociation incomplets (au 1<sup>er</sup> décembre) seront étudiés pour pouvoir être signés le 31 décembre ». Les commissions qui doivent examiner ces dossiers se réuniront, y compris le dernier jour si nécessaire. C'est ainsi qu'au niveau national, le comité supérieur de l'emploi, qui a tenu séance le 14 décembre, se réunira le 27 décembre. Satisfactions ont été données aux retardataires, étant entendu qu'il ne s'agit pas d'accepter l'examen des dossiers, mais seulement de les examiner dans les discussions avaient été amorcées avec les services de l'emploi au 1<sup>er</sup> décembre. L'assouplissement c'est le cas pour les Galeries Lafayette.

Autre assouplissement : l'avalanche de contrats de solidarité. Les entreprises ont en effet trois mois pour déposer à examiner, l'un des points les plus délicats à trancher étant le degré de « solidarité » des entreprises à respecter l'engagement qu'un tel contrat comporte : remplacer poste par poste ou par un autre en pré-retraite.

Pour les modifications apportées par le décret - notamment sur les allocations chômage - et la pré-retraite, application d'un délai de 31 décembre, etc., le ministère a fait

savoir à l'UNEDIC que le décret - comme document - ce genre - devrait donner lieu à des applications. Dans la mesure où le gouvernement a fixé exceptionnellement par décret la réforme de l'UNEDIC en raison de la « crise » gestionnaires, il s'agit maintenant de maintenir cette position d'intervention étatique, mais de redonner pouvoir à l'UNEDIC pour définir elle-même les modalités d'application. En outre, le ministère a indiqué à l'UNEDIC que certains articles devaient être précisés, et même pourraient être amendés après accords des pouvoirs publics. Certaines dispositions contenues dans le décret pourraient être ainsi atténuées, et le gouvernement a confirmé que l'orientation principale était de maintenir les avantages acquis.

Exemples : il est entendu que ceux qui ont actuellement le droit à 70 % du salaire maintenu ; d'autre part, l'application du délai de 31 décembre (recul du moment des allocations chômage) ne signifie pas les salariés qui, aux termes du décret, auront individuellement adhéré à la convention F.N.E. prévoyant le licenciement. Le plus « notification » ne signifie pas départ de l'entreprise. Dans le cas des conventions avec la F.N.E. par exemple, signées avant le 31 décembre 1982, la notification devra être faite avant le 1<sup>er</sup> avril 1983, mais le départ effectif pourra avoir lieu dans le courant de l'année 1983.

### Le nombre de chômeurs indemnisés a, selon l'UNEDIC, augmenté en novembre

Selon l'UNEDIC, qui a publié, le 15 décembre, ses statistiques provisoires, le nombre de chômeurs indemnisés fin novembre était de 1 123, soit une augmentation de 4 % par rapport à fin octobre.

Parmi ces demandeurs d'emploi, 714 752 ont reçu l'allocation de base (au lieu de 681 639 fin octobre), 143 475 ont perçu l'allocation spéciale pour licenciement économique (contre 145 487), 142 000 ont touché l'allocation forfaitaire pour la perte d'un premier emploi (au lieu de 137 922). Enfin, 157 760 de-

mandeurs ont perçu les allocations de fin de droits (contre 150 764 fin octobre).

391 386 personnes ont bénéficié fin novembre de la garantie de ressource (au lieu de 387 293 fin octobre). Le nombre de dossiers déposés en novembre a diminué, passant de 393 000 fin octobre à 339 000.

Le décret réformant l'assurance-chômage par le 25 novembre, les allocations ont été attribuées au cours du mois selon les anciens critères.

# SUR MESURE. PORTE A PORTE. A LA CARTE.

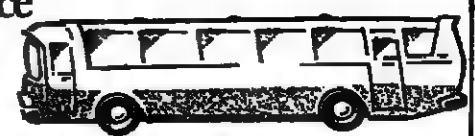
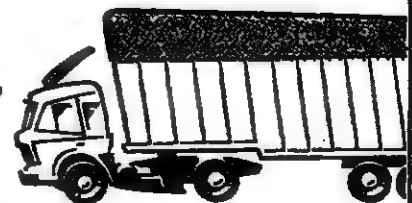
Indispensable à la vie quotidienne des consommateurs, des industriels, des commerçants, des agriculteurs ainsi que des collectivités, le transport routier s'impose par la qualité de sa technique.

Seul, il assure de bout en bout le déplacement des personnes et des marchandises.

C'est aujourd'hui le premier mode de transport qui offre un service sûr, personnalisé, au meilleur coût, rendu par 30.000 P.M.E., assumant la responsabilité et les risques de la libre entreprise.

Tout projet de réorganisation des transports privilégiant le secteur public et renforçant un monopole d'Etat constitue une menace pour les entreprises de transport routier. Ne les mettons pas en péril !

## La France a besoin de ses transporteurs routiers



Communiqué de l'Association pour la Préservation du Transport Routier



# CONJONCTURE

## UN RAPPORT POUR LE PLAN

### La croissance industrielle passe par un développement des investissements non matériels

Les investissements non matériels (recherche, développement, formation, etc.) sont de plus en plus importants dans la croissance industrielle. C'est une certitude que l'on ne peut cependant démontrer avec rigueur faute d'un concept qui définirait clairement la nature de ces investissements. Le rapport présenté jeudi 16 décembre au commissariat au Plan par M. Jean-Jacques Bonnaud témoigne de la difficulté de « donner une définition unique et définitive » à cette catégorie d'investissements « qui concernent la production de l'entreprise ou de l'économie ».

Le groupe qui présidait M. Bonnaud, et dont le rapporteur est Mme Marie Moreau, a été mis en place par le précédent commissaire général, M. Albert, par le nouveau, M. Prévot. Problème d'hier et d'aujourd'hui : celui qui consiste à rapporter dans la comptabilité de l'entreprise ce qui représente les ressources humaines, la gestion, la publicité, l'organisation ou la formation professionnelle, et en même temps la part qui conduit à augmenter la capacité de production de cette entreprise. Comment incorporer les dépenses de matière grise dans les bilans, les isoler des investissements matériels ?

« Ce défaut de connaissance de l'information dessert l'immobilier », en raison de la difficulté de son imputation comptable, du caractère éphémère de ses bénéfices et de l'incertitude concernant sa valeur et sa reproductibilité. Aussi le groupe s'est-il limité à quatre problèmes : la recherche et le développement, l'information, le marketing et le logiciel informatique.

Précisons que le 70 % de ces investissements nécessaires à la conquête du marché intérieur devraient revêtir la forme de dépenses immatérielles (dépenses de produc-

tivité, commercialisation, etc.), le rapport analyse les « régle- mentaires, statistiques, financiers » qui s'opposent à leur développement. Ces dépenses échappent aux procédures bancaires et pèsent sur les résultats de l'exercice, même si elles ont nature d'investissement. Le rapport propose une meilleure conception des aides publiques, la mise sur pied d'un crédit à moyen terme et d'une assurance-crédit — une sorte de fonds national de garantie — pour couvrir les risques du banquier et éviter de grever le patrimoine des entreprises, l'immatériel étant garanti par l'impossibilité de prendre des garanties sur un bien qui n'est pas cessible.

Le rapport préconise le redéploiement des aides publiques à l'investissement pour réserver à l'immatériel une plus juste part des financements privilégiés (prêts bonifiés, prêts participatifs). Il plaide en faveur d'un système global, formule particulièrement originale pour le développement de l'industrie : « à partir de maintenant les entreprises obtiendront des prêts pour avoir à justifier à leurs banquiers des programmes, qu'elles bénéficieraient en quelque sorte de droits de tirage contractuellement déterminés avec leurs banquiers et périodiquement ajustés en fonction de leurs besoins d'exploitation et de production, elles auraient alors la liberté pour financer indistinctement leurs investissements matériels et immatériels. » — F.S.

(Publicité)  
**ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE**  
22, bd Vial-Sauvot, 15 de la Jette, 92, Neuilly  
Téléphone : 747-61-36  
**Alain GOUTHIER**  
Centre officiel d'examen - Marées maritimes  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

# AFFAIRES

## Adoptée par les Banques populaires, la Carte bleue est rejetée par le Crédit mutuel au profit d'Eurocard

A trois semaines de distance, deux grands réseaux financiers viennent de prendre une décision contraire au sujet de leur adhésion au système de la Carte bleue : le 19 novembre, le groupe des trente-neuf Banques populaires, au cinquième rang français avec 2,6 millions de clients et 1 780 points de vente, qui balançaient entre le système Eurocard du Crédit agricole (300 000 cartes) et celui de la Carte bleue (3 200 000 cartes, 100 banques adhérentes à 10 milliards de francs de chiffre d'affaires), se prononça pour la Carte bleue, après deux semaines de négociations.

Le 16 décembre, la Confédération du Crédit mutuel décidait, à une large majorité, de se rallier au système Eurocard. Dans une dernière décision, il faut voir un drôle de souci : celui de ne pas s'agréger,

pour l'instant, à un système (la Carte bleue) dominé par les banques nationalisées et celui de donner la priorité à l'aspect mutualiste en se rapprochant du Crédit agricole, le grand frère aîné et néanmoins mutualiste.

Deux problèmes vont se poser. Le sort de l'Eurochèque, en France, va rester en suspens : la Banque populaire veut l'abandonner dans un délai de deux semaines, le Crédit mutuel veut maintenir de sa forme de paiement, créée en 1977 et employée en Europe, surtout en Allemagne. Ensuite, il va falloir que le Crédit agricole négocie avec le système Carte bleue pour passer d'un système à l'autre, entre les deux systèmes, afin de rationaliser le moyen de paiement en France. Les négociations ont déjà commencé.

## La C.F.D.T. met en œuvre le système de contrôle des billets par la Banque de France

Le syndicat C.F.D.T. de la Banque de France met en œuvre le système de contrôle des billets passant par l'Institut d'émission (I.E). Il dénonce l'utilisation de faux billets importés, qui se révèlent défectueux, et le manque de personnel pour les opérations de contrôle. Seuls les deux tiers des billets sont effectivement vérifiés, précise la C.F.D.T., et quelque trois millions de faux billets de 100 francs sont en circulation.

Elles portent, toujours, la direction, sur plus de deux millions de billets que la banque a à contrôler.

(1) Il s'agit des billets qui reviennent à la Banque de France, par le canal des autres banques, et qui sont l'objet d'un contrôle qui élimine les coupures usagées et les faux billets.

Le nouveau conseil d'administration de la Caisse d'assurance-maladie des commerçants, artisans et professions libérales (C.A.M.A.M.) a été élu. Il est composé de onze représentants d'adhérents, seize pour les commerçants, cinq pour les professions libérales, et une personnalité qualifiée désignée par le gouvernement. Par rapport au précédent conseil, le C.A.M.A.M. perd quatre sièges sur sept.

EN 1982

## La croissance de la demande de textile a surtout profité à la concurrence étrangère

Les entreprises textiles françaises ne peuvent certes pas, mais peu d'industries nationales pourront afficher les relatifs bons résultats qui seront les leurs pour l'exercice qui se termine. En 1982 (par rapport à 1981), l'activité du textile en France aura progressé de 1 % en volume, en raison de la croissance des ménages. Cette croissance de 3 1/2 % la distorsion entre les deux pourcentages indique que l'augmentation des ventes de textile ou d'habillement aura profité surtout à la concurrence étrangère. Celle-ci aura progressé de 52 % de la production à présent 52 % de la production en 1977. Pour les dix premiers mois de l'année, le déficit commercial de la branche est de 6,4 milliards de francs. Ces résultats ont été donnés le mardi 14 décembre à Paris après l'annonce par l'Union des industries textiles (U.I.T.).

La dégradation du commerce extérieur, qui se précise depuis 1976 (dernier exercice au cours duquel la balance commerciale a été équilibrée), préoccupe les professionnels, qui entendent renforcer la compétitivité des sociétés. A cette fin notamment, ils ont passé avec les pouvoirs publics des contrats. Le gouvernement a décidé par ordonnance, en mars dernier, d'alléger de 10 à 12 % les charges sociales des entreprises qui prendraient des engagements sur les emplois et sur les investissements. En année pleine, la charge de cet allègement serait de l'ordre de 70 millions de francs. Une moitié serait versée par l'Etat et l'autre par les entreprises de la profession, qui devraient verser, caduc à la fin du printemps 1984. A moins que la C.E.E., qui s'est saisie du dossier, ne condamne cette pratique, comme elle cherche à le faire. A moins aussi

que les pouvoirs publics reviennent sur leur engagement pour modifier l'équilibre budgétaire.

Près de 80 % des effectifs salariés du textile (75 % des firmes) sont couverts par des contrats. Côté emploi, la profession est satisfaite. Durant le second semestre de 1982, elle aura maintenu grosso modo ses effectifs, ce qui depuis plusieurs années ils baissaient de 6 à 7 % l'an.

Quant aux investissements, deuxième point des promesses des professionnels, en contrepartie de l'allègement des charges sociales, ils ont progressé sans qu'on puisse aujourd'hui en préciser leur montant. Du moins sait-on que 3 milliards de francs ont été engagés avec l'aide de l'Etat. Pour l'avenir, au-delà de l'accord multilatéral récemment signé, certains, au sein des pouvoirs publics, avaient envisagé de faire pour le textile à Beauvais, dans l'Oise, ce qui a été fait à Poitiers pour les lunettes (U.I.T.).

Ainsi la profession va-t-elle créer sept antennes à l'étranger : Düsseldorf, Londres, Milan, New-York, Tokyo, Hongkong et la septième au Proche-Orient (pour l'instant, et pour des raisons de circonstances, celle-ci à son siège à Paris). Les professionnels du textile ont aussi, avec les pouvoirs publics, le projet de créer un centre de promotion du textile et de l'habillement, un établissement public dont le budget serait, dans un premier temps, de l'ordre de 70 millions de francs. Une moitié serait versée par l'Etat et l'autre par les entreprises de la profession, qui devraient verser, caduc à la fin du printemps 1984. A moins que la C.E.E., qui s'est saisie du dossier, ne condamne cette pratique, comme elle cherche à le faire. A moins aussi

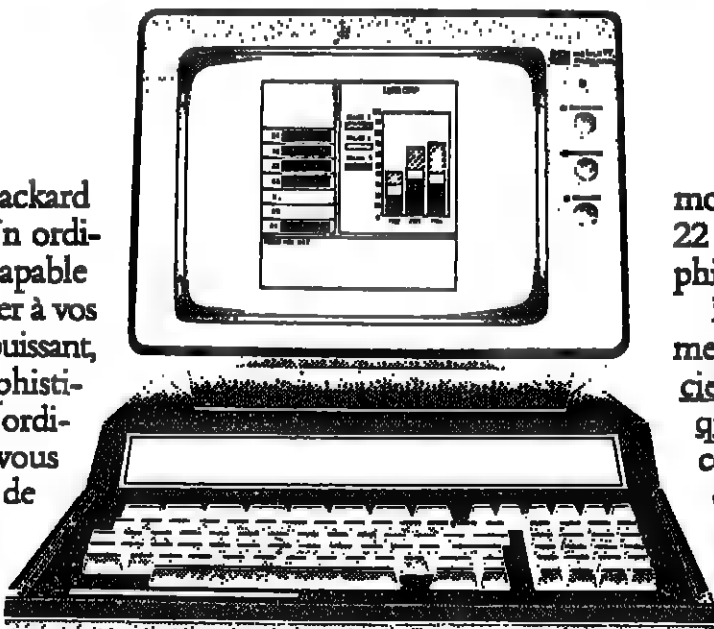
## M. Le Garrec va rencontrer M. Gattaz pour discuter des propositions patronales

M. Le Garrec, ministre délégué chargé de l'emploi, a indiqué le 15 décembre qu'il appartiendrait au gouvernement d'apprécier l'ensemble des propositions faites après les états généraux de l'entreprise par le C.N.F.P. Mais le ministre ajoutait qu'il avait reçu l'accord de M. Yvon Gattaz pour « une rencontre qui aura lieu au ministère de l'emploi avec les représentants du C.N.F.P. ». La réinsertion professionnelle des jeunes de longue durée sera d'autant plus rapide que les chefs d'entreprise prendront en compte réellement l'effort de formation consistant qui est actuellement consenti par les pouvoirs publics en faveur des demandeurs d'emploi de plus d'un an », concluait M. Le Garrec. La rencontre devrait donc avoir lieu dès la semaine prochaine. Déjà, MM. Delors, Le Garrec et Gattaz ont défendu ensemble

le 15 décembre, une rencontre, dit-on de part et d'autre, prévue de longue date.

Les états généraux ont, d'autre part, été quelques jours de travail. Pour M. Bachy, secrétaire national du P.S. chargé de la prise en compte des propositions des entreprises et la nation suppose la reconnaissance dans l'entreprise de l'ensemble des partenaires. Quant à M. Kasper, secrétaire général de la C.F.D.T., il estime qu'il serait dangereux et illusoire de vouloir des rapports sociaux dans un pays, d'imaginer que la bataille de l'emploi, du redressement économique et du développement de la participation à tous dans l'entreprise ne sont que des organisations syndicales, et à plus forte raison contre les syndicats.

# HP-86 l'ordinateur ambitieux.



1982 : Hewlett-Packard présente le HP-86. Un ordinateur individuel capable d'évoluer, pour s'adapter à vos besoins. Encore plus puissant, plus souple, plus sophistiqué, le HP-86 est un ordinateur ambitieux : il vous offre infiniment plus de solutions.

## La modularité intégrale.

Première ambition du HP-86 : l'efficacité. Pas de sophistication superflue, de périphériques inutiles, de gadgets coûteux : seulement la puissance et les performances dont chacun a besoin.

Solution choisie : la modularité intégrale. Autour d'une unité centrale (clavier + mémoire utilisateur de 64 k octets), vous pouvez bâtir sur mesure votre système : vous choisissez les périphériques qui vous conviennent, vous en ajoutez, vous en changez suivant l'évolution de vos besoins et des techniques. Votre système est toujours fiable, adapté, économique, efficace. Ambition atteinte.

## Encore plus de solutions.

Seconde ambition : fournir des périphériques performants et des logiciels adaptés à vos problèmes.

Pour cela, le HP-86 offre de nombreuses possibilités en matériel : modules d'extension mémoire, interfaces, imprimantes à impact, unités de stockage de masse, traceurs de courbes,

moniteur vidéo (écran de 22 ou 30 cm), tablette graphique...

HP vous propose également de nombreux logiciels : solutions graphiques (organigrammes, diagrammes, cercle ou en ligne, histogrammes, transparents, etc.), solutions traitement de données (accès par

téléphone aux banques de données, d'autres ordinateurs), solutions aide à la décision (logiciel VisiCalc\*), solutions correspondance (logiciels Word 80 et Wordstar\* pour courrier et comptes rendus), solutions organisation (fichiers, listes, archives comptables, etc.) et solutions HP Plus, développées par des consultants, en exclusivité pour Hewlett-Packard. Toutes ces solutions, matériel et logiciels, vous attendent chez votre distributeur HP. Allez le voir, il vous aidera à décider de votre avenir informatique.



Les moyens de l'ambition. **HEWLETT PACKARD**

**MONET TACCOEN**  
**ROCCO DEN**  
**EST NU**

208 pages, 50 F.

"Il innove et prend à contre-pied de solides idées reçues quand, à la lumière de l'exemple occidental du 19<sup>ème</sup> siècle, il analyse le rôle des métropolises du Tiers-Monde dans la genèse du monde futur."

Plus original encore, l'éloge des bidonvilles... Notons le refus de la thèse complaisante... d'un certain retour vers l'agriculture dans les pays si pauvres en nourriture."

Alfred Sauvy - La. Jacques Dougnès - Le Point.

**Flammarion**



# LA PUB DE L'ATOME CROCHU.

Jamais la concurrence entre les marques n'a été aussi sévère, et sur le marché, la banalisation des produits pose des problèmes de plus en plus aigus.

De leur côté, les consommateurs voient leur pouvoir d'achat s'effriter. En réduisant leurs dépenses, ils calculent, comparent, et montrent plus attentifs au contenu des messages publicitaires.

Dans ce contexte difficile, la publicité apparaît, plus que jamais, comme le partenaire économique indispensable des entreprises, pour conquérir de nouveaux marchés.

Mais attention, pas n'importe quelle publicité ! Le public a changé. Ses centres d'intérêt se sont déplacés, et son langage n'est plus le même.

Les consommateurs sont également plus sensibles à la forme des messages. Ils ont aiguisé leur sens critique à l'égard de la publicité.

Désormais, pour être efficace, celle-ci devra savoir utiliser le langage d'aujourd'hui. Trouver le juste ton, l'atome crochu qui établira entre le produit et son consommateur une relation nouvelle, plus proche, plus durable. Chez Grey France, nous appelons cela la Connivence.\* Ce ton particulier qui fait de la publicité un dialogue et non un matraquage, du consommateur un complice et non une cible. Ensemble, faisons la pub de l'atome crochu !

Grey France, 23, rue Linois 75724, Paris Cedex 15, tél. : 578.61.10.

\* Connivence. Jan van Aal. Luneau Ascol Editeurs. Décembre 1981.

Grey France, environ 20<sup>e</sup> agence française. 247.000.000 F de chiffre d'affaires ■ 1982, avec une progression de 32% par rapport ■ 1981. Clients de Grey France : Amora (BSN), Balmoin, Banania, Bank of America, British American Tobacco, Browning France, Canon, Corning France, Dictograph, Diépal (BSN), Fenwick, General Foods France, Groupe Officiel (Officiel Hommes, Officiel de la Couture ■ de la Mode de Paris, France Golf), Hamm, Hewlett-Packard, Hoechst, Husqvarna, Kroy Industries, Groupe Pasquier (Gep/Gepy) Playtex International, Procter & Gamble France, Renault (Institutionnel), Revlon, Scandinavian Tobacco Company, Sodiam, Soupledur-Curver, Laboratoires Stafford-Miller, Strafor, Superhermit, William Pitters International. Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Jan van Aal ou Robert Haehnel.



... ..



# ÉTRANGER COMMERCE INTERNATIONAL

## Le Brésil va recevoir un prêt de 6 milliards de dollars du F.M.I. et d'importants crédits bancaires

Il se confirme que les experts du F.M.I. ont approuvé le programme économique et financier adopté par Brasilia et qu'ils sont prêts à signer une lettre d'approbation (*letter of understanding*) qui ouvrirait la voie à l'octroi par cette institution d'un prêt de 6 milliards de dollars plus 1 milliard au titre du « financement compensatoire » (pour compenser la baisse de certaines recettes d'exportation). Mais, en attendant la mise en place de cette opération, le Brésil a un besoin urgent d'argent frais, car ce pays — et c'est là une différence importante avec la procédure suivie par le Mexique — n'a pas demandé et ne voudrait pas demander un réajustement des dettes. Reste à savoir si cette position pourra être maintenue jusqu'au bout, étant donné que, pour l'instant, la seule question traitée concerne les échéances pour l'année 1983 de la dette à moyen terme *stricto sensu* excluant des crédits financiers pourtant accordés pour un délai supérieur à un an et qui ne pourront certainement pas non plus être remboursés sans apports nouveaux de capitaux.

Pour satisfaire ses besoins immédiats de liquidités, le Brésil devrait recevoir 1 milliard de dollars environ d'un certain nombre de banques centrales par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux de Bâle. A cela s'ajoute l'avance de quatre-vingt-dix jours de 1,2 milliard de dollars déjà consentie par le Trésor américain à l'occasion du récent voyage du président Reagan.

Les Brésiliens ont par ailleurs sollicité les banques commerciales qui leur ont fait crédit, demandant aux plus grandes d'entre elles, au nombre de vingt-huit, de leur accorder un crédit-relais à court terme (trois

mois) de 2,4 milliards de dollars. Les banques américaines ont donné leur accord pour 1 milliard de dollars environ. Quatre banques anglaises et trois banques allemandes sont prêtes à fournir chacune 25 millions de dollars, soit au total 175 millions de dollars. Les quatre banques françaises faisant partie du groupe des 28, le Crédit lyonnais et Paribas, n'ont pas encore fait connaître leur décision mais semblent disposées à prêter chacune entre 20 et 25 millions de dollars. Les banques japonaises pourraient s'engager pour 500 millions de dollars environ.

Ce crédit à court terme devrait être relayé en mars ou avril par un eurocrédit de l'ordre de 4 milliards de dollars à moyen terme (six à huit ans), étant entendu que les prêteurs seront beaucoup plus nombreux. Il se confirme qu'aux États-Unis, notamment, les banques commerciales font l'objet de fortes pressions de la part du pouvoir politique non seulement pour qu'elles maintiennent le montant actuel de leurs encours mais aussi pour qu'elles les augmentent. Autrement dit, les banques commerciales ont la « mission » de renforcer le Brésil en lui fournissant de nouveaux crédits au fur et à mesure des remboursements.

Simultanément, les négociations se poursuivent pour l'octroi de prêts bancaires à moyen terme de 5 milliards de dollars au Mexique. La participation des banques françaises (les quatre déjà citées à propos du Brésil, plus un certain nombre d'autres dont le C.C.F., la Banque de l'Union européenne) serait de 350 millions de dollars environ. — P. F.

## LA MONTÉE DU PROTECTIONNISME AUX ÉTATS-UNIS

### La Chambre des représentants vote un texte rendant obligatoire l'utilisation de matériel américain dans les voitures étrangères

De notre correspondant

Washington. — La vague protectionniste qui déferle sur les États-Unis s'est doublement manifestée le mercredi 15 décembre. La Chambre des représentants a voté un texte visant à ce qu'un pourcentage minimum de matériel américain soit incorporé dans les automobiles étrangères vendues sur le marché local. Les principaux sidérurgistes ont réclamé que l'acier japonais soit soumis à un coté et une taxe spéciale. Le Sénat, en revanche, s'est opposé à une autre mesure protectionniste, qui aurait rendu obligatoire l'usage de produits américains pour la réparation des ponts et des autoroutes.

Le vote des représentants vise le Japon. Accessoirement, il permettrait d'empêcher General Motors, Ford et Chrysler de se fournir en pièces détachées à l'étranger. Le texte impose une proportion de matériel américain à partir de cent mille automobiles vendues aux États-Unis. Proportion qui serait de 3,3 % (par tranches de cent mille) en 1984, mais passerait à 10 % dès 1986 (avec un plafond de 90 %).

Les représentants se sont prononcés par 215 voix contre 188. On s'attendait à une plus forte majorité, puisque la proposition de loi — soutenue par le syndicat des travailleurs de l'automobile — était parvenue par 222 élus. La mesure a même été adoucie par un autre vote stipulant que les nouvelles dispositions ne devaient pas violer les traités existant entre les États-Unis et les autres pays.

On pense que le Sénat rejettera cette proposition de loi, dispensant M. Reagan d'y mettre son veto. Le gouvernement est très opposé, à une telle législation qui contredirait ses déclarations libre-échangistes et entraînerait des représailles japonaises. « Ce serait la menace la plus sérieuse contre le commerce international depuis une décennie », déclarait avant le vote M. Brock, qui dirigeait la délégation américaine à la conférence du GATT. M. Brock contestait d'ailleurs qu'une telle mesure combattait efficacement le chômage aux États-Unis : une étude du Congrès montre que si trente-huit mille emplois pourraient être récupérés dans l'automobile, cent quatre mille autres seraient perdus dans les autres industries à cause des représailles étrangères.

En fait, la Chambre a voulu adresser un avertissement au Japon, et pas seulement pour ses automobiles. « La manière dont les Japonais font du commerce n'est ni juste ni libre », a expliqué M. John Dingell, représentant du Michigan (un État où le chômage a dépassé 15 %). « Ils sont en train de détruire nos emplois, de prendre nos dollars et de coloniser notre économie. »

Les principaux sidérurgistes américains font un raisonnement comparable. Après s'en être pris à l'Europe et avoir obtenu de celle-ci une limitation de ses exportations d'acier aux États-Unis — ils concentrent leurs flèches sur la Japon, qui vend chaque année 6 millions de tonnes sur le marché local. Jamais moins, mais jamais plus, en vertu d'un accord non public, qui est un secret de polichinelle.

Les huit plus grands sidérurgistes ont dénoncé, mercredi, un autre accord présumé, celui qu'auraient conclu les Japonais et les Européens pour se partager les marchés mondiaux et fixer leurs prix en conséquence. Ils demandent à leur gouvernement de limiter à 1,9 million de tonnes les importations d'acier japonais aux États-Unis pendant quatre ans et de leur imposer une taxe de 25 % pour leur compte de la dépréciation du yen.

Les pertes des principales sociétés sidérurgiques se sont élevées à 701 millions de dollars au troisième trimestre. Les usines ne tournent plus qu'à 40 % de leur capacité, et quelque trois cent mille ouvriers métallurgistes sont au chômage. M. Roderick, président de l'Association des fabricants estime que ce chômage est dû à 50 % aux « pratiques commerciales injustes » des partenaires des États-Unis.

L'administration va devoir étudier l'accusation et établir si les pratiques du Japon sont « injustes » et si un dommage a été causé à l'industrie. On peut penser que les experts prendront leur temps, ne voulant pas compliquer davantage les relations entre les deux pays. Quitte à utiliser la plainte des sidérurgistes comme une arme pour amener Tokyo à plus de souplesse dans ses discussions commerciales avec les États-Unis.

PHILIPPE LEMAITRE.

ROBERT SOLÉ.

## C.E.E.

### Les Dix et l'Assemblée européenne s'affrontent à nouveau à propos du budget communautaire

La compensation financière accordée au Royaume-Uni pour sécher sa « contribution nette » au budget européen, en 1982 — soit 850 millions d'ÉCU (5,6 milliards de francs) — bloquée par un vote du Parlement européen : tel est le résultat du rejet, jeudi matin 16 décembre, par l'Assemblée de Strasbourg d'un projet de budget rectificatif et supplémentaire, qui lui était soumis par le conseil des ministres des Dix.

Le rejet a été acquis par 258 voix contre 79. Ce vote faisait suite à l'échec des négociations qui se sont déroulées durant la journée et la nuit de mercredi.

Strasbourg. — La possibilité d'une crise avec le conseil des ministres des Dix était clairement apparue, mercredi 13 décembre, après que l'Assemblée ait adopté le rapport présenté au nom de sa commission des budgets par M<sup>me</sup> Barbarella (P.C.I.) sur un projet de « budget rectificatif et supplémentaire » des Communautés pour 1982. Il s'agissait de profiter des économies réalisées dans la gestion de la politique agricole commune (PAC) pour verser par anticipation la compensation décidée en faveur des Britanniques pour 1982, ainsi que celle décidée en faveur des Allemands (enfin que la R.F.A., déjà débitrice nette importante pour le budget européen, ne prenne à sa charge qu'une faible part de l'effort consenti en faveur du Royaume-Uni).

Dans son rapport, M<sup>me</sup> Barbarella considère — pour le déplorer — que le conseil des ministres décidait ainsi, pour la troisième année, des mesures de compensation nationale, faisant valoir que l'on s'engageait dans la voie dangereuse du juste retour. Ce rapport n'exprimait d'aucune manière (même s'il a été interprété ainsi par certains parlementaires, notamment par plusieurs Français hostiles aux compensations versées au Royaume-Uni) un point de vue antibritannique. On est tenté d'écrire : tout au contraire. C'est d'ailleurs ainsi que l'a compris M. Balfour (démocrate européen, c'est-à-dire conservateur, Royaume-Uni).

Ayant adopté le rapport à une large majorité, l'Assemblée a déclaré ne pouvoir accepter le projet de bud-

De notre envoyé spécial

get rectificatif « si elle ne recevait pas la garantie politique qu'il s'agissait des dernières mesures spéciales de compensation ». En d'autres termes, elle exigeait des gouvernements membres qu'ils s'engagent à mettre fin à la politique expédiente pratiquée depuis 1980 et qu'ils s'emploient à résoudre les problèmes de déséquilibre budgétaire, à la fois en lançant de nouvelles politiques communes et en revoyant les mécanismes financiers de la Communauté. Pour être sûre d'obtenir satisfaction, l'Assemblée proposait de verser la compensation britannique due au titre de l'exercice 1982 en deux fois, la première tout de suite, la seconde au bout de six mois, après avoir vérifié que le conseil s'engageait effectivement dans la voie ainsi demandée. Enfin, elle soumettait l'approbation du budget rectificatif à d'autres conditions, qui visaient à accroître son contrôle sur l'utilisation des sommes à verser au Royaume-Uni et à la R.F.A.

C'est sur cette base que s'est engagée la négociation avec le conseil des ministres, qui portait également sur le budget pour 1983. A son propos, il existe un désaccord sur le calcul de la « marge de manœuvre » dont dispose l'Assemblée pour augmenter les dépenses « non obligatoires » c'est-à-dire celles résultant des politiques nouvelles) pour un montant de 140 millions d'ÉCU (900 millions de francs).

Au fil des heures, le conseil des ministres fit plusieurs concessions, et a proposé un projet de déclaration

solennelle « l'importance et l'urgence qui s'attachent à trouver, dans le contexte du développement des politiques communes, une solution durable au déséquilibre interne de la Communauté, et qui permette d'éviter, comme le souhaite le Parlement, le retour ultérieur à des mesures budgétaires ad hoc ». L'Assemblée a rejeté cette déclaration en faisant valoir qu'elle ne comportait aucun engagement concret. Le conseil estimait qu'il ne lui était pas possible d'aller plus loin (M. Chandonneger, le ministre français, avait déjà voté contre l'ensemble des concessions faites à l'Assemblée, les jugeant excessives), la commission des budgets a proposé, jeudi matin, le rejet du budget rectificatif 1982, et l'adoption du budget 1983 avec les augmentations de dépenses non obligatoires au niveau calculé par l'Assemblée.

PHILIPPE LEMAITRE.

ROBERT SOLÉ.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + point	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$ E.-U.	6,9360	+ 165	+ 205	+ 990
S. can.	5,5980	+ 70	+ 120	+ 490
Yen (100)	2,6390	+ 110	+ 150	+ 800
DM	2,8340	+ 135	+ 165	+ 900
France	2,5720	+ 140	+ 160	+ 840
F.R. (100)	14,4230	+ 420	+ 480	+ 1165
F.S.	3,3230	+ 330	+ 360	+ 1530
L. (1 000)	4,9181	+ 500	+ 530	+ 2140
£	11,1950	+ 135	+ 215	+ 1310

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 1/4	9 5/8	9 5/16	9 11/16	9 5/8	10
\$ E.-U.	5 9/16	5 13/16	6 1/16	6 5/16	6 11/16	6 1/8	6 1/2
DM	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 3/4	6 1/4
F.R. (100)	11	11	11	11	11	11	11
F.S.	17 1/8	17 1/8	17 1/8	17 1/8	17 1/8	17 1/8	17 1/8
L. (1 000)	17	17	17	17	17	17	17
£	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8
F. franc	17 3/4	17 3/4	17 3/4	17 3/4	17 3/4	17 3/4	17 3/4

## BONS DE L'ÉCUREUIL, LE MEILLEUR RENDEMENT DÉPEND DE VOTRE TRANCHE D'IMPOSITION.

PARLONS-EN FRANCHEMENT.

Appelez vite le

522.95.00

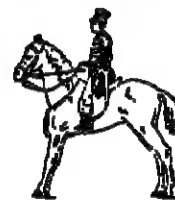
c'est votre intérêt.



Centre d'Information Ecureuil

13, Pl. du Havre (St-Lazare) 75008 Paris - Tél. 522.95.00

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle ETRAVER 38, av. Daumesnil Paris-12\* ☎ 347.21.32



BD SUCHET

A LOUER ÉTAT NEUF,

TRÈS BEL HOTEL PARTICULIER

à usage de HABITATION

BUREAUX D'AMBASSADE LOGEMENT D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING 9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8\* tel. 359.14.70

TÉLEX PARTAGE ETRAVER SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

## L'EXPORTATION ET L'INNOVATION: LES CLES DU FUTUR.

Aux 5<sup>es</sup> Assises des Chambres de Commerce et d'Industrie, le CREDIT LYONNAIS a présenté une enquête sur les P.M.E. et les P.M.L. face à l'innovation et à l'exportation. Dans cette enquête, le manque d'information est cité par les responsables d'entreprise comme un handicap majeur.

C'est pourquoi le CREDIT LYONNAIS propose aux chefs d'entreprise un voyage professionnel aux ETATS-UNIS afin de leur permettre de découvrir comment les responsables comme eux abordent l'innovation. Séminaires, visites d'entreprises-témoins, contacts professionnels

par l'intermédiaire du CREDIT LYONNAIS aux ETATS-UNIS seront au menu de ce voyage où l'innovation et l'exportation se tailleront la part du lion.

Si vous êtes intéressés par cette expérience, demandez la brochure d'information en écrivant ou en téléphonant à l'Institut de Séminaire International 16 place de la Madeleine 75008 PARIS. Tél. (1) 742.50.52.



CREDIT LYONNAIS VOTRE PARTENAIRE.

Je désire recevoir la brochure "VOYAGE D'ACTION PROFESSIONNEL CREDIT LYONNAIS".

M./Mme \_\_\_\_\_ Nom de la société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. DROITS DE L'HOMME : « Inventer des ponts », par Julio Cortázar ; « Pour un procureur général », par Gérard Israël ; « Le rôle de l'école », par Guy Aurenche ; « Et les dévotion ?... », par Jean-François Lhéritier.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE  
3-4. EUROPE  
- Jour de fête à Gibraltar après la réouverture de la grille.  
4-5. ASIE  
- CHINE : « A travers les steppes de Mongolie intérieure » (I), par Manuel Lucet.

6. AFRIQUE  
6. AMÉRIQUES  
- ARGENTINE : les forces armées reconstruisent rapidement leur potentiel de combat.  
7. PROCHE-ORIENT

### POLITIQUE

9-10. La préparation des élections municipales.  
11. La décentralisation pourra-t-elle débarrasser la société amnésique ?  
12. L'organisation des DOM-TOM à l'Assemblée nationale.

### SOCIÉTÉ

14. Le rapport de l'UNICEF sur la situation des enfants dans le monde.  
15. MÉDECINE.  
- CATASTROPHES : Le séisme du Yémen du Nord.  
16. ÉDUCATION : la nouvelle politique de la petite enfance.  
17. JUSTICE.

### LE MONDE DES LIVRES

19. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Tropes et trépas ; Michel Butor, poète et critique ; les flâneries de Bernard Privat.  
20. LA VIE LITTÉRAIRE.  
21. ROMANS : plaidoyer pour José Giovanni.  
22-23. CENTENAIRE : retrouver Charles du Bos.  
24-25. LETTRES ÉTRANGÈRES : le centenaire de Virginia Woolf ; le Brésil de Guimarães Rosa.  
26. HISTOIRE : Paris en mémoire.  
27. SOCIÉTÉ : Vive la semaine des trois dimanches ! ; Voyage en pays d'obscurité.

### SUPPLÉMENT

28-29. Cadeaux de fêtes.

### CULTURE

31. PHOTO : l'envers de la médaille.  
- MUSIQUE : « La Clémence de Titus », à Nantes.  
- EXPOSITIONS : l'habitat créole au Centre Pompidou.  
33. COMMUNICATION : Hachette, l'audiovisuel au secours de l'édition.

### ÉCONOMIE

35. SOCIAL.  
36-38. AFFAIRES : suspension d'un agent de change.  
39. ÉTRANGER : le Brésil va recevoir un prêt pour rembourser sa dette.  
- COMMERCE INTERNATIONAL.  
- C.E.E. : affrontement sur le budget communautaire.  
40. ÉQUIPEMENT : la réorganisation de la Caisse des dépôts et consignations.

RADIO-TÉLÉVISION (33) INFORMATIONS « SERVICES » (30) : La maison : « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés. Annonces classées (34) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (32) ; Marchés financiers (41).

Le numéro de « Monde » daté 16 décembre 1982 a été tiré à 513 918 exemplaires.

VOTRE ORDINATEUR POUR NOËL  
Pour quel faire ? Lequel choisir ?

LISEZ  
POMPIDOU  
15 FF chez votre marchand de journaux

A B C D E F G

## NOUVEAU CONTRAT PÉTROLIER FRANCO-SAUDIEN

### Petromin fournira 3 millions de tonnes par an à Elf et à Total

Les deux compagnies pétrolières françaises Elf et la C.F.P. (Compagnie française des pétroles) ont conclu jeudi 16 décembre avec la société d'Etat Petromin d'Arabie Saoudite un nouveau contrat d'approvisionnement à moyen terme. Ce contrat, signé pour trois ans, prévoit la fourniture aux compagnies françaises de 3 millions de tonnes de pétrole brut saoudien par an, au prix officiel - actuellement 34 dollars par baril.

Les quantités prévues sont très en deçà de celles du précédent contrat à moyen terme (12 millions de tonnes) conclu pour la première fois en 1974, renouvelé depuis tous les trois ans et qui venait à échéance à la fin de l'année. Dans la pratique, les quantités de brut effectivement achetées par la France à l'Arabie Saoudite pour dépasser le chiffre inscrit au contrat, qui constitue en quelque sorte un minimum.

Cet accord, négocié depuis plusieurs semaines au niveau politique après les visites à Ryad de MM. Rocard et Jobert, n'est officiellement lié à aucune convention générale de coopération entre l'Arabie Saoudite et la France. Son renouvellement a néanmoins permis d'ouvrir des discussions tant sur l'octroi éventuel d'un prêt de l'Arabie Saoudite à la France que sur la conclusion de nouveaux contrats d'armement (le Monde du 10 décembre).

Il représente une victoire pour les compagnies pétrolières françaises, qui hésitaient à reconduire ce contrat en l'état. Le prix officiel du brut saoudien se situe, en effet, très au-dessus du prix actuel du marché libre (environ 30 dollars par baril). Les compagnies françaises souhaitaient donc limiter autant que possible les quantités prévues par ce contrat, qui leur imposait un surcoût à l'achat. En 1982 déjà, elles avaient fortement réduit leurs enlèvements de brut saoudien dans le cadre du contrat à moyen terme en n'enlevant que 6,5 millions de tonnes environ.

La diminution de la consommation française de produits pétroliers, celle conjointe des importations de pétrole brut (- 15 % au cours des dix premiers mois de l'année) et la volonté d'une diversification des approvisionnements fournissaient un argument supplémentaire à une modification du contrat.

L'Arabie Saoudite devrait néanmoins rester le premier fournisseur de pétrole de la France, bien que son poids dans le total diminue. En 1982, elle aura fourni environ 35 à 37 % des achats totaux (80 millions de tonnes), contre 51 % l'année précédente. Aux quantités achetées au titre du contrat à moyen terme, s'ajoutent celles achetées dans le cadre d'un contrat d'Elf avec la société Calix (3 millions de tonnes environ) et surtout celles qui proviennent de l'approvisionnement normal des grandes compagnies internationales avec l'Aramco.

### LES PRIX EN NOVEMBRE

## Un rappel à la réalité

La forte hausse des prix enregistrée en novembre (1,1 %) est un dur rappel à la réalité. Après quatre mois et demi d'un blocage extrêmement strict, les pouvoirs publics ont jugé préférable de mettre fin à un régime qui avait pourtant donné de bons résultats apparents : 1,5 % de hausse pour la période juillet-novembre, soit un rythme annuel d'inflation à l'allemande, de 4,5 %.

Etait-il possible de prolonger l'expérience quelques mois pour en tirer plus de bénéfices ? Beaucoup de firmes ont souffert du blocage, qui a souvent plus ou moins paralysé leur marge de manœuvre. Quant aux entreprises publiques, leurs déficits se sont, dans la plupart des cas, creusés de façon inquiétante. Enfin - et le constat a été fait depuis longtemps, le blocage des prix provoque des réactions de la part des agents économiques qui aboutissent souvent à créer des problèmes là où on ne les attendait pas. C'est ainsi que pour échapper à la taxation des hôtels et des restaurants ont été nombreux à acheter leur viande à l'étranger, de même que des coopératives agricoles ont préféré importer des engrais étrangers plutôt que

d'acheter des produits français. Ainsi les diétiens gagnés sur l'indice mensuel des prix se traduisaient par des importations supplémentaires et un accroissement du déficit extérieur. C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement avait dès le mois d'août accepté de modifier les textes du blocage, accepté aussi un certain nombre de dérogations aux règles. Le temps passant, celles-ci auraient dû être multipliées. Mieux valait donc mettre fin à un régime intenable et repartir sur de nouvelles bases : accords de régulation avec les services, engagements de lutte contre l'inflation avec l'industrie, desserrement des contraintes pesant sur les tarifs publics.

Le régime mis en place depuis novembre est loin d'être un retour à la liberté. Les prix et les tarifs ne peuvent augmenter que sous certaines conditions et dans certaines limites. Les risques de dérapages sont donc limités pour les prochains mois. Il n'empêche que le blocage strict ayant joué comme un accumulateur de hausses, les prochains indices risquent d'être à nouveau mauvais : autour de 1 % en décembre et janvier.

L'avenir dira si le rythme mensuel de hausse des prix peut revenir entre 0,6 et 0,7 % comme le prévoient les pouvoirs publics, qui visent 8 % pour 1983. Une chose est certaine : les tarifs publics ont pris trop de retard. Ils devront augmenter plus vite que la norme de 8 % fixée pour l'année prochaine. Faute de quoi la situation financière déjà alarmante des entreprises concernées se dégraderait un peu plus. Il y a là un problème majeur.

D'autre part, la création à partir d'avril d'une vignette sur le tabac et l'alcool pour financer le déficit de la Sécurité sociale et l'augmentation à partir de la mi-mai de la taxe intérieure sur les produits pétroliers au rythme de l'inflation vont accélérer les hausses.

Le pari du gouvernement pour 1983 ne sera pas facile à gagner. A. V.

Portez-la pour les fêtes avec le crédit MP

Alliance diamants 26 000 F

Credit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Emeraude et tous les bijoux or

MP 4 place de la Madeleine 260.31.44 86 rue de Rivoli - 135 rue La Fayette Catalogue couleur gratuit sur demande

FORSHO LA MAISON DU LODEN

le véritable LODEN AUTRICHIEN

146, rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup> Tél : 260.13.51

EMERAUDE & OR

VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS DE 2000 A 20000 F. 9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 266 55.18.

JACQUES TOUR VOTRE AMI JOAILLER

## Dans la Manche

### M. MITTERRAND A VISITÉ UNE USINE DE CIT-ALCATEL

(De notre envoyé spécial.) Cherbourg. - M. Mitterrand a effectué jeudi matin 16 décembre, sa seconde visite d'usine improvisée. Après une P.M.E. de la région de Bordeaux, spécialisée dans les robots pour le textile, il s'est rendu cette fois dans une usine de CIT-Alcatel, filiale du groupe nationalisé C.G.E. : l'usine de Querqueville, près de Cherbourg, dans la Manche, emploie un peu plus de mille cinq cents personnes, dont 90 % de femmes.

Cette usine fabrique une partie des centraux téléphoniques électroniques E. 10 que CIT-Alcatel livre aux P.T.T. depuis plusieurs années et a exporté dans plus de vingt pays.

Le choix de cette usine par le président de la République s'explique également par le récent accord d'entreprise qui a été signé entre les syndicats et la direction du groupe. Cet accord prévoit une réduction du temps de travail à trente-cinq heures par semaine. Les quatre heures supplémentaires étant rémunérées à 60 % du salaire de base. A l'issue de la visite des ateliers, le président a reçu les syndicats de l'entreprise. J.-M.O.

### LE REPLI DU DOLLAR S'ACCÉLÈRE : 6,88 F

Le repli du dollar sur les marchés des changes, amorcé jeudi 13 décembre au soir, amplifié mardi 14 décembre, et ralenti le mercredi 15 décembre, s'est accentué jeudi 16 décembre : le cours de la monnaie américaine a glissé sous la barre des 6,90 F, revenant de 6,93 F à 6,88 F environ, contre 7 F au début de la semaine.

A Francfort, il est passé de 2,44 DM à 2,42 DM, contre 2,47 DM lundi dernier. La mise en place du dollar est, désormais, jugée inévitabile par les milieux financiers internationaux, qui, au surplus, l'estiment indispensable, dans l'intérêt des Etats-Unis comme de leurs partenaires occidentaux.

Selon certaines rumeurs non contraires, la mise en place du dollar par l'Arabie Saoudite à la France serait très prochaine, ce qui a allégué quelque peu les pressions sur le franc. La Banque de France devant, toutefois, continuer à intervenir pour empêcher le cours du mark de dépasser 2,35 DM, à Paris. A l'Assemblée nationale, M. Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, a déclaré que nos réserves de change avaient augmenté de 1,9 milliard de francs en novembre (probablement par tirage sur l'emprunt de 4 milliards de dollars) et qu'un cours de 6,88 F pour le dollar, à la fin de 1982, serait une situation de blocage menaçant la nomination d'un administrateur judiciaire et à une perspective de dépôt de bilan.

L'ensemble des syndicats de l'Union, conclut le texte, est déterminé à tout mettre en œuvre pour

### ATTENTAT A BAGDAD

#### Six morts

Manama (A.F.P.) - L'explosion d'une voiture piégée près du bâtiment de l'agence d'information irakienne (INA), au centre de Bagdad, dans la nuit du mercredi 15 au jeudi 16 décembre, a fait six morts et plusieurs blessés.

Selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur, les six morts sont des passants, dont une femme et un enfant. Parmi les blessés, se trouvent, outre des passants, des employés de l'agence de presse.

« Le criminel, qui a été payé pour accomplir ce crime, a été tué », a indiqué le porte-parole irakien sans donner d'autres précisions.

Colin Chapman, président de la firme automobile britannique Lotus, a été retrouvé mort, jeudi 16 décembre à son domicile du Norfolk, dans l'est de l'Angleterre. Il était âgé de cinquante-quatre ans.

La police a fait savoir qu'il ne semblait y avoir aucune cause suspecte à ce décès, apparemment naturel. - (A.F.P.).

## Les radios locales et la navigation aérienne

### Des poursuites judiciaires pourront être engagées déclare le ministre des P.T.T.

Le désordre qui règne actuellement sur la bande F.M. inquiète la direction de la navigation aérienne (D.N.A.), qui a lancé un cri d'alarme aux pouvoirs publics (le Monde du 14 décembre). Les brouillages fréquents de la part des radios locales privées proches des 108 Mhz perturbent en particulier les atterrissages sans visibilité.

« Il n'en reste pas moins que l'état de fait existant, c'est-à-dire la prolifération de stations de radiodiffusion (tolérées) devra faire place à un état de droit, c'est-à-dire aux seules stations autorisées par les procédures prévues dans la loi. S'agissant des radios locales privées, les décisions à venir de la Haute Autorité seront appliquées. S'agissant de télévision hertzienne, où les risques de perturbations sont encore accrus, un nouvel état de fait ne devra pas s'installer. Les mesures administratives que je serai contraint de prendre pour protéger les communications radioélectriques ne préjugent pas des poursuites qui pourront être engagées, par voie judiciaire, à l'encontre des infractions à la législation votée par le Parlement. »

« Dès le mois d'octobre, des directives précises ont été données aux agents assermentés, placés sous mon autorité, sur les mesures qu'ils doivent mettre en œuvre, afin d'éviter que les radios privées locales ne perturbent les liaisons radioélectriques. Chaque fois que des plaintes sont enregistrées, lorsque la station perturbatrice a été identifiée, ces agents interviennent pour obtenir l'interruption des émissions parasites. »

### A REIMS

## « L'Union » menacée d'un dépôt de bilan

L'assemblée des associés propriétaires de l'Union, quotidien édité à Reims, réunie le mercredi 15 décembre, a refusé pour la seconde fois le « plan de sauvetage » du journal présenté par M. Bernard Montanier (le Monde du 24 septembre, cité jeudi 16 décembre : le cours de la monnaie américaine a glissé sous la barre des 6,90 F, revenant de 6,93 F à 6,88 F environ, contre 7 F au début de la semaine).

A Francfort, il est passé de 2,44 DM à 2,42 DM, contre 2,47 DM lundi dernier. La mise en place du dollar est, désormais, jugée inévitabile par les milieux financiers internationaux, qui, au surplus, l'estiment indispensable, dans l'intérêt des Etats-Unis comme de leurs partenaires occidentaux.

Selon certaines rumeurs non contraires, la mise en place du dollar par l'Arabie Saoudite à la France serait très prochaine, ce qui a allégué quelque peu les pressions sur le franc. La Banque de France devant, toutefois, continuer à intervenir pour empêcher le cours du mark de dépasser 2,35 DM, à Paris. A l'Assemblée nationale, M. Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, a déclaré que nos réserves de change avaient augmenté de 1,9 milliard de francs en novembre (probablement par tirage sur l'emprunt de 4 milliards de dollars) et qu'un cours de 6,88 F pour le dollar, à la fin de 1982, serait une situation de blocage menaçant la nomination d'un administrateur judiciaire et à une perspective de dépôt de bilan.

L'ensemble des syndicats de l'Union, conclut le texte, est déterminé à tout mettre en œuvre pour

Depuis 1934... le fourreur le plus jeune de la rue Saint-Honoré.

ALEXANDRE FOURRURES 376, rue St-Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

RIVES un nom dans la maroquinerie

crocodile et cuir 850 F tout crocodile 1.350 F 156, Rue de Rivoli - 75001 Paris

No 1 FOURRURE D'OCCASION de la lot exceptionnel Veste de visons femelles valeur 13500-7500 F ouvert dimanche LES DEUX OURSONS 106 Bd de Grenelle 575.10.77

M. Mitterrand reçoit le président Chadli

Communauté

Coup d'éclat Strasbourg

au

Le

Page

A

A

A